

Le président tchadien à Paris

Lorsqu'il regagnera, mardi 14 juillet, aux côtés de M. François Mitterrand et Jacques Chirac, défilant l'armée française, le président du Tchad, M. Hissène Habré, pourra mesurer le chemin parcouru sans remonter jusqu'aux maquis du Tibesti - depuis le 7 juin 1982, date de son retour en vainqueur à N'Djaména.

Cinq ans d'une lutte acharnée, semée de combats meurtriers, pour reconquérir le quasi-totalité de son pays. Cinq ans aussi de relations en dents de scie avec Paris, qui se méfiait de cet ancien rebelle, indépendant et obstiné, peu porté au compromis et qui compte pour des raisons diverses de solides adversaires dans la classe politique française.

L'aide de la France, le président tchadien l'obtiendra toujours, mais à la dernière minute, quand sous la pression de ses alliés africains Paris ne pourra plus tergiverser entre la Libye et son « pré carré ».

En forçant la victoire sur le terrain, M. Hissène Habré a certes relégué aux oubliettes la théorie du troisième homme, trop longtemps prôlée par Paris, qui souhaitait un compromis avec Tripoli. Mais il n'a toujours pas fait tomber toutes les résistances que suscite, au sein de la communauté internationale, son voyage à Washington, où sa victoire sur le colonel Kadafi, au vu des signes d'acceptation, pour que Paris réponde enfin à sa demande exprimée depuis longtemps d'être reçu en France, au même titre que les chefs d'Etat africains « médiateurs » dans l'affaire du Tchad.

Le président tchadien a en effet beaucoup de choses à dire.

Une de ses préoccupations, à une semaine du sommet de l'OUA à Addis-Abeba, est sans doute d'évaluer la détermination française au sujet de la bande d'Aouzou, dernier territoire que le Tchad veut arracher à la Libye. Or, à Paris, on estime, au mieux, que ce différend frontalier doit se régler par les canaux diplomatiques, au pire, que cette « marge » pourrait être abandonnée au colonel Kadafi comme garantie de sécurité sur sa frontière sud. Une analyse inacceptable pour N'Djaména.

Deuxième sujet d'inquiétude pour le président Habré : le maintien d'une aide militaire française substantielle. Celle-ci s'est ralentie depuis la récupération de Ouadi Doum, comme si, une fois cette victoire acquise, Paris considérait son devoir accompli. Or le président Habré insiste toujours sur la menace libyenne et sur ses moyens d'y faire face. De même, les succès militaires au nord ont quelque peu démobilité la population, qui a brusquement cessé de payer l'impôt de guerre, et M. Hissène Habré a plus que jamais besoin d'une aide civile, notamment budgétaire, pour maintenir à flot son pays et calmer les ambitions des uns et des autres.

Bref, le président tchadien veut savoir quelle politique entend maintenant suivre Paris, car si, aujourd'hui, collaboration oblige, on ne dispute quelque peu la paternité de ses victoires, et donc le succès de la politique française, lui sait que beaucoup reste à faire pour sortir son pays de l'ornière, bâtir cet Etat-nation dont il rêve à partir de la mosquée qu'est encore le Tchad aujourd'hui. C'est une longue tâche, et elle exige, pour être menée à bien, constance et confiance, aussi bien à Paris qu'à N'Djaména.

La tension s'accroît entre Paris et Téhéran

- Un navire français attaqué par deux vedettes iraniennes
- Incident entre un diplomate et des douaniers à Genève

La « guerre des ambassades » entre Paris et Téhéran a pris un tour nouveau et plus grave avec deux incidents qui sont venus s'ajouter au lourd contentieux franco-iranien. Le lundi 13 juillet dans la nuit, en effet, un porte-conteneurs français, le « Ville d'Anvers », a été attaqué par deux vedettes iraniennes dans le Golfe, alors qu'il naviguait entre

Koweït et Bahreïn. Ce bâtiment est le quatrième navire français attaqué dans le Golfe depuis le début de la « guerre des pétroliers » entre l'Irak et l'Iran en février 1984, mais le premier à être attaqué par des vedettes. Samedi soir d'autre part, un incident a opposé, dans la partie française de l'aéroport de Genève, un diplomate iranien aux douaniers français.

Le porte-conteneur français Ville d'Anvers a été attaqué dans la nuit, le lundi 13 juillet, selon le commandant M. Gangneur qui a raconté son odyssee au micro de RMC, les tirs ont duré une vingtaine de minutes avec une interruption de trois minutes vers 1 h 30 du matin. Le commandant Gangneur a déclaré : « Les vedettes très rapides que nous avons pu voir ont attaqué en pleine nuit, sans sommations et sans aucun appel. Notre pavillon français était bien visible en raison de la lune. Elles nous ont tiré dessus avec des canons, des RPG-7 et des mitrailleuses lourdes. Il n'y a pas eu de blessés dans l'équipage et tous nous sommes restés à plat ventre dans les aménagements pendant le feu. En

revanche, le navire a subi pas mal de dégâts. Il y a des trous dans la coque, dans les ballasts à l'avant, dans le compartiment machines... en raison de ces dégâts, le porte-conteneurs rallie, en ce moment pour réparations, le port de Barhein où il sera rejoint, dans la soirée, par l'avisos-escorteur de la marine nationale le Victor-Schoelcher.

Bien que le commandant Gangneur n'ait pu affirmer qu'il s'agissait de vedettes iraniennes, on sait (le Monde du 21 mai) que les Gardiens de la révolution, en Iran, arment depuis plusieurs semaines, des vedettes rapides dans le Golfe. Ces vedettes de quatorze mètres de long sont de conception suédoise et elles sont

(Lire la suite page 2.)

Blancs et Noirs d'Afrique du Sud à Dakar

La rencontre de deux nationalismes

La conférence de Dakar a réuni, du jeudi 9 au 12 juillet, une cinquantaine de libéraux blancs sud-africains et des dirigeants du Congrès national africain (ANC), opposition nationaliste en exil. Les deux délégations ont souligné dans un communiqué final leur « engagement commun pour le démantèlement de l'apartheid et la construction d'une Afrique du Sud unie, non raciale et démocratique ». D'autre part, les propos tenus, dès leur retour à Paris, par les membres de la délégation parlementaire de la majorité, qui a séjourné jusqu'au samedi 11 juillet en Afrique du Sud, continuent d'alimenter au violent débat.

JOHANNESBURG de notre correspondant

A gauche, une colonne de Noirs conduite par Thabo Mbeki, directeur de l'information et de la publicité de l'ANC (Congrès national africain). A droite, des



Blancs marchant en file indienne quelque part dans la brousse africaine. Thabo Mbeki laisse son casque et demande au chef de file de la colonne d'en faire : « Dr Slabbert, I presume ? » Cette parodie des célébrations retrouvailles entre Stanley et Livingstone, du caricaturiste du Sunday Star, symbolise avec justesse la

conférence de Dakar entre les nationalistes noirs et les libéraux afrikaaners. Comme Stanley, parti à la recherche de son compatriote Livingstone, l'ANC, après vingt-sept ans d'interdiction, a rencontré des représentants de la race blanche.

MICHEL BOLE-RICHARD. (Lire la suite page 3.)

Les « opérations secrètes » de la Maison Blanche

Selon M. Oliver North, le président Reagan était au courant de l'utilisation de fonds iraniens.

PAGE 4

Victoire des travaillistes en Australie

Troisième mandat pour M. Bob Hawke.

PAGE 2

Election présidentielle en Inde

M. Gandhi à la recherche d'un nouveau départ.

PAGE 3

La réunion de la CNUCED à Genève

Jours tranquilles au bord du lac Léman.

PAGE 14

Les arrestations de militants basques

Important dispositif policier pour rechercher les membres d'Iparratarrak en fuite.

PAGE 6

Le sommaire complet se trouve page 16



« Le Soulier de satin », suite et fin

La splendeur d'images simples, pures comme des cantates de Bach. Des acteurs encore plus admirables que dans la première partie : Claudel enfin chez lui à Avignon.

« Y'a bon Bamboula », de Tilly

Entre des Français moyens et leur boy africain, le drame n'éclate qu'à la fin. L'horreur feutrée du racisme ordinaire, racontée par un jeune auteur très doué.

Rencontre avec les Zingaros

Ce n'est pas un cirque, mais ça en a tout l'air. Peuplé d'animaux merveilleux et de personnages extraordinaires. Il a fait le tour du monde. Le voici sur le Rhône.

PAGE 8

Le chef de file des traditionalistes reçu par le cardinal Ratzinger

L'ultime défi de Mgr Lefebvre

Préfet de la congrégation romaine pour la doctrine de la foi, le cardinal Josef Ratzinger doit recevoir, le mardi 14 juillet, au Vatican, Mgr Lefebvre. Le chef de file des catholiques intégristes, suspendu depuis 1976, a annoncé plusieurs fois qu'il avait l'intention de consacrer un évêque. Ce qui provoquerait automatiquement son excommunication comme schismatique.

Mgr Marcel Lefebvre, chef de file du courant intégriste, est-il sur le point d'ordonner un évêque et de consacrer ainsi la rupture avec Rome ? Après ses dernières déclarations (le Monde du 1^{er} juillet), les responsables de l'Eglise catholique se posent sérieusement la question.

Curieuse bataille. Depuis son élection, Jean-Paul II se heurte de front à ceux qui auraient dû être les premiers à s'agenouiller devant lui : les catholiques les plus viscéralement attachés à l'autorité, les plus respectueux de la papauté, les plus virulents dans la défense de « l'Eglise martyre » de l'Est dont est

issu ce pape, lui-même si attaché à la tradition. Jean-Paul II, disait-on, les séduira ou leur coupera l'herbe sous le pied. Aucune de ces hypothèses ne s'est vérifiée. L'ancien archevêque de Cracovie a pu tout juste freiner le mouvement intégriste et l'empêcher de s'étendre vraiment. Si Mgr Lefebvre et ses disciples défient toujours le Vatican, ils n'ont pas fait « un malheur » pour autant. C'est une guerre de positions.

Le conflit entre Rome et les intégristes battait son plein lorsque Jean-Paul II a accédé au pontificat en 1978. Deux ans plus tôt, Mgr Marcel Lefebvre, ancien évêque de Tulle et ancien supérieur général des Spiritains, avait été suspendu à divinis par Paul VI pour s'être opposé au concile Vatican II et avoir fondé à Ecône, en Suisse, un séminaire traditionaliste. L'évêque dissident était ainsi interdit d'exercer ses fonctions.

Passant outre, Mgr Lefebvre a ordonné, depuis lors, plus de deux cents prêtres. Il est cependant le seul évêque de la Fraternité sacer-

dotal Saint-Pie-X, qu'il a fondée. S'il venait à disparaître sans avoir consacré un autre évêque, l'avenir de cette institution serait condamné. Or Mgr Lefebvre n'est plus un jeune homme : il a dépassé quatre-vingt-un ans.

« Il est vraisemblable que je me donnerai des successeurs pour continuer cette œuvre, car Rome n'écoute plus la voix de la vérité », s'est-il déclaré le 29 juin dernier. Jamais l'évêque intégriste n'avait été aussi explicite. S'il passait à l'acte, ce serait la rupture totale, le schisme. L'article 1382 du droit canonique précise en effet : « L'évêque qui, sans mandat pontifical, consacre quelqu'un évêque et, de même, celui qui reçoit la consécration de cet évêque encourrent l'excommunication... »

Le fondateur d'Ecône est visiblement poussé à commettre l'irréparable par certains membres de son entourage, plus radicaux que lui. Serait-il suivi par l'ensemble de ses troupes ?

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 6.)

Le Monde dossiers et documents

LA GUERRE D'ALGERIE

L'histoire d'une tragédie à travers les articles les plus significatifs du Monde. La chronologie des événements. Le portrait des principaux protagonistes.

14 F

chez votre marchand de journaux

UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL

حکومت الاحل

Etranger

AUSTRALIE : troisième mandat pour les travaillistes aux élections du 11 juillet

M. Hawke va poursuivre sa politique d'austérité

Bob Hawke a gagné son pari. Les travaillistes ont remporté, samedi 11 juillet, les élections législatives anticipées que le premier ministre australien avait convoquées afin de profiter de la zizanie régnant dans l'opposition conservatrice et ont même accru leur majorité à la Chambre des représentants. Le Labor disposera en effet d'une majorité de 18 à 23 sièges (selon les résultats qui restent à dépeigner), contre 16 dans l'ancienne chambre.

M. Hawke, au pouvoir depuis 1983, devient ainsi le premier chef de gouvernement travailliste dans l'histoire de l'Australie à obtenir trois mandats successifs — même s'il n'a pas mené à leur terme ses deux premiers. Il ne s'est pas caché, dimanche, d'envisager de briser, pour lui, un nouveau mandat d'ici trois ans.

Le scrutin du 11 juillet consacre une déroute magistrale de l'opposition conservatrice, que son leader en titre, M. John Howard (libéral), a reconnue. Ni son parti — qui avait fait campagne sur la promesse d'allègements fiscaux spectaculaires — ni le Parti national de M. Ian Sinclair n'ont réussi à affaiblir la crédibilité dont jouissent les travaillistes auprès de la classe moyenne australienne en raison de leur politique de réorganisation de l'économie face à la crise. Dès les résultats non officiels connus, M. Hawke s'est engagé à poursuivre ses aménagements de l'économie nationale frappée par un déficit budgétaire considérable, une dette extérieure inquiétante et des taux de

chômage et d'inflation encore élevés.

Les résultats complets — notamment ceux de l'élection sénatoriale — ne seront annoncés que dans plusieurs jours, en raison de l'éloignement de certains bureaux de vote et du grand nombre d'électeurs ayant voté par correspondance en cette période de vacances d'été austral. Les résultats connus font toutefois apparaître un tassement général de l'électorat travailliste, qui est plus que compensé par les gains du Labor dans des circonscriptions marginales. C'est ainsi que les travaillistes sont parvenus à progresser au Queensland, infligeant une défaite sévère à l'extrême droite représentée par sir Johannes (« Joh ») Bjelke-Petersen, qui avait été à l'origine de la résistante au sein de l'opposition conservatrice.

Quel que soit le score de l'opposition au Sénat, M. Hawke devrait reconduire une équipe gouvernementale construite autour des mêmes personnalités dominantes. On lui prête l'intention de remanier la distribution des portefeuilles mineurs, mais il a, des sa victoire connue, rendu hommage à l'équipe sortante, jugeant qu'elle était « la plus compétente, la plus loyale et la plus cohérente » de l'histoire politique australienne. C'est en tout cas

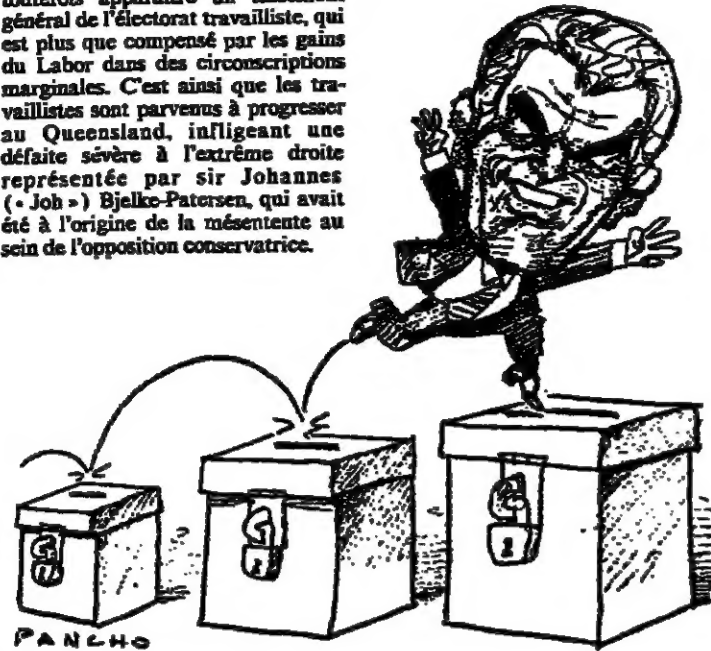
l'avis des milieux d'affaires qui se disent satisfaits de la réussite travailliste et se font une haute idée, en particulier, du « jeune loup » travailliste de la finance, le trésorier Paul Keating, artisan de l'austérité budgétaire.

Désintéressé pour la politique étrangère

Jusqu'à son dernier jour, la campagne aura confirmé le désintéressé complet de l'électorat pour la politique étrangère, qui avait été au centre des précédents scrutins. Le parti travailliste lui-même n'a guère figuré dans les sondages. Ce phénomène contraste singulièrement avec l'image de l'Australie sur la scène internationale, largement liée à ses prises de position dans le Pacifique sud.

Mais ce désintéressé s'est également manifesté envers l'ensemble des plates-formes électorales, ce qui n'a pas manqué d'inquiéter les États-majors des grands partis. Après trois semaines d'une campagne tonitruante, 10 % des électeurs se déclaraient encore indécis à la veille du scrutin, une proportion substantielle dans un pays où le vote est obligatoire et l'abstentionisme puni d'une amende. C'est à ce scepticisme de l'électorat envers les principales formations politiques que le petit parti des Démocrates devra vraisemblablement disposer encore de quel-ques sièges au Sénat, qui lui permettront de jouer un rôle d'arbitre sur les projets de M. Hawke, en matière de privatisation d'entreprises nationales par exemple.

FRANCIS DERON.



L'homme des négociations impossibles

Si l'Australie n'était pas membre du Commonwealth, M. Bob Hawke serait son chef d'État. Son style présidentiel en fait certainement l'homme politique le plus populaire qu'ait connu l'Australie. Dans l'histoire des partis travaillistes du monde anglo-saxon, il tient aussi une place à part : rarement a-t-on vu plus conservateur que ce chef de Labor, ancien syndicaliste. A cette mixture inhabituelle tient sans doute le secret de sa réussite.

Né en 1929, fils d'un pasteur persécuté qui ne rejeterait jamais sa carrière à la tête du pays, Bob Hawke n'en est pas moins un athlète proclamé, qui n'a retenu de la Bible que quelques principes moraux classés en formules percutantes au détour d'un discours électoral. Il est passé par Oxford pour en rapporter non seulement un diplôme, mais aussi un record de buveur de bière d'entrée répertorié dans le Guinness Book of Records. S'il affirme ne plus boire depuis qu'il a entamé une carrière politique, un autre épisode de sa jeunesse a de douloureuses relations

avec la presse en 1984, une fois devenu premier ministre : il s'effondra alors en sanglots devant les caméras de télévision lorsqu'il dut reconnaître qu'une de ses filles avait été impliquée dans une affaire de drogue. Son épouse devait admettre, quant à elle, peu après que leur fille cadette, elle aussi...

Pourtant, M. Hawke n'a jamais eu à souffrir des campagnes de dénigrement visant le Parti travailliste, communément accusé de tremper dans diverses affaires louches, dont la drogue. Au contraire : son image n'a cessé de se renforcer dans l'opinion, tandis que le public se montrait de plus en plus sceptique envers les formations politiques traditionnelles.

Les sacrifices du monde du travail

Se popularité, il a la doit sans doute à une carrière de syndicaliste spécialisée dès ses premières années dans la négociation : c'est l'homme qui a été accusé la réputation, pendant dix ans à la tête de

l'Australian Confederation of Trade Unions, de sortir les négociations de l'impasse.

La voie lui semble alors tracée. En 1980 à la Chambre des représentants, il prend le poste de ministre du cabinet fantôme chargé des relations industrielles. D'une certaine façon, il a conservé ce portefeuille depuis son accession au pouvoir en 1983. C'est lui qui, fort de son passé de syndicaliste, a persuadé les toutes-puissantes centrales du monde du travail australien de consentir à d'importants sacrifices pour le salut de l'économie nationale.

Tant pis pour l'idéologie, qu'il passe pour mépriser. Le chef du Parti travailliste ne se cache pas de compter parmi ses meilleurs amis bon nombre d'hommes d'affaires en vue. Idem pour la politique étrangère : Hawke réussira le tour de force d'imposer à la très dogmatique aile gauche du Labor ses vues pro-Israéliennes convaincues, ainsi qu'une approche très pragmatique des problèmes régionaux. Tout au plus devra-t-il accepter un compromis électoral avec le parti :

ce sera M. Bill Hayden, son rival traditionnel à la tête du parti, contraint à la démission en 1983 faute de faire preuve du charisme nécessaire à un succès électoral, qui conduira la diplomatie du gouvernement travailliste, tandis que M. Hawke sera chargé des problèmes intérieurs. Encore que, depuis, ces deux tâches se sont terriblement mélangées. M. Bob Hawke, avec la présence nettement croissante qu'il manifeste dans les relations de l'Australie avec les pays insulaires du Pacifique sud.

Demier atout, et non des moindres : M. Hawke, l'homme à la chevelure argentée et au menton volontaire, a séduit l'électorat féminin, qui votait traditionnellement à droite. Au point que certains commentateurs se demandaient, avant son triomphe du 11 juillet, si toutes les stratégies électorales passaient d'un poids quelconque face au comportement de cette fraction de l'électorat.

F. D.

TURQUIE : couvre-feu pour un recensement

Istanbul, ville morte

ISTANBUL
de notre correspondant

Nuit de samedi 11 au dimanche 12 juillet : les files d'attente s'allongent à la porte des cabarets, du quartier réservé, des boulangeries... Les hommes font provision de pain et de plaisir avant la longue journée du lendemain : de 5 heures du matin à 7 heures du soir, cinquante-cinq millions de Turcs — sauf les enfants — devront attendre la venue des recenseurs chargés d'établir les listes électorales en vue du référendum du 6 septembre sur la suppression des institutions frappant les leaders des partis politiques abolis après le coup d'État du 12 septembre 1980.

En ce dimanche, aucun bruit ne trouble Istanbul, ordinairement trépidante et ville morte pour une journée : pas un vaporetto sur le Bosphore, seules circulent les voitures des policiers et des rares favorisés qui ont obtenu une autorisation excep-

tionnelle. A l'aéroport, les passagers turcs arrivés le matin attendent, résignés, la fin des opérations ; même chose dans toutes les gares routières du pays, où les voyageurs imprudent, inscrits sur les listes des 8 heures du matin, sont immobilisés ensuite pour toute la journée.

Les touristes, eux, espèrent la ville, qui leur appartient totalement. Ils ont finalement bénéficié de la dispense accordée aux étrangers par le premier ministre, après une protestation de l'ambassade des États-Unis contre une assignation à domicile qui aurait constitué une contavention à la convention de Vienne sur les déplacements des diplomates.

La presse a dénoncé l'empirisme » de la population pour une journée de censure et préconisé des méthodes de recensement adaptées aux critères internationaux.

MICHEL FAHRE.

POLOGNE

Rencontre entre un haut dirigeant du parti et des intellectuels catholiques de l'opposition

L'un des principaux dirigeants du parti, M. Józef Cyrankiewicz, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, s'est rendu, le samedi 11 juillet, au siège du Club des intellectuels catholiques (KIK) de Varsovie, qui groupe des personnalités, dans leur grande majorité, très proches de l'opposition.

Ce fut l'occasion pour M. Cyrankiewicz de rencontrer le nouveau président du KIK de Varsovie, M. Andrzej Stelmachowski, regretter que, dans plusieurs villes importantes, dont Gdansk et Lodz, les autorités n'aient toujours pas permis aux clubs locaux de fonctionner légalement. M. Stelmachowski — un juriste très respecté aussi bien dans l'opposition qu'au sein de la hiérarchie épiscopale, a aussi remarqué que le droit d'association restait très limité en Pologne, et il a souligné que plusieurs des associations créées des associations ouvrières et paysannes indépendantes. De même, il a invité les autorités à « poursuivre le dialogue avec les ouvriers et les agriculteurs » (un dialogue interrompu dans les faits depuis la proclamation de l'état de guerre en 1981).

A ces propos sans concessions, M. Cyrankiewicz a répondu par un discours plutôt classique : une coopération entre « toutes les forces qui respectent les intérêts de l'État » est possible, a-t-il expliqué ; une entente, n'excluant pas la lutte idéologique, est aussi possible avec les catholi-

ques indépendants. Quant à M. Walesa, c'est lui qui, toujours selon le dignitaire, a rejeté la politique « d'entente » prônée lors du dixième congrès du parti, et qui fait preuve de « manque de bonne volonté ».

Ce fut donc, apparemment, un dialogue de sourds, mais un dialogue tout de même — dont l'initiative revient aux autorités. En effet, dès avant la visite du pape, M. Cyrankiewicz a manifesté le désir de venir annoncer une « conférence » au KIK de Varsovie. Cette demande n'a pas été émise sans susciter un grand enthousiasme, ni au KIK ni de la part du primate, Mgr Glemp, qui avait été consulté.

Les tentatives du pouvoir pour établir un dialogue institutionnel avec l'Eglise ne sont pas nouvelles : des rencontres régulières ont eu lieu jusqu'en 1981. Mais il est beaucoup plus inhabituel qu'une telle démarche — exploratoire apparemment — soit tentée en direction de milieux qui se situent activement dans l'opposition et sont très vigilants devant toute opération de « récupération ». Ainsi, lorsque le précédent président du KIK de Varsovie avait accepté de signer un conseil consultatif, difficilement mis en place par les autorités, il avait dû démissionner de son poste à la suite d'un vote des membres du club.

JAN KRAUZE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

de la presse du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :

Daniel Verne

Correspondant en chef :

Claude Sales

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde US\$ 705-910 is published daily, except Sundays for \$ 680 per year by Le Monde

410 Spence Street, New York, N.Y. 10104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster : send address changes to Le Monde c/o Spence Street, U.S.A.

P.O. Box 46-28 28 Street, L.L.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F. 672 F. 954 F. 1 280 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F. 1 337 F. 1 952 F. 2 530 F.

ÉTRANGER (par avion)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F. 762 F. 1 089 F. 1 388 F.

IL — SUISSE, TUNISIE

584 F. 972 F. 1 404 F. 1 800 F.

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : avis par lettre

provisoire : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les autres journaux en capital de

l'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 38-15 - Types LEMOND

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Proche-Orient

La tension s'accroît entre Paris et Téhéran

(Suite de la première page.)

Après l'attaque subie par la Ville d'Amers, l'avis-escorte 2200 tonnes à pleine charge et qui transportait, notamment des missiles surface-surface Exocet, a été autorisé à entrer dans le Golfe.

Au ministère de la défense, où l'incident est suivi en permanence, on considère que cette agression contre la Ville d'Amers est grave. Interrogé par Radio Monte-Carlo, M. André Girard n'a pas exclu qu'il puisse y avoir une relation avec le contentieux franco-iranien né de l'affaire Gerdji, réfugié à l'ambassade d'Iran à Paris.

Cette affaire vient s'ajouter à celle de M. Mostafa Aminzadeh, diplomate iranien, qui selon Radio-Téhéran, a été brutalisé par la police française dans un hôpital de cette ville. Selon la version iranienne, le diplomate qui se rendait de Genève à Paris, a été gravement blessé à la tête. Le chargé d'affaires français à

Téhéran, M. Pierre Lafrance, a été convoqué dimanche soir au ministère iranien des affaires étrangères pour y recevoir une note de protestation.

« L'Iran ne peut supporter cette agression de la police française et demande des explications à la France et en fonction de celles-ci il déterminera sa réaction », indiquait dimanche le communiqué du porte-parole du ministère des affaires étrangères. « Cette action de la police française ainsi que le blocus de l'ambassade d'Iran à Paris indiquent qu'une nouvelle attitude basée sur la barbarie a été instaurée dans l'appareil de la police française et que celle-ci est certainement approuvée par certaines fractions en France », ajoute le communiqué. L'ambassade d'Iran à Paris précise que M. Aminzadeh, âgé de vingt-huit ans, est accrédité à Paris et est porteur d'une carte diplomatique N° 7 296, délivrée par le Quai d'Orsay le 15 janvier 1986. On ajoute qu'il est porteur d'un passeport diplomatique N° 00 3053 qui comporte un visa français.

La version donnée de source officielle française à Genève diffère sensiblement. En effet, dit-on, le diplomate iranien s'est lui-même donné des coups à la tête en se roulant par terre après avoir refusé de se soumettre à un contrôle des douanes françaises à l'aéroport de Genève. On précise en effet que M. Aminzadeh n'a pas eu maille à partir avec des fonctionnaires de la police de l'air et des frontières mais avec de simples douaniers qui tout à

fait légitimement souhaitaient inspecter le contenu de l'attache-case du diplomate, les bagages personnels contrairement à la valeur diplomatique n'étant protégés par aucune immunité. M. Aminzadeh a refusé ce contrôle. Les douaniers français n'en ont pas tenu compte et c'est alors, dit-on de source française, que le diplomate s'est roulé par terre et s'est donné des coups de tête sur le sol. M. Aminzadeh a alors été soumis à un examen médical à l'aéroport et il a été constaté, toutes ses fonctions vitales étaient normales.

Les indications recueillies à l'hôpital cantonal de Genève, où il avait demandé à être admis, corroborent la version française sur l'état physique du diplomate. Celui-ci a des ecchymoses au front, mais aucune blessure sur le corps. Après avoir quitté l'hôpital dimanche matin, M. Aminzadeh a demandé à y être réadmis dans l'après-midi, et selon une source de l'hôpital, il y a passé une bonne nuit.

« Téhéran fait état d'une attaque iranienne dans les îles Majnoun », L'Iran a confirmé l'attaque lors du samedi 11 juillet à l'aube ; contre les positions iraniennes au sud des îles Majnoun, dans les mers de Houweizah (sud-est de l'Irak) par les troupes de Bagdad, mais a affirmé « avoir repoussé cette attaque ». L'Irak a annoncé que ses forces ont l'air d'une opération lancée samedi à l'aube, « ébranlé » une superficie de plusieurs kilomètres carrés à des îles Majnoun, dans les mers de Houweizah, et que plusieurs centaines de soldats iraniens. — (AFP.)

Selon NBC

Le plan de protection des pétroliers koweïtiens serait reporté de « plusieurs semaines »

Washington (AFP). — La mise à exécution du plan de protection des pétroliers koweïtiens dans le Golfe, prévu pour le 15 juillet, a été reportée « de plusieurs semaines », a affirmé dimanche 12 juillet la chaîne de télévision américaine NBC.

Citant des sources du département d'État et de la marine, NBC explique que ce retard est notamment dû au fait que la plupart des onze pétroliers devant passer sous pavillon américain sont « disparus dans le monde ».

Les responsables militaires sont opposés à appliquer le plan par « petits bouts », assure NBC, « préférant, afin de réduire les risques, attendre qu'il puisse être appliqué dans sa totalité », c'est-à-dire lorsque tous les pétroliers seront revenus au Koweït.

Dès que le plan sera appliqué, indique NBC, les navires de guerre américains dirigeront dix convois par jour à travers le détroit stratégique d'Ormuz, cinq vers l'Arabie du Golfe, cinq vers l'Inde.

A Koweït, en revanche, un porte-parole de la Koweït Oil Tanker Corporation a affirmé dimanche que les onze pétroliers koweïtiens immatriculés aux États-Unis passeront sous pavillon américain le 15 juillet comme prévu.

Asie

INDE : élection, le lundi 13 juillet du président de la République

M. Gandhi à la recherche d'un nouveau départ

NEW-DELHI de notre correspondant

Les dés sont jetés. Au soir du 16 juillet 1987, l'Inde saura s'il reste à Rajiv Gandhi une chance raisonnable de poursuivre son mandat jusqu'à son terme, fin 1989. En principe, la consultation présidentielle, qui a lieu le lundi 13 juillet, ne peut pas remettre en cause un mandat de premier ministre. Mais le rêve qui avait pris le pouvoir au lendemain de l'assassinat de la grande « inspiratrice » des Indes s'est fracassé sur les dures réalités d'un monde suspendu entre deux âges : la lune et l'ordinateur.

Les fringants « computer-boys » dont l'ancien pilote avait truffé son équipage à son accession au pouvoir n'ont pas su prévoir la révolte des rampants. Immobilisés par une inépuisable suite de messages électroniques négatifs, par les mitraillages incessants du terrorisme, par les attaques de l'opposition et par la rébellion d'un président de la République qu'il croyait à sa botte, M. Rajiv Gandhi, après de multiples erreurs de pilotage, est finalement revenu sur terre. Il a dû renouer il y a quelques mois avec le parti « opportuniste et sans principe » qu'il dénonçait en 1985.

Une partie de l'équipage inexpérimenté a été débauchée et remplacée par des dinosaures qu'on croyait emportés dans les limbes du modernisme. La rhétorique populiste dont il était les maîtres a succédé, dans la bouche du premier ministre, au parler franc, caillade et net, qui était sa marque initiale. La « main étrangère » qu'Indira Gandhi percevait habilement dans la quasi-totalité des problèmes de l'Inde est à nouveau systématiquement dénoncée derrière chaque ennui du gouvernement et de sa majorité. Les vieux thèmes de la déstabilisation de l'Inde par « l'axe réactionnaire américano-pakistano-chinois » font, plus que jamais, recette dans les assemblées du vieux Congrès des Nehru-Gandhi.

Le virage à 90 degrés négocié par Rajiv Gandhi est-il intervenu à temps pour faire taire ceux du parti qui craignent encore d'avoir en lui une mauvaise locomotive électro-rale ? C'est la question à laquelle la consultation de ce lundi devrait permettre de répondre. C'est aussi la seule. Pour connaître, en effet, l'étendue des dommages causés à la crédibilité du premier ministre par les scandales politico-financiers qui ont entouré les contrats de défense, pour savoir à quel point la persistance du terrorisme sikh, l'aggravation de l'antagonisme hindou-musulman et la naissance de l'antagonisme violent des gorkhas ont diminué la légitimité de Rajiv Gandhi, pour prendre enfin la mesure du fossé qui s'est creusé entre le chef du gouvernement et un peuple ébranlé par une politique économique jugée à tort ou à raison « pro-riche et anti-pauvre », il faudra attendre... de prochaines élections.

Le 13 juillet en effet, ce n'est pas la voix populiste qui se prononce mais ses représentants. Le président de la République est élu par un collège électoral composé de 776 députés et sénateurs du Parlement fédéral et par les 3 919 représentants élus dans les assemblées des vingt-cinq Etats de l'Union.

Scrutin secret

Chaque grand électeur dispose d'un coefficient de voix calculé en fonction de l'importance démographique de sa circonscription. Le Congrès-Indira contrôlant toujours plus de 70 % des sièges du Parlement central et un peu plus de la moitié des mandats régionaux, c'est-à-dire, avec ses alliés, plus de sept cent mille voix, sur un peu moins d'un million au total, sa victoire ne pose théoriquement pas de problème. A condition, bien sûr, que les élus apportent leurs suffrages au candidat du premier ministre.

Or, c'est là tout l'intérêt de cette consultation, l'élection présidentielle est la seule dans la démocratie parlementaire indienne où le

● VIETNAM : doublement du nombre des réfugiés de la mer. — Le nombre des réfugiés de la mer vietnamiens a quasiment doublé au cours des premiers mois de 1987, sans doute à la suite de la réduction des dépenses légères, du Vietnam a annoncé à Genève, un porte-parole du HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés). Selon le porte-parole, la moyenne mensuelle des réfugiés de la mer recueillis en février, mars et avril a été de deux mille cinq cents, soit le niveau le plus haut depuis juin 1986.

vote des représentants du peuple n'est pas soumis au contrôle du président de leur groupe. Le scrutin est secret. En d'autres termes, le député congressiste qui souhaite faire connaître son insouciance sans perdre un siège électoral souvent rémunérateur, et qui a parfois coté cher à obtenir (1), peut le faire sans risque.

Conscient du danger, la direction du parti a réuni toutes ses instances pendant le week-end et ordonné à tous ses membres non seulement de voter pour le candidat du premier ministre mais aussi de s'abstenir de mettre un nom en second choix comme le règlement le permet.

L'enjeu du 16 juillet, lorsque sera annoncé le résultat de ce scrutin, est donc de savoir jusqu'à quel point le chef du gouvernement a repris le contrôle de sa majorité. La personnalité des deux principaux candidats en lice jouera un rôle marginal. L'essentiel, pour Rajiv Gandhi, était de deux ordres : d'abord opter pour un homme du congrès non controversé et acceptable par toutes les factions du parti ; ensuite et surtout, appeler quelqu'un dont la loyauté ne puisse être l'objet du moindre doute dans son esprit. M. Ramaswami Venkatarman (soixante-dix-sept ans), actuel vice-président de la République, congressiste fidèle, homme tranquille, modeste et plaisant, répond sans doute à ces critères.

Quant au postulat de l'opposition, M. Krishna Iyer, ancien juge de la cour suprême, en dépit de qualités personnelles évidentes, il est beaucoup trop marqué à gauche pour présenter le moindre danger. Ce fut toute l'habileté des communistes que de faire imposer une opposition pourtant dominée par les forces de droite... Rajiv Gandhi averti par Moscou ? C'est l'hypothèse retenue par un grand nombre d'éditorialistes et d'observateurs politiques.

Jamais le jeune premier ministre n'était passé aussi près de la destitution pure et simple que dans la nuit du 21 au 22 juin dernier, au lendemain de sa déroute électorale de l'Haryana et à la veille de la présentation du candidat présidentiel de l'opposition. M. Zail Singh, président en titre jusqu'au 24 juillet et qui cessa le projet de brigner un deuxième mandat, envisagea alors de démettre M. Gandhi pour abus de pouvoir et corruption — ce qui reste à prouver — de manière à empêcher les votes des dissidents du Congrès. Il n'y renonça que lorsque les communistes eurent refusé de se joindre au chef de l'Etat. Est-ce sur les conseils de Moscou, où Rajiv Gandhi sera reçu en grande pompe dix jours plus tard et où Gorbachev l'assurera de son soutien « face aux forces de déstabilisation » ? C'est ce que prétend la parti de droite et c'est loin d'être prouvé. Une seule chose est sûre : la dynastie au pouvoir depuis pratiquement quarante ans en Inde est passée très près de son crépuscule.

Le 13 juillet, peut-être pour Rajiv Gandhi l'occasion d'un nouveau départ, avec une nouvelle équipe et un nouveau plan de vol. Les derniers événements lui auront au moins appris qu'il est souvent plus facile de conquérir le pouvoir que de le conserver.

PATRICE CLAUDE.

Afrique

Blancs et Noirs d'Afrique du Sud à Dakar

(Suite de la première page.)

Un événement politique en soi, même si, au cours des deux dernières années, des hommes d'affaires, des ecclésiastiques, des syndicalistes avaient fait le voyage de Lusaka (Zambie), siège de l'ANC, pour connaître les buts de ses dirigeants. C'est la première fois en effet qu'un groupe d'Africains aussi nombreux s'est réuni à la même table que le principal mouvement d'opposition noir en exil. C'est aussi la première fois que ces parias du continent africain peuvent officiellement se rendre dans trois Etats noirs, au Sénégal, au Burkina-Faso et au Ghana, où la délégation doit séjourner après Dakar. Peu importe après tout si ces entretiens n'ont pas permis d'aboutir à un consensus, notamment sur le rôle épineux de la violence politique. L'essentiel est que le rapprochement ait eu lieu et que chacun ait pu faire valoir son point de vue.

« Ce ne fut pas une conversation de salon », a déclaré M. Frederik Van Zyl Slabbert, promoteur de cette conférence et créateur de l'IDASA (Institut pour une alternative démocratique en Afrique du Sud), un organisme qu'il a mis en place après sa démission du Parlement et du poste de leader de l'opposition progressiste, en février 1986. « Aucune question n'a été esquivée », a-t-il indiqué, nous sommes allés au fond des choses. Sur le point sensible de la violence et de la lutte armée, l'ANC a expliqué que les Boers eux-mêmes avaient pris les armes pour s'opposer aux colons blancs et que, pendant quarante-huit ans, de la

création du mouvement en 1912 à son interdiction en 1960, leur organisation avait tenté d'engager le dialogue avec le pouvoir blanc. « Qui peut dire que j'ai passé trente ans de ma vie à frapper patiemment, modérément, modestement, mais en fait à une porte fermée et barricadée ? », avait déclaré, en 1950, l'ancien président de l'ANC, Albert Lutuli, qui fut le premier Prix Nobel de la paix sud-africain.

La conférence de Dakar est la première rencontre entre deux nationalismes, l'un afrikaaner, l'autre noir, le premier hanté par la survie, le second par sa reconnaissance. Un tout petit pas que le gouvernement se refuse toujours à faire tant que l'organisation bannie ne renonce pas officiellement à la violence politique. Le pouvoir s'emploie à dépeindre le mouvement comme un repaire de communistes et de terroristes et à tenter de réduire son importance. Les propos de ses dirigeants ne peuvent être rapportés en Afrique du Sud, et ce qu'ils ont dit à Dakar ne peut être publié dans la presse.

Il est interdit de demander publiquement la légalisation du plus vieux mouvement de libération du continent africain, de faire connaître sa politique et ses objectifs ou de les promouvoir. L'ANC doit rester un parti méconnu et ignoré à l'intérieur du pays. La photo de son chef de file, Nelson Mandela, en prison depuis vingt-cinq ans, ne peut être publiée. Le régime utilise toutes les armes pour dégrader l'organisation d'Oliver Tambo. Dernièrement, le général Maguau Malan a reconnu que le ministère de la défense avait

fait imprimer cinquante mille cartes postales représentant le supplice du collier (un poux arrosé d'essence passé autour du cou de la victime et enflammé) et que cinq cents opuscules intitulés ANC : l'histoire intérieure avaient été envoyés à des écoles et à des enseignants en Australie.

Le collier (necklace), méthode d'exécution barbare qui n'a jamais été officiellement condamnée par les dirigeants de l'ANC, reste l'outil favori de la campagne gouvernementale.

La conférence de Dakar n'a pas permis de progresser sur cette question qui pèse lourdement sur l'image de respectabilité que veut se donner l'organisation en exil. Etrangement, le pouvoir n'a pas réagi à l'initiative de ceux qui sont présents suivant les opinions soit comme l'avant-garde, soit comme une minorité insignifiante de dissidents. Non seulement le gouvernement n'a pas fait connaître son point de vue, mais il n'a pas empêché le départ de la délégation alors que, l'an dernier, il avait retiré le passeport d'étudiants afrikaaners désireux de rencontrer des dirigeants nationalistes noirs en Zambie.

« Laquais de l'ANC »

Un silence qui ne peut être qu'une désapprobation et une condamnation si l'on en juge par les commentaires de la presse afrikaaner et anglophone favorable au régime. Le quotidien Beeld, en langue afrikaans, a publié une série de caricatures où chaque fois le poux symbo-

lisant le supplice du collier figure en bonne place. L'une de ces caricatures représente un groupe de Blancs à plat ventre devant trois guerilleros noirs débonnaires dont le chef demande : « êtes-vous venus d'Afrique du Sud en rampant ? ». La presse pro-nationaliste a réitéré la représentativité du groupe, l'accusant de donner une respectabilité et une crédibilité injustifiées et injustifiées à un mouvement qualifié de terroriste. Ses membres ont été traités de « laquais de l'ANC », de « vendus », de « traîtres », par l'extrême droite qui a exprimé le vœu qu'on ne les autorise pas à rentrer dans leur pays. Le Mouvement de libération des Blancs a porté plainte et a promis des représailles. L'IDASA a été dépeint comme un ramassis disparate de peu d'importance, n'ayant aucune légitimité.

M. Slabbert a admis qu'il n'avait pas le pouvoir de négocier ni de « promouvoir une détente artificielle ». Son but, en se rendant à Dakar, était d'empêcher qu'une catastrophe brutale ne se produise. Le dialogue s'est donc amorcé. Les résultats concrets se feront encore attendre mais, au moins, ces pionniers afrikaaners savent ce que les dirigeants de l'ANC pensent et ils ont entendu de vive voix qu'ils ne seront pas jetés plus tard à la mer. Au nom de ces cinquante-deux hommes de bonne volonté, M. Slabbert a fait remarquer à ses interlocuteurs : « Il est triste que nous devions nous rencontrer aussi loin de notre patrie commune. C'est en soi un sort tragique de l'histoire que nous partageons ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Après les déclarations de députés de droite et d'extrême droite invités par Pretoria

Indignation quasi générale en France

Les déclarations faites par certains députés de droite et d'extrême droite invités en Afrique du Sud par le gouvernement sud-africain (le Monde daté du 12-13 juillet) dans le cadre d'une délégation de neuf membres (1) provoquent de vives réactions dans les milieux politiques et dans la presse.

M. Laurent Fabius a dénoncé, les propos tenus par M. Jean-Pierre Sturbos, secrétaire général du Front national, sur la situation en République sud-africaine : « Alors même que les Noirs, qui sont plus de 70 % de la population en Afrique du Sud, n'ont aucun droit de vote, il faut vraiment ne pas connaître la réalité de ce pays ou être aveuglé par l'esprit partisan pour affirmer de telles contre-vérités », a déclaré, le dimanche 12 juillet, l'ancien premier ministre.

M. Louis Le Pen, membre du secrétariat national du PS chargé des relations internationales, a estimé, pour sa part, que « les propos tenus par la délégation parlementaire de retour d'Afrique du Sud sont proprement aberrants ».

Selon M. François Asensi, député communiste de Seine-Saint-Denis : « Les députés du Front national, du RPR et de l'UDF de retour d'Afrique du Sud courent de honte l'Assemblée nationale (...). Ils reviennent en France en porte-voix de la bête immonde et exigent le soutien de la France à la politique de Botha ».

Le Mouvement contre le racisme et pour l'unité des peuples (MRAP) s'est également indigné des déclarations faites par

cette délégation, qui ne lui apparaît pas « digne de foi ».

De son côté, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon a indiqué, le lundi matin 13 juillet : « La position du RPR reste la même sur l'Afrique du Sud : nous condamnons l'apartheid, c'est notre objectif et notre volonté. Pour cela il faut utiliser beaucoup de moyens différents. Le boycottage, les sanctions économiques ou diplomatiques ne sont pas en toutes circonstances les meilleurs moyens de parvenir à l'abolition de l'apartheid et à l'établissement d'un régime démocratique ».

Ce lundi, la plupart des éditeurs de la presse exprimaient la même indignation : Yves Moreau, dans l'Humanité, qualifiait de « lamentables de la barbarie » les neuf parlementaires français. « L'abjection des neuf pèlerins de Pretoria atteste la survivance, au sein de notre bourgeoisie, de gens qui, semblables aux chiens de l'écriture, retournent à leur vomissement. Eternels collobes », ajoutait-il.

Dans le Quotidien de Paris, Jacques Patoz estimait que, « en associant avec trois de leurs collègues du Front national, les six députés de la majorité ont fait (...) le jeu de Jean-Marie Le Pen ».

Dans Libération, Gérard Dupuy condamnait les « faux témoins », en écrivant notamment : « Ces bons plous, croix de bois et croix de fer, n'ont pas réussi à découvrir l'ombre d'apartheid dans un pays qui l'a inscrit dans sa Constitution et que les flots appliquent quotidiennement à gachette débridée ».

De retour à Paris, dimanche, M. Sturbos et ses amis du Front national ont renouvelé leurs propos.

Le numéro deux du parti de M. Le Pen a notamment reproché à M. Mitterrand de n'avoir « pas respecté son devoir de réserve » en ayant pris part à l'organisation de la rencontre qui vient de se dérouler à Dakar entre une soixantaine de Blancs libéraux d'Afrique du Sud et une délégation de l'ANC (Congrès national africain). En revanche, les députés UDF et RPR qui participaient à cette délégation n'ont pas fait de nouvelles déclarations.

(1) La délégation était constituée de trois députés du Front national, MM. Jean-Pierre Sturbos (Haut-Rhin), Jean-Pierre Schenardi (Vaucluse), Bruno Gollnisch (Rhône), de trois députés UDF, MM. Jean Briane (Aveyron), Jean Brocard (Haute-Savoie), Jean-Pierre Derré (Haute-Seine), de deux députés RPR, MM. René Couvignes (Hérault), Pierre Mauger (Vendée), et d'un député appartenant au RPR, M. Jean Kiffer (Moselle).

ALGÉRIE

Le ministre des affaires étrangères reçu par le roi Hassan II

Les relations intermédiaires depuis la visite en Algérie, il y a une quinzaine de jours, du colonel Kadhafi (le Monde du 3 juillet). Le président algérien, M. Chadli Bendjedid s'est rendu à Monastir le 7 juillet pour rencontrer le président Habib Bourguiba. Un ministre algérien a informé, en Mauritanie, les partenaires de l'Algérie, signataires avec la Tunisie, du traité de fraternité et de concorde, du projet d'union proposé à Alger par le colonel Kadhafi.

Le samedi 11 juillet, le roi Hassan II a reçu le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, qui lui a remis un message du président Chadli, du moment où le numéro deux du FLN, M. Mohamed Cherif Messadia, se rendait à Tripoli pour rencontrer le chef de la révolution libyenne. Les grandes manœuvres sont entamées pour arriver, à terme, à « l'édification du grand Maghreb arabe », cheval de bataille de chacun des chefs d'Etat de la région. Deux obs-

tacles majeurs se dressent encore : les relations diplomatiques sont toujours rompues entre la Tunisie et la Libye d'une part, ainsi qu'entre le Maroc et l'Algérie d'autre part.

Malgré le « forcing » algérien, le dégel entre Tunis et Tripoli ne paraît pas devoir aboutir rapidement à la normalisation entre les deux pays. Les rapports entre Alger et Rabat sont encore plus complexes. Ils sont envenimés par le conflit du Sahara occidental. Rabat entend débattre de la question avec Alger, qui considère que le problème ne concerne que les Marocains et le Front Polisario. Cependant, les contacts directs à haut niveau entre les deux pays ont repris depuis le moment où le numéro deux d'Alid Lotfi, où le président Chadli avait rencontré le roi Hassan II, en présence du souverain d'Arabie saoudite (le Monde du 5 mai 1987). Le ministre des affaires étrangères marocains, M. Abdelatif Filali est venu s'entretenir avec son homologue algérien, à la fin du mois de mai. Les deux hommes se sont à nouveau rencontrés à Brioni, en Yougoslavie, lors de la réunion des ministres des pays non-alignés riverains de la Méditerranée.

Les Marocains, qui privilégient les discussions politiques, souhaitent renouer des relations rompues depuis 1976, tandis qu'Alger préfère, en l'état actuel des choses, se cantonner au domaine économique. M. Ahmed Taleb Ibrahim, qui ne s'était pas rendu au Maroc depuis le mois de janvier 1985, a dû, une nouvelle fois, faire valoir la position algérienne. Il arrivait de Genève, où il a rencontré le président en exercice de l'OUA, M. Denis Sassou N'Guesso et le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, qui viennent d'avoir des consultations avec les responsables du Front Polisario.

Les Sahraouis, toujours attentifs au ballet diplomatique régional, ont, de leur côté, revendiqué, dès mercredi 8 juillet l'une des plus importantes attaques contre les forces marocaines de ces onze années de guerre. Selon le Polisario, l'armée sahraouie aurait mis hors de combat 585 soldats marocains, lors d'une opération menée près de la frontière mauritanienne, à quelques kilomètres de Tichla, une région proche de la ligne du chemin de fer minéralier Zouerate-Nouadhibou, le poumon économique de la Mauritanie, qui ne cache pas son inquiétude depuis l'achèvement du sixième mur de défense marocain.

F. F.

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

Grève et incidents

Dacca. — Une centaine de manifestants, dont cinq dirigeants de l'opposition, auraient été blessés, dimanche 12 juillet à Dacca, au cours de charges de police contre une manifestation interdite. Les manifestants protestent contre un projet de loi privant la nomination de militaires dans les administrations locales. Cette manifestation s'est déroulée alors que le pays était quasiment paralysé par une grève générale organisée à l'appel des syndicats de l'industrie et des transports. La grève, appuyée par les principaux partis d'opposition, est une nouvelle démonstration de force de l'opposition contre le gouvernement du président Hussain Mohammad Ershad.

La tension est montée d'un cran lorsque le gouvernement a pris, dimanche, l'opposition par surprise en présentant soudain au Parlement son projet de loi sur l'administration locale et en le faisant adopter en sept minutes. Les députés de la Ligue Awami de Sheikh Hasina Wajed, principal groupe d'opposition, furieux, ont bruyamment quitté la Chambre pour protester contre la « militarisation » de l'administration. (AFP, Reuters.)

Chine

Visite de M. Kohl

Pékin. — Le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, est arrivé, dimanche 12 juillet, à Pékin pour une visite officielle de huit jours en Chine consacrée en particulier au renforcement de la coopération économique entre les deux pays. M. Kohl a eu une première séance d'entretiens avec le chef du Parti communiste et premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang.

M. Kohl, qui effectue sa deuxième visite à Pékin en trois ans, est accompagné de son ministre de la coopération économique, M. Hans Klein, et d'une trentaine d'hommes d'affaires représentant des géants industriels du RFA, tels que Siemens et Messerschmidt-Boelkow-Blohm (MBB). Dans les milieux proches de la délégation allemande, on a indiqué que le signature d'un important contrat serait négociée pendant la visite de M. Kohl, en particulier celle portant sur la construction à Qinshan, près de Shanghai, d'une centrale nucléaire composée de deux îlots d'une puissance de 600 MW chacun.

Au cours d'un voyage en province après ses conversations à Pékin, le chancelier ouest-allemand se rendra notamment à Lhasse, où il sera le premier responsable occidental reçu à titre officiel depuis l'invasion du Tibet par la Chine en 1951 et son annexion en 1959. — (AFP.)

(M. Valéry Giscard d'Estaing avait séjourné au Tibet au cours d'une visite officielle en Chine en 1984, mais on avait pris soin du côté français de présenter cette partie de son voyage comme une excursion « privée » afin de ne pas prêter le flanc à la critique.)

Haïti

Des pluies torrentielles font au moins huit morts à Port-au-Prince

Port-au-Prince. — A l'issue d'une semaine de manifestations largement suivies, Haïti a vécu un week-end de calme relatif et d'incertitude dans l'attente d'une décision du Conseil national de gouvernement (CNG), dont l'opposition réclame la démission. Le général Henri Namphy, président du CNG, a observé un silence total et aucun autre responsable n'a donné la moindre indication laissant supposer que les autorités avaient

l'intention de se plier à la demande de cinquante-sept organisations populaires exigeant des réformes urgentes qu'il se démentant « avant lundi » 13 juillet au plus tard.

La journée de samedi a été, en partie, consacrée à réparer les dégâts causés par des pluies torrentielles qui se sont abattues dans la soirée de vendredi sur Port-au-Prince, faisant huit morts et plusieurs dizaines de blessés. Des centaines de personnes sont sans abri. Le gouvernement a décrété l'état d'urgence dans les zones touchées par la tempête. — (AFP, Reuters.)

● ERRATUM. — Des lignes sautées et des erreurs de transmission ont altéré plusieurs passages des articles de notre envoi spécial à la rencontre francophone de Bujumbura (le Monde du 9 et du 12-13 juillet). Ainsi, Ottawa, y était représenté par Mme Monique Landry, ministre des relations extérieures, et Québec par M. Gil Remillard, ministre des relations internationales. Parmi les projets de coopération figuraient l'agriculture vivrière (et non pas « agricole »). Enfin, le Fonds multilatéral d'aide à la scolarisation est destiné à certains élèves défavorisés des établissements français de New-York et de Washington, et non pas à subventionner directement lesdits établissements.

صكزا من الاجل

حکومت من الاحل

Amériques

ÉTATS-UNIS

M. Reagan était au courant de l'utilisation de fonds iraniens pour des opérations secrètes

WASHINGTON
de notre correspondant

On ne sait toujours pas si M. Reagan était ou non au courant du financement de la guérilla antisandiniste par les ventes d'armes à l'Iran, mais il est maintenant établi qu'il n'ignorait pas que ces ventes servaient, généralement parlant, à financer des opérations secrètes.

Le président de la commission d'enquête sénatoriale sur l'« Irangate », M. Inouye (démocrate; Hawaii), a en effet révélé, le dimanche 12 juillet, que le lieutenant-colonel North avait adressé, le 15 septembre dernier, un mémorandum à l'amiral Poindexter, alors conseiller pour les affaires de sécurité nationale, pour lui demander d'informer M. Reagan d'un certain nombre d'« initiatives » secrètes réalisées grâce aux bénéfices de l'opération iranienne.

En possession du Congrès, ce document porte les initiales de l'amiral Poindexter en face de l'indication : « approuvé », et l'on lit, juste au-dessous du paraphe, le mot : « fait ». Connue des chefs de file de la commission parlementaire devant laquelle le colonel North l'a détaillée, jeudi dernier à huis clos, la liste de ces « initiatives » n'a pas été publiée, mais M. Inouye a insisté sur le fait qu'elle ne comprenait pas l'aide aux « contras ».

Il ne s'agit donc pas là de ce « smoking gun » que l'enquête n'a toujours pas mis en évidence — de la preuve indubitable que M. Reagan, contrairement à ce qu'il affirme depuis neuf mois, n'a pas appris en même temps que l'Amérique d'où venait l'argent remis aux Combattants de la liberté nicaraguayens. Il n'en reste pas moins que le faisceau de présomptions se resserre presque chaque fois autour du président américain et, dès dimanche soir, on pouvait entendre un correspondant à

la Maison-Blanche d'une grande chaîne de télévision demander comment M. Reagan aurait pu, de toutes les opérations financées avec l'argent iranien, ignorer précisément celle qui lui tenait le plus à cœur.

« Irangate » et « Watergate »

La remarque est si évidente que M. Inouye a été conduit, dimanche, à déclarer qu'il ne lui apparaissait pas, pour sa part en tout cas, que soient réunies « les bases suffisantes » à une procédure de destitution du président. Quand pareille chose ne va plus sans dire, c'est qu'il ne s'agit déjà plus d'une évidence. Le sentiment n'en demeure pas moins à peu près général que l'« Irangate » n'aura pas la même conclusion que le « Watergate », car le pays n'est pas prêt à un tel traumatisme. M. Reagan, contrairement à M. Nixon, n'est pas haï de la moitié des Américains. Les violations de la loi qui pourraient lui être reprochées ne relèvent pas, contrairement au cambriolage du « Watergate », du droit commun, mais du délit politique, et, enfin, les démocrates n'ont pas plus intérêt que les républicains à installer le vice-président Bush à la Maison-Blanche.

Pour les premiers, ce serait, en effet, perdre le bénéfice de la débâcle prolongée d'une présidence républicaine. Quant aux seconds, ils n'auraient aucune envie de devoir tous se rallier, pour l'élection de 1988, à un candidat déjà en place dans le bureau ovale. Présentes aux esprits depuis le début de la crise, ces données restent inchangées, mais le rétrécissement constant de la marge de manœuvre de M. Reagan n'en devient pas moins un fait majeur : tous les sondages montrent — et avec une absolue constance — que l'opinion publique ne croit ni de près ni de loin à son ignorance des faits.

Alors même que le lieutenant-colonel North fait un triomphe à l'applaudissement en se drapant dans les plus simples vertus reaganiennes du patriotisme et de l'anticommunisme (un « vrai patriote » pour 67 % des Américains), 56 % des personnes interrogées considèrent en revanche que le président « ment » en niant avoir été au courant du détournement de fonds. Autant le style d'« Ollie » a enthousiasmé, autant, par ailleurs, sa conception de la démocratie et les entreprises dans lesquelles il s'était lancé — en « présumant », dit-il, l'accord de M. Reagan — n'ont pas convaincu puisque de nettes majorités considèrent qu'il est « allé trop loin », qu'il ne serait pas souhaitable qu'il joue un rôle politique et qu'il n'est pas même le gendre dont on rêve.

D'abord ébranlé par la popularité que s'est taillée le colonel North, le monde politique commence à réagir en soulignant les contradictions et incohérences de son témoignage et en rappelant patiemment, l'année du bicentenaire de la Constitution, qu'il n'est pas de démocratie sans contrôle de l'exécutif et séparation des pouvoirs.

En milieu de semaine, l'amiral Poindexter succédera à son ancien subordonné à la table des témoins. Il voyait M. Reagan chaque matin. Oliver North a déclaré, lui, avoir remis, pour approbation par le président, cinq mémoranda sur l'utilisation des fonds iraniens en faveur des « contras ». Il y a ses initiales sur ce nouveau document révélé par le sénateur Inouye : en un mot comme en cent, il aura du mal à s'expliquer sans démentir un peu plus les allégations du président.

Sanf, bien sûr, à tout prendre sur lui ou à tout mettre sur le dos d'un mort, William Casey, l'ancien directeur de la CIA.

BERNARD GUETTA.

CANADA

Débarquement inopiné de réfugiés du sous-continent indien en Nouvelle-Ecosse

MONTRÉAL
de notre correspondant

Les quelques deux cents habitants du village de Charlesville, situé sur la côte atlantique canadienne, au sud de la Nouvelle-Ecosse, ont été réveillés par un curieux tumulte, le dimanche 12 juillet à l'aube : ils ont découvert une foule d'hommes errant dans les rues, certains portant barbe et turban, tous aimables, paisibles, jeunes et bien vêtus. Mais peu loquaces, en anglais du moins.

Ces réfugiés (cent soixante-trois hommes et une femme) ont été transportés par autobus vers la base des forces canadiennes voisine d'Halifax, capitale de la Nouvelle-Ecosse, où les mystères entourant cette arrivée inopinée ont été à peine éclaircis. Aux fonctionnaires du ministère de l'immigration, les réfugiés ont déclaré qu'ils avaient quitté l'Inde le 20 mai dernier par bateau. Mais les policiers et les badauds ont retrouvé sur les rives voisines de Charlesville des objets fabriqués en Allemagne de l'Ouest ou en Belgique, et même des horaires de trains français.

La Gendarmerie royale du Canada a arrêté dimanche en Nouvelle-Ecosse deux hommes qui pourraient avoir été mêlés à cette affaire, tandis que les garde-côtes se lançaient à la poursuite d'un navire suspect.

Un mystérieux transport

Les autorités canadiennes étaient déjà en alerte depuis deux jours : les journaux et les radios avaient fait état d'informations selon lesquelles un navire transportant des réfugiés tamouls Sri-Lanka s'apprêtait à accoster au sud de la Nouvelle-Ecosse. L'épais brouillard, qui a noyé en fin de semaine dernière cette zone parsemée d'îles, n'a pas facilité les recherches.

Les réfugiés débarqués à Charlesville, quel que soit leur pays d'origine, auraient-ils pu suivre la même filière que les cent cinquante-quatre tamouls secourus en août de l'année dernière au large de Terre-Neuve,

alors qu'ils dérivèrent depuis cinq jours dans de frêles chaloupes ? Ils avaient finalement avoué qu'ils avaient embarqué discrètement dans la cale d'un navire parti d'un petit port ouest-allemand.

Le Canada, devenu l'un des derniers havres pour les fuyitifs de tous les continents, tente de faire face depuis deux ans à un afflux massif d'immigrants illégaux. La plupart d'entre eux (dix-huit mille personnes en 1986) réclament d'emblée le statut de réfugié, qui leur permet de rester au Canada jusqu'à ce que leur dossier soit examiné, un délai qui s'étend parfois sur plusieurs années.

Pour tenter de dissuader les candidats à l'exil, le gouvernement fédéral a décidé d'aligner au visa de séjour pour les ressortissants de la Turquie, du Portugal et du Brésil, pays d'où proviennent la plupart des immigrants réclament le statut de réfugié aux portes du Canada. Un projet de loi visant à accélérer les procédures et à identifier rapidement les requêtes abusives est à l'étude depuis deux mois devant le Parlement. Il a toutefois suscité de vives protestations de la part des Eglises catholiques et protestantes, notamment, qui le jugent discriminatoire et trop restrictif.

MARTINE JACOT.

PANAMA : calme précaire

Le général Noriega s'en prend aux Etats-Unis

Dans une interview écrite à l'hebdomadaire américain *Time* et publiée dans le dernier numéro du magazine, le général Noriega, l'homme fort du Panama, s'est montré critique envers les Etats-Unis. « Aucun Panaméen n'accepte d'intervention extérieure dans ses propres affaires », indique-t-il ajoutant que, à son avis, « le peuple américain ne soutiendrait pas une intervention militaire que certains recherchent à Washington ».

En sujet de l'avenir des bases américaines à Panama, le général Noriega, qui est commandant en chef des forces armées de son pays, a estimé que « la décision appartenait exclusivement au peuple panaméen ». Il a également jugé que le traité de 1977 entre les deux pays sur le canal de Panama « devait être appliqué ». Le texte prévoit que le canal de Panama passe sous souveraineté panaméenne en l'an 2000.

« S'il n'y avait pas eu d'hommes forts, civils et militaires, en Amérique latine, nous parlerions l'anglais du rio Grande à la Patagonie », a conclu le général.

Fin juin, le Sénat américain avait demandé la démission du général Noriega, accusé de fraude électorale

et de corruption. Le secrétaire d'Etat adjoint, M. Elliott Abrams, avait appelé les militaires panaméens à « s'abstenir de faire de la politique » et à faire cesser la corruption.

D'autre part, dans une déclaration faite samedi 11 juillet à la télévision panaméenne, le général Noriega a affirmé que les opposants étaient, au maximum, au nombre de cinq mille. Il s'est dit convaincu qu'un référendum ferait justice de la propagande de ses adversaires, mais il n'est pas allé jusqu'à proposer l'organisation d'un tel scrutin.

Après les graves affrontements qui se sont produits vendredi dans la capitale, un calme précaire a régné samedi et dimanche. Des milliers de troupes d'assaut, armées de fusils et de gaz lacrymogènes, ont été postées samedi dans la ville afin de prévenir toute manifestation. Dans l'après-midi et jusqu'à la tombée de la nuit, des opposants ont fait fonctionner des avertisseurs d'automobile et agité des monchoirs blancs, couleur devenue ici symbole de « sédition ».

« Le moment est venu d'appeler à la grève générale », a déclaré samedi le président de la démocratie chrétienne, M. Ricardo Arias. (A.F.P.)

CONCORDANCES DES TEMPS

Chroniques sur l'actualité du passé

Par Jean-Noël JEANNENEY

HIER, la syphilis fut considérée comme une punition divine. Aujourd'hui le SIDA...

En 1924, Poincaré tenta de privatiser le monopole des allumettes. En 1987 Balladur...

Sous la III^e République, l'absinthe provoqua des tempêtes à la Chambre. Sous la V^e, la pub pour la bière à la télé...

En 1833, Alexis de Tocqueville s'interrogea sur le système des prisons privées. Au siècle dernier, l'immigration, celle des Italiens, posa le problème des étrangers. Et il y a quatre-vingt-dix ans, les attentats anarchistes semèrent la terreur...

Dans « Le Monde », pendant tout l'été, « Concorances des temps », une chronique sur l'actualité du passé racontée par Jean-Noël Jeanneney. Trente-six faits historiques, parfois oubliés, qui évoquent nos problèmes d'aujourd'hui.

« Concorances des temps », une grande série à lire cet été dans « Le Monde », pour mieux comprendre certains débats actuels de notre société et éviter les jugements définitifs ou les opinions à l'emporte-pièce.

A partir du 15 juillet, chaque jour dans

Le Monde



L'élection municipale de Grasse

Le maire sortant (UDF), allié au Front national célèbre « la victoire que souhaite la France profonde »

La liste du maire sortant (UDF-Rad.), M. Hervé de Fontmichel, allié au Front national, l'a emporté, le dimanche 12 juillet, au second tour de l'élection municipale partielle de Grasse (Alpes-Maritimes), avec 56,60 % des suffrages exprimés (31 élus) face à la liste d'union de la gauche (8 élus), dirigée par M. Georges Vassallo (PC).

GRASSE de notre envoyé spécial

Le scrutin avait été rendu nécessaire par la démission, le 9 juin, du maire sortant de Grasse et de dix-huit de ses fidèles au terme d'une longue crise qui l'avait opposé à son premier adjoint, M. Henri Richelme (Div. dr.) et à onze autres de ses collègues. Dès le premier tour, M. de Fontmichel, également conseiller général et conseiller régional, avait fait alliance avec le Front national en accueillant sur sa liste six représentants de ce parti - sur trente-neuf candidats - tous en position d'éligibilité, dont trois susceptibles d'occuper des postes d'adjoint.

Désavoué par le président du Parti radical, M. André Rossinot, le maire sortant de Grasse n'avait pas reçu le soutien des instances départementales de l'UDF et du RPR. Mais, après le premier tour, le Parti radical des Alpes-Maritimes et la plupart des personnalités départementales de la majorité lui avaient manifesté leur appui. M. Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, avait aussi pris position en sa faveur ainsi que le quotidien *Nice-Matin*.

M. de Fontmichel était arrivé en tête du ballottage avec 35,24 % des voix. M. Richelme, également conseiller général de Grasse-Nord,

placé en deuxième position avec 25,19 % des suffrages exprimés, s'était retiré sans donner de consigne de vote explicite, mais en justifiant sa décision par « la menace représentée par la coalition socialo-communiste ». En dépit d'une augmentation de 5,23 % du nombre des votants, la liste de M. de Fontmichel réalise un score inférieur de près de 9 points au total des voix recueillies par les trois listes de droite en présence au premier tour de scrutin.

La comparaison des résultats bureau par bureau ne permet pas de dégager des enseignements précis sur les mouvements d'électeurs entre les deux tours. On observe toutefois une mobilisation nettement plus forte des électeurs de gauche dans les bureaux qui étaient les plus favorables à M. Vassallo (ancien maire de Grasse de 1977 à 1983). Il semble, d'autre part, qu'un important chassé-croisé d'abstentionnistes se soit produit dans l'électorat de droite entre les deux tours. De ce fait, la dépendance des voix de M. de Fontmichel a été plus limitée que celle redoutée par le maire sortant de Grasse lui-même.

Le Front national a revendiqué, quoi qu'il en soit, une large part dans ce succès. « Si le maire est réélu, a notamment souligné l'un des deux députés du FN dans les Alpes-Maritimes, c'est un peu because grâce à nous ». Les responsables et les militants du Front national s'étaient déplacés en nombre, dimanche soir, avec banderoles et drapeaux tricolores pour assister à la proclamation des résultats. Dès la clôture des opérations de dépouillement, ils ont largement manifesté aux cris de « Le Pen ! Le Pen ! ».

Selon M. Jacques Peyrat, accompagné par deux autres parlementaires du FN, M. Albert Peyron, député des Alpes-Maritimes, secrétaire fédéral, et Jacques Bompard, député du Var, délégué régional, le scrutin de Grasse avait « valeur de test national ». « Les élus-majors des partis de la majorité », a-t-il ajouté, ont été déçus par le pays réel. La preuve est faite qu'il n'y a pas de victoire possible

de la droite sans le Front national. Grasse préfigure, à l'évidence, ce qui se passera aux élections municipales de 1989 ».

De son côté, M. de Fontmichel a estimé qu'il avait désormais « une doctrine grasse de l'union nationale ». « Cette union, a-t-il poursuivi, est celle qui regroupe tous les Français contre les communistes. Elle est celle que souhaite la France profonde, n'en déplaise à certains leaders nationaux qui ont joué les valets effarouchés. On m'a fait une mauvaise querelle, mais le suffrage universel m'a donné raison ».

Le maire sortant de Grasse s'est à nouveau étonné que l'on découvre, en 1987, une alliance qu'il avait conçue dès 1983 (1). Il a enfin indiqué responsable du Front national la plus grande sévérité - à la réunion du bureau national du Parti radical - dont il est membre depuis décembre 1983 - le mercredi 15 juillet, à l'ordre du jour de laquelle figure l'examen des élections de Grasse. M. Rossinot avait déclaré, le vendredi 10 juillet, que M. de Fontmichel ne pourrait pas rester dans cette situation à l'intérieur du Parti radical. « Il a manqué d'élégance, lui a reproché le maire sortant de Grasse, mais je lui pardonne ».

GUY PORTE.

(1) En 1983, M. de Fontmichel n'avait fait place sur sa liste qu'à deux représentants du FN, dont un seul en position d'éligibilité. Au cours du mandat, un élu CDS avait par ailleurs rejoint le parti de M. Le Pen. Selon le indicateur responsable du Front national à Grasse, M. Jean-Pierre Forrester - promu au poste de deuxième adjoint, M. de Fontmichel s'est, d'autre part, engagé par écrit à signer la pétition des élus en faveur de M. Le Pen pour l'élection présidentielle.

Voici la composition du nouveau conseil municipal : 7 RPR, 6 FN, 4 UDF-Rad., 2 PC, 1 CNR, 1 PSD, 8 divers droite, 7 PC, 1 PS.

Les résultats du deuxième tour ont été les suivants : insc. : 22.790 ; vot. : 14.646 ; suff. expr. : 13.829. Liste de Fontmichel (UDF-Rad.) : 7.827 (56,60 %). Liste Vassallo (Un. gauche, PC) : 6.002 (43,40 %).

En visite à la Réunion

M. Rocard : « La France n'a plus de potion magique »

SAINT-DENIS-DE LA RÉUNION de notre correspondant

« Votre île est vraiment belle », confie M. Michel Rocard aux journalistes à la terrasse de l'hôtel Méridien, qui domine la baie de Saint-Denis. Jusqu'à cet été 1987, il n'y était jamais venu. Il avait été attendu l'an dernier, mais un différend avait surgi entre le courant rocardien local et la direction de la fédération socialiste à dominante mitterrandiste, ce qui avait entraîné l'annulation du voyage.

De son premier séjour dans le département français le plus austral, du 4 au 7 juillet, M. Rocard retient le sentiment que « les Réunionnais veulent trop de choses à la fois, alors que, malgré tout, la France n'a plus de potion magique ».

De Saint-Benoît (le fief du premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Jean-Claude Fruteau) à Saint-Philippe (ville de l'ancien député, M. Wilfrid Dertille), en passant par Saint-Denis et Le Port, l'ancien ministre de l'Agriculture a découvert en la Réunion « un exemple de démocratie dans son environnement politique ». « C'est une chance pour la République française de disposer, en plein cœur du tiers-monde, d'un territoire qui

constitue à la fois une expérience fragile et précieuse », a-t-il ajouté.

Devant deux milliers de sympathisants venus l'écouter le soir même de son arrivée à Saint-Benoît, M. Rocard a brocardé le libéralisme qui « dévot la liberté ». Il a aussi ajouté que « la condition première pour que la France dans toutes ses parties se fasse un avenir à hauteur de l'enjeu du vingt et unième siècle, c'est de ne pas se laisser entraver par l'excès d'étatisme ».

Assimilant le débat sur le déclin de la France à des « boyauges parisiens », l'ancien ministre voit plutôt le déclin dans « l'encadrement politique de la France, qui, dit-il, a tout du somnambule ».

Accueilli chaleureusement par tous les responsables socialistes, M. Rocard a pu prendre néanmoins conscience de la modestie du courant rocardien au sein d'une fédération socialiste qui regroupe difficilement 10 % du corps électoral (15 % avec le concours de petites formations progressistes), alors que la force dominante à gauche, à la Réunion, reste le PCR (Parti communiste réunionnais), avec 30 % d'audience en moyenne à chaque consultation.

ALEX DJOUX.

DÉFENSE

M. Delors : Paris doit accepter un commandement unique des forces européennes

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a déclaré, le dimanche 12 juillet au Forum RMC-FR 3, que les pays européens devaient être « une force française de dissuasion nucléaire, se doter d'un instrument de défense dans le domaine conventionnel », placé sous un « commandement unique ».

M. Delors a précisé que ce nouvel instrument de défense conventionnelle devait être « élargi aux armes de théâtre » (armements nucléaires tactiques ou pré-stratégiques). Il a cependant admis que cela poserait « des problèmes de relation entre la force nucléaire française », qu'il faut « garder intacte », a-t-il dit, et ces forces conventionnelles « européennes ».

Mais il faut que la France « accepte le commandement unique », sans lequel devront également

être placées « les troupes américaines stationnées en Europe », a-t-il dit. « A partir de là, a poursuivi M. Delors, il faudra trouver l'institution politique qui permettra de couvrir cette défense européenne ».

Cette institution pourrait, selon lui, comprendre tous les pays de la CEE désireux d'y participer, et s'occuperait de défense, voire aussi de politique étrangère.

Interrogé sur la constitution d'une éventuelle brigade franco-allemande, M. Delors a estimé qu'il s'agissait là d'un « appel » du chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl adressé à la France. « Celle-ci s'honorerait en y répondant, après avoir pesé le pour et le contre », a-t-il ajouté. Cependant, M. Delors n'est pas favorable à ce que la France étende sa garantie nucléaire à la RFA.

La préparation du référendum en Nouvelle-Calédonie

Le retour en force de la coutume et de la religion aux îles Loyauté

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication et secrétaire général du Parti républicain, est arrivé le lundi 13 juillet à Nouméa pour une visite de trois jours en Nouvelle-Calédonie, où les partis politiques préparent le référendum d'autodétermination du 13 septembre boycotté par les indépendantistes. A Paris, le délégué national du PS aux DOM-

TOM, M. Robert Le Foll, a estimé, au retour d'un voyage dans le territoire, qu'« une étincelle peut mettre le feu aux poudres. Si la France ne veut pas connaître de sérieux problèmes dans les deux ou trois ans qui viennent, il est indispensable qu'elle renforce la démocratie dans ce territoire », a notamment déclaré le député de Seine-et-Marne.

ILE DE MARÉ de notre envoyé spécial

« Nous sommes aujourd'hui accablés à nous battre dans la non-violence. Assises en tailleur sur des lits de fortune jonchés de couvertures, les deux militants expliquent le sens de leur action. « Nous ne pouvons accepter toute cette politique du gouvernement qui nie l'existence du peuple indigène de ce pays ».

A intervalles réguliers, dans la pénombre bleutée de ce temple protestant de Tadié - une tribu de l'île de Maré, - des silhouettes entrent et sortent discrètement, le temps d'apporter des journaux, une bouteille d'eau minérale, ou un mot complice. Debout, deux vieilles dames calent des marmittes de riz sur un brazier rougeoyant : de quoi nourrir le comité de sympathisants qui bivouaquent à proximité.

Toute l'île de Maré vit aujourd'hui au rythme de cette grève de la faim tournante (le relais se fait tous les quinze jours), lancée début mai par des jeunes du parti indépendantiste modéré Libération Kanak socialiste (LKS) afin de protester contre les modalités du référendum prévu en septembre prochain. Signe des temps : la démarche du LKS, qui éveille d'ordinaire une réserve ombrageuse chez ses frères ennemis du FLNKS, trouve un écho croissant au sein de la famille indépendantiste. A La Roche (Maré) et à Wé (Lifou), des militants de l'Union calédonienne (UC) - principale composante du FLNKS - se relaient également dans des jeûnes de deux jours. Les grèves de la faim font tâche d'huile. Que se passe-t-il donc aux îles Loyauté ?

Lifou, Maré, Ouvéa : les « îles » ont toujours pesé lourd dans la politique calédonienne, fournissant à la communauté kanak nombre de ses chefs : Yeiwéné Yeiwéné, Yann Céline Uregei (FLNKS), Nidoah Naiseline (LKS), Dick Ukeiwé (RPCR). Ici, dans ces « réserves intégrales », protégées de la colonisation, les clivages politiques entre Mélanésiens sont plus accusés qu'ailleurs, et c'est pour cette raison que l'irruption de la violence, en 1984-1985, y a rapidement pris des allures de « guerre civile ».

La percée des sectes

Lifou, l'île la plus touchée, vit encore dans le souvenir de cette « époque noire » où, après les violences exercées contre des familles RPCR - qui ont dû se réfugier à Nouméa, les indépendantistes ont fini par s'affronter entre eux. Les incidents les plus graves ont notamment opposé deux factions locales du FLNKS, l'Union calédonienne (UC) et le Front uni de libération kanak (FULK), en désaccord sur la question du boycottage scolaire : on devait relever plusieurs blessés par balles.

A Maré, on a également frôlé l'affrontement le jour où des militants du LKS ont tenté de s'opposer à la prise de contrôle par des groupes de l'UC. Dans ce cas précis, le conflit politique s'était rapidement doublé d'un clivage coutumier, le LKS recrutant dans le district de Guahama et l'UC dans le district de La Roche.

Cette « bataille de l'astroport » n'avait fait, finalement, que révéler une concurrence ancestrale entre les deux chefferies, qui avaient déjà pris, le siècle dernier, une coloration religieuse : Guahama avait embrassé le protestantisme, conduisant La Roche à se tourner vers les missionnaires catholiques.

La référence coutumière, même si elle tend à s'effaçer, reste incontournable aux îles Loyauté. « Kanaky valenza », grande chefferie imwéné valenza », scandaient les manifestants indépendantistes de la chefferie d'Imwéné, sur l'île d'Ouvéa, lors d'une récente visite de Bernard Pons, dans la chefferie rivale de Bazit, proche du RPCR.

Aujourd'hui, conscients de tous ces germes de division, désireux de prévenir de nouveaux déchirements fratricides, les responsables politiques coutumiers souhaitent, à l'unis-

son, une remise en ordre générale. Tout le monde parle maintenant de « panser les plaies ».

La stratégie de la non-violence, fondée sur la multiplication des grèves de la faim, en est la manifestation la plus spectaculaire. A Maré, elle s'accompagne de la recherche d'une forme de « convivialité » politique : on a ainsi vu des sections du RPCR et du FLNKS aller « faire la coutume » aux délégations du LKS réunies en congrès à la mi-juin, dans le nord de l'île. Par tout, le même souci : poser des garde-fous. « On assiste à un engouement pour les rendez-vous coutumiers et, dans le même temps, les chefferies réactivent les polices tribales », constate un militant indépendantiste sur un ton plutôt soulagé.

De même, la religion effectue un retour en force. A Lifou, les temples, désertés il n'y a pas si long-

temps, connaissent des records d'affluence. Plus surprenant : les élèves d'un collège protestant remplissent leur cahier de dessins figurant le Christ ensanglanté sur la croix. Il y a deux ans, les mêmes parents plus volontiers leur inspiration dans le « look » rebelle d'Eloi Machoro, l'ancien « chef de guerre » du FLNKS.

Le terrain est devenu propice à la percée des sectes, tels les Témoins de Jéhovah, qui jouent habilement sur l'apolitisme ambiant.

Cette remise en selle de la coutume et de la religion n'a pas suscité de reclassement politique significatif. Le seul courant qui pouvait tirer parti de cette « normalisation », le RPCR (28 % d'audience sur les trois îles lors des élections régionales de septembre 1985) progresse, mais d'une manière limitée. Ses nouveaux adeptes se recrutent parmi les déçus du FLNKS et surtout parmi les bénéficiaires des mesures gouvernementales de soutien à l'emploi. Aux chômeurs qui viennent le trouver, Alexandre Cahmenez, responsable de la section RPCR de Lifou, auquel l'administration a confié la distribution de la moitié des emplois pour les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, rappelle que « l'argent est celui de la France et du gouvernement Chirac, obtenu grâce à l'action en Calédonie de Jacques Lafleur ».



libération kanak (« religion et coutume ») est très prisé des pasteurs de l'Eglise évangélique. A Lifou, certains de ceux-ci avaient d'ailleurs soutenu les actions du FLNKS en 1984-1985.

Reste la troisième force-tampon : le LKS (20 %), qui prêche le pragmatisme et dont le leader historique, Nidoah Naiseline, grand chef du district de Guahama à Maré, vient de prendre sa retraite politique, mettant un terme à plus de quinze années de responsabilités aux avant-postes du mouvement indépendantiste. Le teint cuivré et la chevelure lisse, le rire espiègle, trempé dans sa barbe blanche, M. Naiseline semble se délecter de ces contradictions : grand chef canaque méisé, soixante-huit ans, indépendantiste alléger à tout nationalisme, il vient pourtant d'apporter un précieux soutien au FLNKS, en amenant son parti à boycotter le prochain référendum.

Déçu de l'échec de ses ouvertures en direction des autres ethnies du territoire, il s'est résolu à un recentrage en milieu canaque. Seul moyen de conserver son électoral, concentré dans ces îles Loyauté.

Que se passe-t-il donc aux îles ? Une sorte d'écume de mer nous azzimut, pour mieux recouvrir les morceaux. Et après ? Ce qui va se passer ? Comment voulez-vous que je vous le dise puisque nous-mêmes, les Canaques, nous ne savons plus où nous en sommes. Il nous faut tout réinventer », lâche M. Naiseline dans un sourire énigmatique.

FRÉDÉRIC BOBIN.

EN BREF

● LA RÉUNION : le commandant de la CRS suspendu. - Le commandant de la compagnie républicaine de sécurité de l'île de la Réunion, M. Claude Vuillemin, a été suspendu de ses fonctions, le 7 juillet, par le ministre de l'Intérieur. De « graves dissensions » l'opposaient au préfet de la Réunion, indique la préfecture, qui a précisé qu'il s'agissait d'une « décision administrative et provisoire » avant la comparution de l'intéressé devant un conseil de discipline.

● La tournée des plages de M. Le Pen. - M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, commencera le 15 juillet à Ajaccio, une « tournée des plages », « deuxième vague » de sa campagne présidentielle, a annoncé, le jeudi 9 juillet,

M. Bruno Mégret. Le directeur de campagne de M. Le Pen a précisé le programme de cette tournée qui doit s'achever mi-août et qui permettra au président du FN de « rencontrer les Français pour susciter leur réflexion de fond sur les grands problèmes du pays ». M. Le Pen se rendra le 16 juillet à Cagnes-sur-Mer, le 17 à Port-Grimaud, le 18 à La Clotte, le 20 à Sète, le 21 à Canet-Plage, le 23 à Lourdes, le 25 à Biarritz, le 26 à Cap-Breton, le 27 à Arcachon, le 29 à Royan, le 30 à Saint-Pierre-d'Oleron, le 1^{er} août aux Sables-d'Olonnes, le 2 à La Baule-Guérande, le 4 à Concarneau, le 6 à Lannion, le 7 à Saint-Malo, le 9 à Granville, le 10 à Saint-Valéry-en-Caux, le 13 à Berck-Plage et enfin le 14 à Dunkerque.

هكذا من الاصل

Un entretien à Rome entre le cardinal Ratzinger et Mgr Lefebvre

Le Vatican veut laisser à l'évêque intégriste la responsabilité de la rupture

Préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, le cardinal Josef Ratzinger devait recevoir au Vatican, le mardi 14 juillet, Mgr Marcel Lefebvre, ancien supérieur général du séminaire traditionaliste d'Ecône, chef de file des catholiques intégristes. Il s'agit d'une ultime mise en garde de l'autorité romaine avant toute consécration par Mgr Lefebvre d'un ou de plusieurs évêques capables d'assurer sa succession.

Avant cette nouvelle tentative de conciliation, l'évêque français dissident a renouvelé ses menaces, le dimanche 12 juillet, à Rimini (Italie), expliquant qu'il donnait « six mois ou un an » à Rome pour obtenir

un accord en vue de l'ordination d'un évêque.

Une telle hypothèse est inconcevable, tout acte de consécration d'un évêque — privilège seulement accordé dans l'Eglise catholique au pape — étant par définition un acte qui marquerait une rupture définitive, issue dont l'ancien archevêque de Dakar dit qu'elle le laisserait indifférent. Il a répété à Rimini qu'il ne craignait pas une telle sanction : « Être excommunié par une Eglise catholique qui n'est plus vraiment catholique n'est pas un péché ».

Les amis de Mgr Lefebvre en France ne se font d'ailleurs aucune illusion sur cette

nouvelle rencontre avec le cardinal Ratzinger. Responsable pour la France de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X, l'abbé Paul Anagnier a déclaré que « tout accord était difficile dans la situation actuelle ».

« Comme à chaque fois, le cardinal Ratzinger supplie Mgr Lefebvre de ne pas sacrer un évêque », a ajouté le prêtre intégriste dans une déclaration à l'AFP.

Le pape lui-même avait rencontré le 18 novembre 1978, un mois seulement après son élection, celui qui était encore à ce moment supérieur d'Ecône. Neuf ans après cet entretien resté sans résultat, onze ans après la suspension de toutes ses fonctions de prêtre et d'évêque, le scénario de la rupture entre Mgr Lefebvre et le Vatican semble irrévocable.

L'ultime défi

(Suite de la première page.)

Beaucoup de catholiques traditionalistes observent une attitude ambiguë depuis des années : ils tirent à boulets rouges sur leurs évêques, laissant entendre que le pape est sur d'autres positions, mais ne peut rien faire. Une partie des occupants de l'église de Port-Marly (Yvelines) défendaient cette thèse. Or celle-ci vient d'être réfutée officiellement par le nonce apostolique en France, qui, au nom du pape, a écrit le 12 mai à l'évêque de Versailles : « On ne peut approuver en aucune façon l'attitude de ceux qui se dressent contre leurs évêques en soutenant un prêtre suspendu et des personnes qui tiennent un double langage à l'égard du Saint-Père et de son enseignement ».

Mgr Lefebvre, lui, ne tient pas un double langage. Bien qu'évitant de citer le nom du pape, il accuse celui-ci d'avoir trahi la foi catholique. « Ceux qui défient l'Eglise sont ceux qui, depuis Vatican II, rompent leurs préférences », a-t-il déclaré au Figaro le 1^{er} juillet. C'est la Rome occupée par les modernistes qui est en rupture ou en schisme par

rapport au passé et au mystère traditionnel de l'Eglise. Par suite, consacrer des évêques pour garder et continuer le sacerdoce catholique, c'est faire acte de fidélité à l'Eglise de toujours ».

Assise envahie par les idoles

Le conflit ne se limite pas, en effet, au refus des intégristes d'adopter le nouveau rite de la messe. Outre la liturgie, deux questions de fond les opposent à l'Eglise post-conciliaire. D'une part, le rapprochement entre le catholicisme et les autres chrétiens ; d'autre part, le principe de la liberté religieuse, réaffirmé par Vatican II. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est la réunion à Assise des responsables des principales religions en octobre dernier, à l'initiative de Jean-Paul II. Trop c'est trop : Mgr Lefebvre s'est écrié devant « le spectacle insupportable de ce tabernacle d'Assise accueillant les idoles ».

L'évêque dissident fustige les « modernistes ». Mais Jean-Paul II n'est-il pas, à sa manière,

un anti-moderniste ? La sociologue Danièle Hervieu-Léger, qui a publié Vers un nouveau christianisme l'an dernier, aux éditions du Cerf, distingue bien les deux démarches : « Mgr Lefebvre, dit-elle, est un homme d'un autre siècle qui n'a jamais admis la modernité. Il se situe en deçà. Jean-Paul II, lui, prend acte des défaillances et des limites de la modernité, ce qui est une manière de la reconnaître. Il affirme la dépasser de manière prophétique au nom de la survie future d'une humanité menacée de destruction ».

Il ne faut pas oublier que le pape actuel a joué un rôle actif à Vatican II. C'est un fils de ce concile honori par Mgr Lefebvre. Les droits de l'homme — l'un des chevaux de bataille de Jean-Paul II, ne font pas partie du vocabulaire de ce prêtre d'Ancien Régime, grand administrateur de Pistolet.

Au-delà des rites et des dogmes, ce sont deux conceptions du monde qui s'affrontent. Elles sont inconciliables, estiment certains responsables de l'Eglise, pour qui un schisme en bonne et due forme, provoqué par l'ordina-

tion d'un évêque intégriste, clarifierait les choses et ne serait pas une catastrophe. Après tout, les deux camps et quelques prêtres de Mgr Lefebvre ne sont qu'une petite minorité. A lui seul, le clergé français compte aujourd'hui près de 30 000 membres, malgré la baisse des vocations.

Depuis les grands schismes de l'histoire — ceux d'Orient (868 et 1054) de la Réforme (1520) et de l'anglicanisme (1534) — nombre de chrétiens ont rompu avec Rome. Les Eglises dissidentes n'ont jamais réuni beaucoup de monde. Qui se souvient même de leurs noms ?

Mgr Lefebvre embarrasse les autorités catholiques tant qu'il garde un pied dans la maison. Exclu, il serait sans doute plus influent, mais moins gênant. Plus minoritaire en tout cas, car un certain nombre de traditionalistes ne se résoudraient jamais à rompre avec Rome pour se retrouver dans une Eglise schismatique, derrière des évêques excommuniés.

ROBERT SOLÉ

Service national et police

Les petits soldats des carrefours

OPJ (officier de police judiciaire), statuts des policiers et commissions rogatoires, non, décidément, cela ne les intéresse guère : dans un cahut de lycéens, le brigadier Gérard Decobert tente d'inculquer à une dizaine de jeunes gens les rudiments du droit pénal. Difficile, car les appelés qui accomplissent le service militaire dans la police nationale ne sont plus qu'à trois mois de la « quille ». « Ils ne sont plus très motivés, sauf ceux qui ont passé le concours de gardien de la paix », indique le brigadier. L'un d'entre eux s'aventure à poser une question, huée : « Oh, lui, il nous em... ». M. Decobert place quand même sa réponse et suspend la séance. « Aujourd'hui, ils n'écouteront plus rien ».

Une fois par semaine, par roulement, les policiers auxiliaires suivent à Villejuif, dans le Val-de-Marne, les cours du centre annexé de formation (CAF). Ils y revoient des notions de droit pénal et le code déontologique de la police qu'ils sont pourtant censés avoir déjà acquis, au cours de deux mois d'école à Fos-sur-Mer.

Le premier contingent de policiers auxiliaires est arrivé en septembre dernier à Fos pour s'initier au tir, aux arts martiaux, au droit et à ce que doit être le comportement du policier. En novembre, affectation dans la CRS autoroutière, la police des éirs et des frontières, les corps urbains en province et les commissariats d'arrondissement à Paris.

Pour loger les provinciaux en poste dans la capitale, la Ville de Paris a acheté au bureau d'aide sociale deux maisons de retraite déclassées par leurs occupants, à Villejuif et à Vitry. Par chambre, deux lits, un cabinet de toilette et un réfrigérateur. Dans les salles communes, baby-foot, flippers, jeux électroniques, tables de ping-pong, postes de télévision. De quoi faire pâlir d'envie le bidasse moyen...

Quant aux policiers auxiliaires qui habitent Paris ou le banlieue, ils rentrent chez eux le soir, avec carte de transport gratuit, « comme après une journée de travail ». « Notre intérêt, c'est qu'ils ne s'ennuient pas, précise

La loi du 7 août 1987 permet aux appelés du contingent d'effectuer leur service dans la police et, le 26 juin dernier, l'Assemblée nationale a adopté définitivement le projet de loi — présenté par M. Robert Pandraud, ministre de la sécurité — qui en précise les conditions.

Le texte fixe les effectifs des policiers auxiliaires à 10 % du personnel actif de la police nationale, soit la perspective d'un recrutement de 12 000 appelés. Ils sont 1 200 actuellement et leur nombre sera porté à 1 600 fin 1987. La question de l'encadrement, que les syndicats jugent déjà déficitaire, va devenir cruciale.

M. Olivier Paquette, commissaire responsable de l'application de la loi de 1985. Sinon, ils risqueraient de faire des bêtises ».

Les volontaires affluent, certes « par curiosité, pour voir comment fonctionne la police », mais aussi « pour pouvoir rentrer tous les soirs à la maison et être libre le week-end ».

Heureux les élus : la sélection s'opère sur des critères physiques très stricts, les mêmes qui sont exigés pour postuler à un emploi de policier. Une rigoureuse enquête de « moralité » l'accompagne. Sévérité justifiée pour M. Paquette : « A priori, ceux qui font le service national chez nous sont susceptibles de devenir gardiens de la paix ». Déjà, sur les 401 auxiliaires de la préfecture de Paris, 223 ont passé ou vont passer le concours d'entrée dans la police.

Prévention et assistance

Sept heures. Les équipes du matin vont prendre leur poste. Circulation, protection des écoles ou « flotage » (prise de contact avec les habitants d'un quartier), les différentes missions qui leur sont confiées tendent au même but : de meilleures relations police-population. « Lorsque j'ai commencé mon service ici, je percevais essentiellement la police comme un outil de répression, se souvient un appelé, titulaire d'un DEUG de droit. J'ai découvert depuis qu'elle a également un rôle de prévention et, surtout, d'assistance au public. Il a décidé de continuer ses études et de préparer le concours de com-

missaire. « En fait, on passe beaucoup de temps à renseigner les touristes, à diriger ceux qui se sont perdus », indique un autre policier auxiliaire.

Ce jour-là, il surveille le stationnement. Une voiture s'arrête le long du trottoir. Le « p'tit noufflor », selon l'appellation non contrôlée du commandant du commissariat du 18^e, s'approche, salue et s'incline. « Monsieur, bonjour ! Il est interdit de se garer ici », etc. Le conducteur s'en va. Cette fois, tout s'est bien passé. Car certains contrevenants, très au fait des signes distinctifs qu'arborent les appelés — épaulettes vertes et bandeau de même couleur sur la casquette — les rabrouent parfois. « On n'a pas le droit de mettre des PV, on passe pour des boufflor », se plaint l'un des derniers arrivés dans la capitale.

Ces jeunes policiers auxiliaires, toujours encadrés par des titulaires, n'ont aucun pouvoir coercitif. Tout ce qui relève du judiciaire ou de l'administratif leur est interdit. En fait, ils signalent les infractions aux gardiens de la paix qui dresseront, eux, la contravention. Seul cas où ils peuvent agir : le flagrant délit... mais c'est aussi la prérogative de tout citoyen.

De même, si les policiers doivent intervenir au cours d'une opération d'« flotage », les appelés resteront en retrait, en couverture des titulaires. « Question de sécurité élémentaire », précise M. Decobert. Nous ne pouvons pas nous permettre de les exposer lors de missions dangereuses. « Côté casquettes vertes, on est quelque peu déçu : « Au cours d'une ronde, notre équipe est tombée

sur un hold-up. J'ai dû rester dans le véhicule de police, à attendre que ça se passe. C'est plutôt frustrant ».

Le poids de l'arme

Tient-on le bride trop haute à ces appelés ? « Les deux mois de formation à Fos-sur-Mer sont nettement insuffisants », souligne-t-on au Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN). « Un mois supplémentaire ne ferait pas de mal, surtout pour prolonger l'apprentissage des armes et approfondir la notion de légitime défense. Les appelés sont munis d'un pistolet 7,65 avec trois balles. « Là, il y a un non-sens, pour la formation autonome des syndicats de police (FASP). Ou bien les auxiliaires ne sont pas assez formés pour obtenir une arme, ou bien l'administration les juge aptes et leur fournit la dotation classique d'un chargé ». « Au début, je sentais en permanence le poids de l'arme sur ma hanche, comme un jeune appelé. Aujourd'hui, j'y suis habitué, mais j'avoue que, malgré l'entraînement au tir que nous suivons, je ne sais pas du tout comment je réagirais en situation critique ».

Ces volontaires sont-ils des « policiers au rebais », selon la formule du député communiste de la Seine-Saint-Denis, M. François Asseline ? Eux ne le ressentent pas ainsi : « Nos missions ne sont pas les mêmes que celles des titulaires. Nous sommes là en complément. C'est normal, nous ne suivons pas une formation qui nous permette d'assumer la totalité des fonctions d'un policier ». Chez les gradés, la satisfaction prime : « Grâce aux appelés, on respire ». En assurant une bonne part des missions de circulation, en renforçant les équipes d'« flotage », les auxiliaires facilitent le détachement de gardiens de la paix sur des tâches plus moyennées. « Ils sont efficaces plus par leur présence que par leur savoir », mais c'est bien là leur fonction essentielle : « Sécuriser les gens en faisant voir plus d'uniformes sur la voie publique ».

ISABEL PARENTHOËN

Après l'arrestation de deux militants d'Iparretarrak

Important dispositif policier pour rechercher les indépendantistes basques en fuite

Près de quarante-huit heures après l'arrestation de Gaby Mouesca et Henri Peres, deux membres de l'organisation indépendantiste Iparretarrak, un important dispositif policier reste déployé dans le secteur d'Argelès-Gazost (Hautes-Pyrénées).

Destiné désormais autant à assurer la sécurité jusqu'à son passage du Tour de France, mardi 14 juillet, qu'à la recherche des fuyards, et notamment Philippe Bidart qui passe pour être le chef de l'organisation clandestine, ce dispositif a été modifié dimanche soir. Les forces de l'ordre ont en effet « pris en compte l'éventualité d'actions visant le Tour de France », qui doit passer sur la route de Saint-Jean de Lasse où Mouesca et Peres ont été arrêtés.

BAYONNE de notre correspondant

Gabriel Mouesca, militant d'Iparretarrak (le mouvement indépendantiste) recherché depuis sept mois par la police, et Henri Peres, soupçonné lui aussi d'appartenir à cette organisation clandestine, ont été arrêtés le samedi 11 juillet vers 13 heures, dans le massif du Caballero, non loin d'Argelès-Gazost (Hautes-Pyrénées).

Quelques heures auparavant, un gendarme en retraite avait remarqué une voiture Renault 5 garée dans un petit chemin. Il nota alors que le numéro d'immatriculation ne correspondait pas à celui qui était indiqué sur la vignette d'assurance. Alerté, la brigade locale constata que le système de mise en marche du moteur avait été remplacé par un vulgaire interrupteur. Continuant leurs investigations, les gendarmes découvrirent dans le coffre plusieurs dispositifs de mise à feu à retardement et quelques explosifs. Puis, à l'aide d'un hélicoptère, les gendarmes devaient repérer un peu plus tard deux autres véhicules sur le flanc de la montagne, à environ 3 kilomètres de la Renault 5. L'un des camions, Gabriel Mouesca, tentait alors de désarmer un gendarme, mais il était rapidement maîtrisé.

A l'intérieur des tentes, cinq armes de poing voisinaient avec quatre sacs de couchage, des documents internes à Iparretarrak et des faux papiers portant la photo de Philippe Bidart, en fuite depuis cinq ans et condamné — par contumace — à la réclusion à perpétuité pour le meurtre de deux CRS en mars 1982 et pour différents attentats et hold-up attribués à l'organisation clandestine.

Le commando de Pau

Le 13 décembre 1986, Gabriel Mouesca s'était évadé de la prison de Pau en compagnie d'une autre militante d'Iparretarrak, Marie-France Hégu, vingt-six ans, grâce à une spectaculaire opération de commando, mais il y a trois semaines la jeune fille était décapitée sur un passage à niveau de Biarritz par le train Hendaye-Paris, quelques instants après son arrestation. Le policier qui l'avait interpellée avait également péri dans l'accident (le Monde du 23 juin).

Henri Peres, soupçonné d'avoir participé au commando qui, après avoir pris en otage le directeur de la maison d'arrêt de Pau, sa fille et son gendre, avait délivré Gabriel Mouesca et Marie-France Hégu, était recherché depuis cette date. Pierre Bidart, frère de Philippe, qui servait de chauffeur à la jeune militante, le soir de sa mort, a été inculpé de recel de malintention et d'écrou.

EN BREF

● Attentat à l'explosif devant la gendarmerie de Boulogne-Billancourt. — Une explosion d'origine criminelle s'est produite, le lundi 13 juillet, vers 15 heures, devant la gendarmerie de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), ne faisant aucune victime, mais occasionnant des dégâts importants. Les enquêteurs ont retrouvé devant les bureaux de la gendarmerie, rue de Sévres — au rez-de-chaussée d'un immeuble de neuf étages, — un tract signé d'une organisation inconnue, l'ELNC, qu'ils attribuent en fait à l'ELNC, déjà responsable par le passé de plusieurs attentats contre des gendarmes de la région parisienne.

● Cent sobatse-dix interpellations avant une réunion de Kurdes interdite à la Mutualité. — Environ cent sobatse-dix personnes ont été interpellées dans l'après-midi du samedi 11 juillet devant la Mutualité, à Paris, où l'Association des travailleurs patriotes du Kurdistan avait appelé à une réunion, interdite par la préfecture de police. Peu après 19 heures, alors que la situation était redevenue normale autour de la Mutualité, seul un homme, trouvé en possession d'un couteau, était placé en garde à vue. Dans un communiqué diffusé en fin d'après-midi, l'Association des travailleurs patriotes du Kurdistan a accusé les CRS d'avoir « fait montre parfois de brutalités » lors des interpellations et affirmé que « des Kurdes risquent d'être expulsés en Turquie où ils risquent plus ou moins leur vie ».

● La fusillade du cours Albert-I^{er} : un règlement de comptes. — La fusillade au cours de laquelle M. Roland Lenoir, quarante-deux ans, a été grièvement blessé, dans la soirée du vendredi

Un peu plus tard, Gabriel Bidart, frère cadet des précédents, était interpellé après qu'on eut trouvé chez lui le son de garantie d'une cocotte-minute bourrée d'explosifs devant le magasin d'un commerçant de Saint-Etienne-de-Baigorry.

Le 6 juillet enfin, au cours d'une série d'attentats visant des perceptions du Pays basque, une bombe explosait prématurément dans les mains de ceux qui s'apprêtaient à la déposer : Christophe Iribarne était décapité, et son complice grièvement blessé.

Au lendemain de la visite de M. Jacques Chirac au Pays basque, Iparretarrak, qui avait revendiqué ces actions, a réaffirmé dans un texte dactylographié envoyé à divers organes de presse de la région qu'il « était plus que jamais déterminé à poursuivre la lutte armée et à en élargir les objectifs ». « Nous continuerons, ajoutait Iparretarrak, à avoir recours aux actions armées aussi longtemps que l'Etat français ne se décidera pas à mettre en œuvre une autre planification économique ».

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

Au quotidien espagnol « Ya »

« La France est déterminée à expulser les terroristes basques », déclare M. Robert Pandraud

« La France est déterminée à expulser tous les terroristes basques de son territoire, mais le principal problème est de les trouver », a déclaré M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, dans un entretien publié le dimanche 12 juillet par le quotidien catholique espagnol Ya.

« Il n'y a qu'une limite à notre collaboration avec l'Espagne, c'est de trouver les terroristes et leur réseau d'appui. Il est vrai qu'il y a encore des membres de l'ETA en France comme il y en a en Espagne. Les deux polices les cherchent, et ce n'est pas plus facile de les trouver en France qu'en Espagne ».

M. Pandraud considère que « durant longtemps, le Parti socialiste français a eu une attitude d'une certaine complaisance ou de tolérance » face à ces terroristes. « La nouvelle politique d'expulsions en chape, actuellement menée par le gouvernement », a ajouté M. Pandraud, « même si elle ne frappe pas toujours les têtes les plus importantes de l'ETA, permet cependant que l'organisation basque se sente encerclée et agisse avec beaucoup plus de difficultés qu'auparavant ».

10 juillet, cours Albert-I^{er} à Paris (le Monde dans 12-13 juillet), est, selon les premiers éléments de l'enquête, à un règlement de comptes. M. Lenoir, atteint de plusieurs balles, était connu des services de police. Il avait été condamné, en 1972 et 1974, pour des infractions à la législation sur les armes et « n'avait pas fait regarder de lui depuis », selon les policiers.

● Deux nouveaux lynx dans les Vosges. — Thibor et Jack, deux lynx mâles, ont été fichés dans le massif vosgien le mardi 30 juin par des spécialistes de l'Office national de la chasse (ONC). Ils font rejoindre les six lynx qui vivent déjà dans les forêts de ce secteur et qui doivent contribuer à rétablir l'équilibre écologique en éliminant les victimes de la rage. Tous ces animaux sont équipés d'un collier radio-émetteur permettant de surveiller leurs déplacements. A l'automne prochain, un nouveau lâcher portera leur groupe à neuf individus, nombre minimal, estimé-on, pour qu'ils fassent souche et repeuplent le massif vosgien, où ils abonderont autrefois.

● Un bébé s'étouffe avec « un cube de bonbon ». — Un bébé âgé d'un an est mort, le jeudi 9 juillet, dans une halte-garderie à Corbeil-Pontoise (Seine-et-Oise). Il a été étouffé par un morceau de mousse détaché d'un gros tigeau, avec lequel il jouait et qu'il avait ingéré. Sa mère, Mme Martine Balan, vingt-huit ans, collaboratrice juridique, a mis immédiatement hors de cause le personnel de la halte-garderie, mais elle envisage de porter plainte contre le fabricant du cube. Aucune indication, à-t-elle précisé, ne prévient des dangers de ce jouet.

AUTOMOBILISME : Grand Prix de Grande-Bretagne

Honda : la puissance et la gloire

Pour la deuxième année consécutive, le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda) a remporté, dimanche 12 juillet à Silverstone, le Grand Prix de Grande-Bretagne de Formule 1 automobile avec moins de 2 secondes d'avance sur son coéquipier brésilien Nelson Piquet.

Ce deuxième doublé consécutif de l'écurie britannique, complété par les troisièmes et quatrièmes places des Lotus-Honda du Brésilien Ayrton Senna et du Japonais Satoru Nakajima, confirme la suprématie actuelle du moteur Honda. A nouveau contraint à l'abandon par suite d'ennuis électriques, Alain Prost (McLaren-TAG-Porsche) ne se fait plus guère d'illusions sur ses chances de conserver son titre de champion du monde des conducteurs.

Nelson Piquet assis tristement sur la deuxième marche du podium en attendant son coéquipier Nigel Mansell : tombé en panne d'essence dans son tour d'honneur, et qu'une ambulance a dû aller soustraire à l'émotion des supporters britanniques. Cette image pourrait bien symboliser dans quelques mois le championnat du monde de Formule 1 1987.

Après un début de saison très ouvert où Alain Prost, Nigel Mansell et Ayrton Senna s'étaient équilibrablement partagés les six premières victoires, on attendait avec intérêt l'épreuve britannique. Le circuit de Silverstone, bouclé à près de 250 kilomètres/heure de moyenne, constituait, en effet, le meilleur des tests avant la grande trilogie des circuits rapides de l'été (Hockenheim le 26 juillet, Zeltweg le 16 août et Monza le 6 septembre) qui devaient jouer un rôle majeur dans la course au titre mondial.

Verdict sans appel

Handicapé au niveau de la puissance par rapport aux pilotes des Williams et des Lotus équipés du Honda, Alain Prost comptait sur l'épreuve britannique pour vérifier si l'aérodynamisme de son châssis McLaren et la plus grande solidité présumée du moteur TAG-Porsche, pouvaient encore lui permettre de rivaliser avec les meilleurs sur les circuits les plus rapides et donc les plus exigeants en consommation.

Le verdict a été sans appel. « Pour espérer rester à la hauteur de Piquet et de Mansell en début de course, il fallait que je roule avec trop de puissance pour pouvoir terminer la course », expliquait le champion du monde à l'arrivée. Le moteur Honda est meilleur en performance, en stabilité et en consommation. Pour l'instant, sans être possible mais simplement réaliste, je n'ai pas beaucoup d'espoir. Privé d'ambitions à la mi-parcours, le pilote français a même été contraint à l'abandon, pour la troisième fois en sept courses.

La déception d'Alain Prost à Silverstone n'avait d'égale que celle de l'autre double champion du monde (1981 et 1985), Nelson Piquet, vainqueur pour la cinquième fois de l'année, à la quatrième consécutive, — à la deuxième place, dans l'ombre de Nigel Mansell. Éclipsé depuis le début de la saison par le Britannique, auteur de cinq victoires à Imola et au Castellet, le Brésilien était d'autant plus avide de revanche qu'il accusait son ennemi intime d'avoir triomphé en France au prix d'une « acrobatie dangereuse ». « En réalité, disait-il, il ne m'a pas doublé. J'ai dû le laisser passer pour des raisons de sécurité. »

Dès les essais, les deux hommes avaient montré leur détermination en sortant de la piste à plusieurs reprises. Le tracé de Silverstone avec ses grandes courbes qu'il affectionne, semblait avantager Nelson Piquet par rapport à Nigel Mansell, plus à l'aise sur les circuits tourmentés. De plus, le style de conduite plus coulé du Brésilien devait lui permettre de rallier l'arrivée sans changement de pneumatiques.

De fait, quand il repartit de son stand avec 28 secondes de retard sur Nelson Piquet, Nigel Mansell semblait avoir course perdue. C'était compter sans sa rage de vaincre devant cent vingt mille spectateurs. Repris les records du tour au fur et à mesure que sa voiture se déstabilisait en carburant, le Britannique fondait sur le Brésilien.

A vingt-cinq tours de l'arrivée, son retard se chiffrait à 25 secondes. A treize tours, il était de 12 secondes. A dix tours, de 7 secondes. A huit tours, Mansell avait Piquet en point de mire dans

GERARD ALBOUY.

CANOE-KAYAK : championnats du monde

Le bain de foule

Les Français ont dominé la première partie des championnats du monde de canoë-kayak en eaux vives, réservés vendredi 10, samedi 11 et dimanche 12 juillet à la descente de rivière. Ils ont remporté dix médailles dont six d'or au cours des huit épreuves individuelles et par équipes. Le slalom prendra le relais, du jeudi 16 jusqu'au dimanche 19 juillet, dans le stade permanent de l'Isère où sont attendus environ quatre-vingt mille spectateurs tout au long des quatre journées.

BOURG-SAINT-MAURICE de notre envoyé spécial

Le spectacle des kayaks et des canoës entre les portes acroches au-dessus des flots bouillonnants provoque des émotions où il est difficile de faire la part entre la qualité de la performance et l'esthétique. En revanche, la descente de rivière est une discipline plus austère, disputée sous la forme d'un contre-la-montre sur une distance longue (ici 5 kilomètres) et sur des parcours empruntant souvent des gorges inaccessibles.

Grâce à des aménagements uniques au monde sur la moitié du parcours de ces championnats du monde — en l'occurrence un étroit ruban de bitume longeant la Haute-Isère, — la foule a pu suivre en masse les compétitions. C'est la première fois dans l'histoire de cette discipline que certains prétendants au titre ont pu être vus en action sur les rives de la construction des barrages sur les rivières européennes.

Un peu plus de trente mille spectateurs étaient donc présents samedi après-midi lors du triomphe inattendu du Lyonnais Antoine Goetschy en kayak hommes, succès ouvrant la voie aux trois autres de la journée : Dominique Gardette dans la catégorie kayak monoplace dames, Gilles Zok en canoë monoplace, François Durand et Jean-Luc Ponchon en canoë biface.

Antoine Goetschy, vingt-quatre ans, professeur de sport installé à La Mulotière, dans la banlieue lyonnaise, est cette phrase symbolique après son arrivée triomphale : « D'habitude, la présence du public me dérange. Cette fois, je me suis senti porté comme sur un nuage tout au long des cinq kilomètres. »

Ces championnats du monde auront été importants à plus d'un titre. En fin de compte, les brillants résultats obtenus influenceront

moins l'avenir que les conséquences de la présence affirmée des médias, des sponsors et de cette foule attentive à la prise des trajectoires d'embarcations.

La revanche des descendeurs de rivière est personnalisée par le géant des canoës monoplace, Gilles Zok, trente-trois ans, champion du monde pour la quatrième fois consécutive. Il était totalement ignoré lors de ses trois précédents succès, traînant ses pagais comme un héros solitaire digne du « Délivrance » de Borman. Le voici, à l'heure où la retraite sportive s'annonce, sûr de lui, affichant sa force dans les magazines et surnommant son bateau Zoky 4 pour mieux crier son désir de puissance et de reconnaissance.

Michel Baudry, directeur de l'équipe de France, rayonnant devant la foule, saisi par tant de fervor qu'il n'attendait pas : « A force d'entendre que notre sport était condamné à une mort inexorable, je finissais par moins me révolter. Aujourd'hui, je reprends espoir. Toutes ces médailles me font plaisir, mais quand on réfléchit posément, cette foule nous rend un service incalculable, tant après des instances sportives que des représentants du monde économique venus en nombre ici. Nous n'avons plus peur de frapper à leur porte. »

LIBERT TARRAGO.

CYCLISME : Tour de France

Le maillot colle à « Système U »

Du jamais vu dans le Tour de France : un Américain, Davis Phinney, a gagné, le dimanche 12 juillet, à Bordeaux, au terme de la deuxième étape marquée par l'abandon de Sean Kelly, victime d'une chute en début de parcours. La veille, à Chaumeil-les-Monédières, Martial Gayant, l'un des coureurs les plus actifs de l'équipe « Système U », avait fait coup double en cumulant la victoire du jour et le maillot jaune. Ainsi, la formation de Cyrille Guimard continue d'imposer sa supériorité — une supériorité qui sera peut-être remise en cause dans la montagne — et d'arrondir ses gains : plus de 350 000 francs depuis le départ de Berlin.

BORDEAUX de notre envoyé spécial

Des indiscretions récentes avaient fait état d'un malaise au sein du groupe « Système U » dirigé par Cyrille Guimard. Fallait-il attacher de l'importance à ces bruits de coulisses ? Loins de démentir la rumeur, Guimard avait évoqué une vague mouvement de contestation, ajoutant toutefois, non sans habileté, que les remises en question sont parfois nécessaires et souvent constructives.

Un Américain à Bordeaux

Dans ce but, Martial Gayant s'est astucieusement glissé dans une échappée qui a relégué le peloton à 11 minutes. Après que le Danois Andersen eut raté la prime Blondin — le régional de l'étape — au sommet de la côte de Pentout, sous la bannière portant l'inscription « La tour (née) d'Antoine », Gayant s'en alla seul pour terminer avec une confortable avance sur le plateau

des Monédières au cœur de la Corrèze où M. Jacques Chirac, accablé de son épouse, l'attendait pour lui remettre le maillot jaune.

Le lendemain, c'est M. Jacques Chaban-Delmas qui félicitait Davis Phinney, premier coureur américain vainqueur d'une étape du Tour à Bordeaux : une performance d'autant plus insolite que, selon une tradition bien établie, les routiers des Pays-Bas avaient pris l'habitude de gagner sur les rives de la Gironde.

Pour obtenir ce résultat flatteur, il semble que Phinney ait eu beaucoup de chance. Il a d'abord bénéficié d'un regroupement providentiel dans la traversée de la ville, alors que sept hommes, dont Thierry Claveyrolat, possédaient un avantage de deux minutes à 15 kilomètres de l'arrivée. Il a ensuite tiré profit d'une chute à quelques centaines de mètres de la bannière, chute dont il portait, dit-on, la responsabilité. Mais il ne faut pas oublier que ce solide athlète, originaire de Boulder, marié à l'ex-championne olympique Connie Carpenter, est l'un des finisseurs les plus rapides du Tour de France. Il avait déjà remporté une étape au sprint l'an dernier à Liévin. On ajoutera qu'il fait partie de l'équipe américaine « 7 Eleven » aux côtés d'Andy Hampsten, Raul Alcalá, deux garçons qui n'ont peut-être pas fini de nous étonner dans la montagne. Un montagne toute proche.

JACQUES AUGENDRE.



L'Irlandais Sean Kelly ne restera plus longtemps en selle : clavicule luxée il doit abandonner.

NATATION : championnats de France

L'Important c'est l'Europe

STRASBOURG de notre envoyé spécial

La casquette légèrement reposée vers l'arrière, Guy Boissière se gratte le front en plissant les sourcils. « Ce n'est pas bien », lâche l'entraîneur de Stéphane Caron avec sa moue des jours d'insuccès. « Il n'est pas en forme ; la semaine dernière il l'était... Que dire de plus ? », ajoute le maître du club des Vikings de Rouen.

Présent sur le podium de la finale du 50 mètres nage libre, mais seulement sur la deuxième marche, Caron sourit quand même en recevant une médaille. Lui, le tenant du titre, le détenteur du record de France (23 sec. 10 à Vitteil en mai dernier), n'a réussi qu'un temps médiocre à 59 centièmes de ses performances habituelles. Il s'est même fait distancer dans cette course par Christophe Kalfayan, un gamin d'Antibes âgé de dix-huit ans et beaucoup plus petit que lui.

Pauvre Caron ! J'aurai déjà, il avait dû se contenter d'une très modeste quatrième place en 200 mètres nage libre plus de 3 secondes de son record établi il y a deux ans. « Je ne me suis pas vraiment effrité pour ces championnats », assure le nageur rouennais en montrant ses jambes non rasées, signe qu'il ne recherche pas la victoire maximale dans l'eau.

L'étoile masculine pâlit et, comme s'ils s'étaient donné le mot,

Les championnats de France de natation, qui ont eu lieu du jeudi 9 au dimanche 12 juillet à Schiltigheim, n'ont pas été une répétition générale des championnats d'Europe, qui seront disputés dans la même piscine du 18 au 23 août. C'est du moins ce qu'il faut espérer, vu les piètres résultats des leaders de la natation française. Stéphane Caron et Catherine Piewinski n'ont pas brillé au cours d'épreuves qui, au dire de leurs entraîneurs, ne les motivaient pas.

Heureusement, des espoirs sont sortis de l'ombre pour ravir quelques victoires et battre sept records de France individuels.

Catherine Piewinski, la vedette féminine, trébuche. Doublée par Cécile Prunier, per Laurence Bessimon puis par l'ensemble des nageuses des lignes d'eau, elle termine septième du 200 mètres nage libre, à près de 7 secondes de son record. Sur 50 mètres, elle perd le titre et se hisse péniblement à la sixième place, à plus d'une seconde d'un autre record qu'elle détient. Comme Caron sur 100 mètres, elle a dû se contenter d'une seule victoire sur 100 mètres papillon. A peine étonné, le jeune nageur de Châteauneuf s'attarde pas sur ce qu'elle considère comme des péripéties.

« Un sportif de haut niveau ne doit pas être affecté par de mauvais résultats », explique Marc Begotti, l'entraîneur de la petite révélation de la saison hivernale. Pour lui d'ailleurs, « tout cela n'a pas grande importance car ces championnats de France n'existent pas ».

Donc, ces championnats n'existent pas puisqu'ils se situent sur la

route des épreuves européennes, autrement plus importantes. « Il y a un an, Catherine n'avait pas brillé à Mülheim pour les championnats de France. Un mois plus tard, aux championnats du monde de Madrid, elle pulvérisait le record de France du 100 mètres papillon et se classait quatrième. » La démonstration se veut rassurante. Marc Begotti cherche à convaincre que, pour lui, et sa nageuse, l'important n'est la préparation des compétitions à venir. Les séances de musculation pratiquées la nuit n'ont pas d'autre but, de même que les interminables longueurs de bassin, patiemment additionnées.

Caron et Piewinski visent les podiums de cette même piscine de Schiltigheim, mais au mois d'août. Ils se donnent encore six semaines avant de révéler le meilleur d'eux-mêmes face à des Allemands impétueux et à des Soviétiques avides. Le raisonnement des deux entraîneurs peut convaincre. La sanction des résultats sera pourtant seul juge.

SERGE BOLLOCH.

Sécurité renforcée

Le dispositif policier déployé depuis samedi 11 juillet sur le secteur d'Argenteuil-Gazot, après l'arrestation de Gabriel « Gabi » Moussac et Henri Pérez, membres du groupe indépendantiste basque Iparratarak, a été modifié dimanche soir « jusqu'au passage du Tour de France », mardi 14 juillet, a annoncé M. Gérard Wolf (Lia page 6).

Ce nouveau dispositif, renforcé en hommes, sera plus spécialement chargé d'une mission de sécurité des biens et des personnes, a précisé M. Wolf. « Nous l'avons pris en compte l'éventualité de problèmes sur le Tour de France », a-t-il noté. Jusqu'à présent, près de 300 gardes-mobles, policiers et membres du GIGN participaient aux opérations.

La sous-préfet a refusé de décrire ces nouvelles mesures de sécurité, définies au cours d'une réunion de coordination entre police, gendarmerie, justice et administration. Il a néanmoins indiqué que les barrages routiers, notamment celui de l'entrée de la vallée de Lavedan, seraient levés. — (AFP).

Les résultats

Cyclisme

TOUR DE FRANCE

● Onzième étape, Poitiers-Chaumeil-les-Monédières. — 1. Gayant (Fr., Système U), les 225 km en 7 h 06 mn 55 s (moyenne 33,338 km/h) ; 2. Cubino (Esp.), à 38 s ; 3. Andersen (Dan.), à 1 mn 38 s ; 4. Mas (Fr.), à 1 mn 44 s ; 5. Giacomini (Ita.), à 3 mn 27 s.

● Douzième étape, Brive-Bordeaux. — 1. Phinney (E-U/7-Eleven), les 228 km en 5 h 46 mn 21 s (moyenne : 39,49 km/h) ; 2. Van Poppel (F-B) ; 3. Elliot (G-B) ; 4. Van den Brande (Bel.) ; 5. Van Vliet (F-B), tous même temps.

● Classement général. — 1. Gayant (Fr., Système U) en 49 h 54 mn 50 s ; 2. Mottet (Fr.), à 22 s ; 3. Thurau (RFA), à 1 mn 9 s ; 4. Müller (Sul.), à 1 mn 12 s ; 5. Lauer (No.), à 2 mn 5 s ; 6. Roche (Ita.), à 3 mn 45 s.

TOUR DE FRANCE FÉMININ ● Troisième étape, Llaudes-Chaumeil-les-Monédières. — 1. R. Bonnamy (Ita.), les 73,5 km en

2 h 11 mn 56 s (moyenne 39,085 km/h) ; 2. M. Cairns (Ita.), à 45 s ; 3. J. Longo (Fra.), à 1 mn 13 s ; 4. U. Euzenauer (RFA), à 1 mn 32 s ; 5. C. Odia (Fra.), même temps.

● Quatrième étape, Castillon-la-Bataille-Bordeaux. — 1. J. Nielsen (RFA), les 51,5 km en 1 h 13 mn 44 s ; 2. J. Longo (Fra.) ; 3. G. Van Koert (P-B) ; 4. M. Koel (P-B) ; 5. L. Seghezzi (Ita.), toutes même temps.

● Classement général. — 1. R. Bonnamy (Ita.), en 7 h 23 mn 2 s ; 2. M. Cairns (Ita.), à 41 s ; 3. J. Longo (Fra.), à 53 s ; 4. V. Lafargue (Fra.), à 1 mn 44 s ; 5. U. Euzenauer (RFA), à 1 mn 45 s.

Tennis

TOURNOI DE BOSTON (293 000 dollars)

Finale : Wilander (Suède) b. Carlsen (Suède), 7-6, 6-1.

TOURNOI DE Gstaad (231 000 dollars)

Finale : Sanchez (Esp.) b. Agnecor (Haiti), 6-2, 6-3, 7-6.

Avignon

«Y'a bon Bamboula», de Tilly

«De Gaulle, c'est un grand nègre»

Après Charcuterie fine, Spaghettis bolognaise, les Trompettes de la mort, la Maison de Jeanne et de la culture, Tilly continue à tracer le portrait de la médiocrité dangereuse. Y'a bon Bamboula a pour héros des racistes avoués.

Jean-Pierre Vincent est en vacances à Avignon. Joan de Segarra, critique du journal espagnol «El País», et adorateur du Festival, vient travailler. Petit à petit, tout le monde arrive et va voir «Le Soulier de satin». La Cour était pleine pour l'intégrale, le samedi 11 juillet, et l'était encore (ou presque) le lendemain, à 9 heures du matin. Les spectateurs applaudissent, s'applaudissent. Ensemble, avec les acteurs, ils avaient vécu le jour qui se lève. Et puis, à côté du grand spectacle, des choses importantes se passent : les Zingaro préparent le voyage enchanté du «cabaret musical équestre», et Tilly poursuit sa série de portraits de monstres quotidiens.

riers, il y avait surtout, dans les bus, des femmes blanches. La frontière raciale entre l'avant et l'arrière, dans l'autobus, ne pouvait donc pas être fixe. Elle était indiquée par des pancartes mobiles, montées sur deux petites barres que l'un plantait dans le dossier des sièges, de chaque côté de l'allée centrale.

Avec quelle aisance, quel hâllucinant naturel les voyageurs, noirs comme blancs, déplaçaient cet écran, pour s'asseoir dans l'autobus, afin de se trouver à l'avant ou à l'arrière.

Le racisme fait penser à l'eau. Il est partout, mais il vous file entre les doigts. Les Noirs de la Martinique, qui ont plus de trois siècles de pratique, emploient assez peu le mot «homme». Pour «homme», ils disent «nègre». Pendant la seconde guerre mondiale, dans leur cœur ils avaient choisi Londres, pas Vichy. Ils disaient : «De Gaulle, c'est un grand nègre».

Ils savent pourtant bien que les Blancs ça existe : ce sont ces gens qui les obligent à fabriquer exclusivement des caisses à sucre et des bus, qu'ils emportent chez eux, en Europe, et qui n'accroissent en échange que des cargaisons d'objets un peu pourris, de vieilles mornes, et quelques gendarmes aussi.

Ce qui est prodigieux, si l'on ose dire, dans le racisme, c'est à quel point il peut devenir naturel, spontané. A la Nouvelle-Orléans, dans les années 60 (je ne sais pas si ça a changé), Noirs et Blancs empruntent les mêmes autobus, en ville. Mais les Noirs et devaient prendre place à l'arrière et les Blancs à l'avant.

A 5 ou 6 heures du matin, quand les ouvriers se rendaient à l'usine, ils étaient presque seuls à remplir les transports publics (comme à Paris dans les premiers mètres). Les bus étaient donc pleins de Noirs à l'époque.

Et, vers 11 heures du matin, à l'heure des colifours et des con-



Alain Altman : Modeste, le boy.

l'arrière de la frontière ! C'était une image «absolue» du racisme, de son caractère et de sa réalité, de son acceptation et de son caractère inévitable. Car, sous le calme du statu quo, la haine, la honte, une certaine nature de guerre, sommeillaient sans plus.

C'est exactement cette honte, ce crime, cette hypocrisie, ce cas de force majeure imposé au subie, que Tilly approche, sonde, fait voir et

entendre, dans sa pièce Y'a bon Bamboula. Une jeune femme française, dont le mari exerce un bon emploi en Afrique, revient passer quelques jours en France, et, comme il y a de gros travaux à faire dans une villa qu'elle vient d'acheter en Bretagne, elle a amené avec elle son «boy», un Africain.

Cette jeune femme vient donc séjourner chez son père, officier de police à la retraite, et sa mère. Ils sont férocièrement racistes, comme elle l'est, elle-même, au fond, mais avant d'enfermer le Noir sous la menace d'un fusil, il y aura eu, et c'est là que la pièce est remarquable, quelques jours de fausse harmonie, de faux consentement.

Une certaine faiblesse de la pièce pourrait tenir à ce que ces racistes de Tilly sont déjà, les deux parents surtout, des êtres butés, alors que l'un des caractères du racisme est qu'il peut affecter aussi des gens qui ne sont pas de toutes les «facultés». Mais c'est que Tilly a recoupé le thème du racisme par un autre, constant chez lui, la dégradation de la personne humaine par l'évolution présente des choses de la vie : grandes surcoques remplaçant les petits commencent, feuilletons américains de télé remplaçant la lecture, compensation du vide de l'esprit par l'abus du vin, de la bière, ainsi de suite, tous ces lieux communs de la glissade vers le gouffre, dont il est devenu presque incongru de dire un mot, tant nous y voilà soumis, habitués, comme au racisme.

Le décor de Jacques Deneux, le domicile de ces concitoyens, est «copie conforme», monstrueux. Le grand acteur Jean-Paul Roussillon et Hélène Surgère (les deux parents), Alain Altman (le boy), Marilyn Even (la jeune femme) et Marion Grimaud (sa fille, d'une quinzaine d'années, qui, elle, a pour le Noir un vrai sentiment, partagé), sont excellents.

MICHEL COURNOT.

★ Salle Benoît-XII, jusqu'au 18 juillet.

«Le Soulier de satin», suite et fin

Dieu a la mémoire longue

Un Zénith de théâtre, un comble de splendeur : la seconde partie du Soulier de satin, telle que la présente Vitez, est encore plus belle que la première (1).

C'est la nuit, l'heure des rêves et des apparitions. Mais très éveillés nous restons, là devant nous, la phosphorescence enchantée d'une grande mer bleue comme un ciel, qui bouge, se pose, qui respire. Au delà, au-dessus, rien que le bleu-noir de la nuit, sauf, tout là haut, les vagues étoilées. Et, sur ce grand diamant de la mer, dix planches de bois qui se balancent. Et, sur ces planches de théâtre, comme dans la chambre d'une lanterne magique, tout un univers de féerie, tout un théâtre de comtes.

La grande et mystérieuse forêt de pierre d'une cathédrale, à Prague. Au centre du chœur, un cygne est tombé. Une illusion de plumes blanches. C'est une femme, elle s'appelle Musique parce que sa voix vous fait voler au ciel. Elle est enroulée de harpe du ciel dont les cordes seraient les nerfs d'un ange, présence toute spirituelle, qui poigne le cœur. Daniel Martin, pierrot lunaire, clown immatériel qui transmue le rire en un système sans, plus subtil.

Valérie Drévieux, magnifique comédienne qui joue la fille de Dona Prouhèze, dont chaque pas, chaque tour de la main, et chaque syllabe de chaque mot prononcé, témoignent d'une franchise innée, d'une intelligence libre et heureuse, d'une vie réelle de tous les jours, d'une intelligence calme des énigmes de l'esprit : elle que Valérie Drévieux reprend le rôle du Soulier, le visible et l'invisible dits par le génie de Claudel sont là. C'est humain, divin, bouleversant comme l'orage, aussi modeste aussi comme un laboureur à carreaux.

Et Madeleine Marion, la bonne sœur des pauvres qui vient racheter le vieux Rodrigue pour trois sous. Madeleine Marion, volontaire, lumineuse, irradiée de charité sous son masque autoritaire, comme «toutes les sœurs gendarmes» et toutes les sœurs dragons» qui, dans la mémoire de Claudel, assistent les anges.

Et Robin Remond, qui a charge de donner l'image de Claudel en personne, le Claudel bruyant et jaloux, l'homme tout court, mais aussi le poète et aussi le catholique militant, celui qui écrit carrément : «Qui se douterait, à lire Rabelais, Montaigne, Racine, Molière, Victor Hugo, qu'un Dieu est mort pour nous sur la Croix ? C'est cela qui doit absolument cesser».

Et puisque la critique est nécessaire selon Claudel, terminons par la faille, selon lui nécessaire à toute entreprise d'art. C'est l'interprétation de Prouhèze et Rodrigue par Ludmila Mikal et Didier Sautre.

Interprétation à vrai dire impossible. Tant Claudel, ici, ne sait pas vraiment ce qu'il veut. Prouhèze et Rodrigue ? D'une part, Claudel nous dit : «Le volait refait d'un homme et d'une femme enfin cet être qui existait dans le Paradis». Mais d'autre part il nous dit : «La femme sera toujours la danger de tous les paradis», et «un homme sera toujours à l'égard d'une femme brutal, maladroit et faible».

Le rôle de Prouhèze en particulier est si chargé, si surchargé, qu'il n'offre pas un fil net, à saisir. Claudel dit qu'avec la femme, Dieu «à un compte à régler. Il a la mémoire vague. Il a à venger une vieille injure. Elle lui a fait mal. Il se sent encore de ce coup au cœur qu'elle lui a porté». Mais Claudel, ici, parle de lui-même.

A voir et entendre l'actrice chargée du rôle, il semble qu'elle ait voulu ne pas comprendre, ne pas prendre, tout ce handicap, toutes ces contradictions. Elle choisit un jeu, parallèle, débranché : elle ne quitte pas un «lamentissimo cantabilissimo», un bémol, palmodie, qui vide le texte de Claudel de tout sens, parce que rien de concret, rien de réellement exprimé, ne peut franchir ce mur de lamentation chantonnée. Et, comme s'il se mettait spontanément à l'unisson, l'acteur qui joue Rodrigue, dans les scènes fondamentales qu'il partage avec Prouhèze, adopte le même parti pris.

Ceci mis à part, on Soulier de satin, présenté par Antoine Vitez, est un sommet de théâtre, de poésie, un enchantement. Rien n'est plus beau que le théâtre, lorsqu'il est, aussi grand, aussi beau. C'est toute la vie qui est là, toute la terre, tous nos morts, tous nos survivants. Et, Dieu s'il existe, et la Création entière. Il s'est enfin trouvé sa mission, Paul Claudel, lui qui ne cessait de crier : «Mon exil ne cessera plus, tant que je serai privé de toute la Terre».

M. C.

(1) Voir Le Monde daté des 11 et 12 juillet.

OLIVIER SCHMITT.

CE JOUR-LÀ

Le cabaret merveilleux

Le chapiteau de Zingaro devait être installé sur l'île Pic, l'île morte, pour différentes raisons : terrain non autorisé, remplacé par un autre trop venté. — Il est planté sur un terrain vague, entre les murailles et la voie ferrée. Toutes les deux minutes un train passe. Autour, il y a du béton, une grue rouge, le macadam gris, et la poussière qui envahit le bleu du ciel.

Je suis allée là-bas sous le soleil de l'après-midi. Les chevaux buvaient dans des bassines noires, pleines d'une belle eau fraîche. «Cabaret musical et équestre», Zingaro a fait le tour d'Europe, est basé à Nimèze, a fait un malheur, il y a deux ans, porte de Parthé, est devenu un «must» sans pour autant perdre son identité, son étrangeté.

La musique est tzigane, et il y a des chevaux. Toutes sortes d'animaux, chiens, chats — et même au début il y avait des rats. Et encore des oies, des oiseaux de nuit aux yeux jaunes parfaitement ronds, dont les serres entravées s'écartaient, redoutables, dans le chant de Bartabas.

Peu importe son nom véritable, il s'est inventé des ancêtres magnifiques. Avec un garçon blond et silencieux, qui a pris pour nom Igor, il a inventé Zingaro : un langage barbare, un climat de conte noir, un mot qui, un jour, dans les dictionnaires définira la poésie.

Zingaro invite au voyage à l'intérieur d'une écriture dont le secret serait perdu, mais qui fait apparaître des images reconnaissables, fugitives, auxquelles viennent adhérer, comme aimantés, des souvenirs de sensations ni rêvées ni réelles. Fantasmagorie à l'état pur. Tout ce qui peut germer en soi de louche et d'enfantin.

Le chapiteau est désert, les Zingaros sont quelque part ailleurs. De la dentelle noire brodée d'or pend en frise au plafond, avant de s'affaler en rouleau sur le sable. Des lustres à pampelouche brillent dans la pénombre. On les descend pour les allumer et les éteindre comme dans le Casanova de Fellini, quand le séducteur vieillit se trouve à Vienne, dans un cocon vide.

Sur un carillonneur sont disposés des chauffe-plats de métal terni.

Dehors, de lourdes cloches attendent sur une carrelée rouge. «Il y aura un vrai orgue d'église, il pèse une tonne. Avec les cloches et le corbillard, ça fait la naissance, le mariage, la mort», dit Bartabas, porte-parole et pivot des Zingaros.

Pour la photo, il a endossé son costume, mais il fait chaud et il a gardé ses sandales, on ne marche pas les pieds. On le suit dans sa roulotte. Il parle comme une toupe, il est plein d'histoires simples et merveilleuses à propos des gens qu'il a rencontrés, des

sérieux, car, enfin, il faut y vivre dans cette roulotte minuscule, sans le moindre confort, même si la décoration est superbement théâtrale, avec photos d'artistes, velours cramoisi, squelette patiné d'une tête de cheval...

«Nous sommes une tribu»

L'intérieur de la roulotte est aussi raffiné, composé avec autant d'amour minutieux que le spectacle. Je n'ai pas vu celui qui va être présenté à partir du



Bartabas, des Zingaros.

villes où il a travaillé, et à propos du cirque «Zingaro n'est pas du cirque, c'est de l'art équestre, et c'est important de faire entrer l'art équestre au Festival d'Avignon».

Le cirque selon lui est bidon, amené à bientôt disparaître. «C'était bon quand il n'y avait pas la télé. Les gens ne savaient pas. Ils voyaient des Indiens emplumés qui cassaient une vitrine en poussant des cris sauvages. Arrivait Buffalo Bill. Quelques coups de fouets mataient les «Indiens» il signalait un chèque pour les dégâts, mais le soir le cirque était bourré à craquer».

Bartabas équilibre avec maestria une solide culture et un style fruste, un riche vocabulaire et une voix rauque de gevrache. Il assume le tout et annonce la couleur : «Nous ne sommes pas des artistes de la scène. Nous avons choisi un mode de vie». Un choix

15 juillet : les Zingaros ne font pas de filage. Bartabas a le trac : «Les numéros et les chevaux sont nouveaux. Avec les comédiens, c'est déjà l'angoisse, alors vous pensez avec les animaux ? Le théâtre, peut-être par obligation à Avignon ça lui semble obligé, lui sert de référence-repoussoir. «Nous ne sommes pas une troupe de comédiens, nous sommes une tribu. Les gens viennent partager notre existence, ça dure six mois, deux ans, ils s'en vont quand ils en ont assez, parce que c'est dur».

Il est venu à sa conférence de presse, en costume trois pièces rayé et chemise noire (le pour surprendre), accompagné d'Igor, toujours silencieux et d'un servent en gilet, tenant en laisse un cheval illettré. Dès le premier mot, l'auditoire a été conquis, fasciné, il n'a pas cessé de parler.

COLETTE GODARD.

De Vilar à Vitez

Un amour de Joan

Joan de Sagarra, critique dramatique du journal El País, vient à Avignon depuis 1947. Toutes ces années de fidélité composent une histoire d'amour.

8 septembre 1947. Dans la tourterelle de la salle du Théâtre municipal d'Avignon, un petit garçon de neuf ans assiste, sans enthousiasme, à la première représentation de la Terrasse de midi, de Maurice Claudel. Il ne gardera pas de souvenir précis de Germaine Montero, Michel Bouquet et Jean Levrain. Simplement, il était là.

Fils d'un célèbre poète et auteur dramatique catalan, Joan de Sagarra, né en 1938 à Neuilly pour cause de guerre civile dans son pays, fait son entrée en théâtre à l'occasion de «la grande semaine d'art dramatique», créée en 1947 dans la Cité des papes par Jean Vilar. Naissance d'une passion. Son école à lui, ce ne sont pas les bancs de la comédie mais les chaises du Café de Flore à Saint-Germain-des-Près. Ses professeurs ? Son père, bien sûr, et ses amis : Clavel, Giacometti, Jean-Paul Sartre. Ses devoirs de vacances ? Avignon.

Il ne pourra plus s'en passer. Quand, au début des années 50, il retrouve la Catalogne dont toute spécificité aura été soigneusement étouffée par le franquisme, il n'aura dans la tête qu'une patrie, la France. «Les Catalans ont toujours eu le goût de la liberté», explique-t-il. Chez moi, durant ces années-là, nous avions dans notre bibliothèque que des livres catalans ou français. Rien en castillan. Comme un acte de résistance, Avignon est devenu très vite pour nous un continent de liberté. Il y donnait des pièces qui n'étaient pas formellement interdites en Espagne mais qu'on n'avait pas le droit de jouer. C'était l'époque où on allait découvrir le cinéma européen à Perpignan. On avait besoin de croire à quelque chose, besoin d'un langage dans lequel se retrouver».

Le langage de Vilar, fils de Stie, comme Valéry ou Brasseur, fils de la Méditerranée, a tout naturellement touché les Catalans. Joan de Sagarra l'a fait sien et, depuis 1955, a assisté pratiquement à tous les festivals. «1955, se souvient-il, c'est

l'année de la Ville. Claudel déjà. Alain Cuny, Maria Casarès. C'est la première fois que j'ai rencontré Gérard Philipe, Agnès Varda et Jean Vilar, qui arpentaient Avignon avec des sandales dont les laces étaient noués à l'antique, tout autour de ses mollets. Tout de suite, moi qui avais un père de quarante ans plus vieux que moi, j'ai voulu que Vilar soit mon nouveau père. Plus tard, nous sommes devenus très amis. Vilar était un maître. Sa leçon est très simple : amour et respect du théâtre, amour et respect de l'acteur».

Joan de Sagarra, après avoir complété sa formation artistique aux côtés de Raymond Rouleau et à l'Institut d'études théâtrales de la Sorbonne, a esquissé quelques mises en scène, fait ses débuts de journaliste. En 1964, la Vanguardia de Barcelone publie son premier article d'avis d'Avignon. Plus tard, il devient le critique attitré du quotidien national espagnol El País.

L'histoire de notre siècle

L'extraordinaire légèreté du Festival d'Avignon ne l'étonne pas. «1987 nous fournit une explication de ce phénomène. Avignon, c'est un théâtre «calme», même s'il n'exclut pas la polémique, un théâtre de texte, un théâtre d'acteur. Or, que voyons-nous dans la cour cette année ? Le Soulier de satin. Quand on sait que le pit d'été a été créé en 1943 par Jean-Louis Barrault à un moment d'auto-humiliation en France, on relève ici une constance : l'esprit de résistance de Vitez, tout en travaillant très différemment, a choisi la continuité de Vilar. Cet homme qui a été communiste, secrétaire d'Avignon, avec sa personnalité, son expérience, son histoire propre, raconte quelque chose qui résume et enrichit l'histoire d'Avignon».

La cour, les Carmes, le «off», la rue de la République, des Polonais, des Italiens, des Japonais, Proux ou Crombeque, des morts et des vivants. Joan de Sagarra a dans sa mémoire de nombreux fragments du Festival. Jusqu'à aujourd'hui, il n'aimait pas trop en parler. «L'année prochaine, dit-il, j'aurai cinquante ans. J'ai décidé qu'il était temps de raconter l'histoire du Festival, l'histoire de notre siècle. Il le faut, pour que ça continue».

OLIVIER SCHMITT.

Nos anc

La mer au pied

UTES

René L. Columbia
ANCC en 1970

Manuscrit
Antoine Arnaud
Sainte Pommipou

M. C.

Culture

« Norma » aux arènes de Nîmes

Nos ancêtres les Gaulois

Après les grands spectacles de Vittorio Rossi en provenance de Bercy et la résurrection à demi convaincante du Corsaire de Verdi l'an passé, les arènes de Nîmes viennent de frapper un grand coup avec la Norma de Bellini montée par Pier Luigi Pizzi.

L'immense vaisseau romain est passé à l'ennemi en devenant pour deux soirs une gorge sauvage de la vieille Gaule, remplie d'éboulis, de rochers titaniques au milieu desquels poussent trois cèdres vigoureux.

« Le Vaisseau fantôme » à Orange

La mer au pied du mur

Le théâtre antique d'Orange était comble samedi pour le Vaisseau fantôme de Wagner, retransmis en direct par TF 1 et France-Musique. Un drame nordique quelque peu déplacé devant le célèbre mur romain.

La metteur en scène Nicolas Joffé et le décorateur Bernard Arnould ont étonnamment relevé le défi. Il fallait de l'eau : on en a mis 300 mètres cubes contenus dans un canal de 50 mètres de long et 7 mètres de large, sur lequel naviguent deux pontons qui figurent tour à tour bateaux et quais, rendus par une passerelle mobile à la porte centrale ouverte dans le mur.

Dispositif ingénieux qui donne une majesté indéniable aux scènes à quel, telle la ballade de Senta, chantée devant des « flottes » qui ont été livrées d'immenses toiles de jute sur leurs bords alignés au bord de l'eau, tandis que Senta est hypnotisée, on le sait, par la gigantesque tête du Hollandais placée dans la niche réservée en général à la statue d'Auguste.

Mais les épisodes maritimes sont plus difficiles à réaliser et à comprendre : des plongeurs de combat se précipitent à l'eau pour symboliser la tempête ou le risque de périr le bateau de Deland, bien évidemment représenté par ces deux laides prisonnières flottantes ; quant au vaisseau-fantôme, il faut beaucoup de bonne volonté pour l'imaginer... permet les spectateurs, derrière un immense filet rouge ancré des marins masqués font mine de s'agripper.

Warner, Columbia et NBC en grève

Les réalisateurs américains de cinéma et de télévision sont finalement en grève à partir du 14 juillet (le Monde daté 12-13 juillet).

Voté par le syndicat de Los Angeles par 324 voix contre 132, le mouvement, qui touche déjà la Warner et Columbia, les deux principaux « majors » de Hollywood, ainsi que la chaîne de télévision NBC, pourrait s'étendre à l'ensemble des sociétés de production. NBC devait déjà faire face à la grève des 2 800 membres de l'Association nationale des employés et techniciens de la diffusion.

La retransmission mardi soir, par cette chaîne, du match annuel de baseball « All-Star », l'un des événements sportifs les plus suivis aux Etats-Unis, sera probablement resté impossible.

Vol d'un manuscrit d'Antonin Artaud au centre Pompidou

Un des cahiers d'écolier dans lesquels Antonin Artaud avait l'habitude d'écrire en y associant des dessins a été volé dans l'exposition rétrospective de l'œuvre graphique du poète au Centre Georges-Pompidou, le jeudi 9 juillet, à-t-on appris samedi.

Ce cahier de quarante-huit pages à la couverture jaune ocre (de marque Univers) comprend des textes difficiles à déchiffrer et de nombreuses illustrations. Datant de juillet 1947, il ne figure pas encore dans les œuvres complètes publiées par Gallimard. Le collectionneur privé à

Autour de ce lieu sacré où la prêtresse coupe le gui et vit ses terribles passions secrètes, ainsi que sa sœur Adalgise, aussi coupable qu'elle d'aimer le même officier romain, les vagues de vires et des guerriers venus du fond de la forêt arvenne déferlent et réclament sans cesse en colomes brûlantes qui irriguent les gradins des arènes de haut en bas comme le sang dans les artères du peuple gaulois.

Vision superbe et pari tenu pour Pizzi, qui lutte ainsi contre la désagrégation scénique d'un ouvrage où l'accumulation des sublimes « balancements » mélodiques sur leur immobile, accompagnement en arpegges résonne à la longue de perturber l'attention des auditeurs.

De moins n'a-t-on rien perdu des méditations, des cas de conscience, des périodes dramatiques qui opposent et rapprochent les deux héros, incarnés par des cant-

trises exceptionnelles, dont chaque mot, chaque nuance de sentiment nous atteignent comme si nous étions à côté d'elles. Au contraire, l'excellent orchestre philharmonique de Nice semblait dans une absence cotoyenne, malgré la subtilité et l'élégance que son chef, Emil Tchakarof, donnait aux moindres lignes d'une partition qui frise souvent l'indigence à côté de quelques mélodies merveilleuses, celles qui faisaient frémir le Chopin des Noces.

Il y a là un problème aigu d'acoustique que les responsables des arènes se doivent absolument de résoudre. Climat d'intimité paradoxal, donc, dans un lieu aussi vaste. Mais ainsi pouvait-on apprécier la prodigieuse performance de Mara Zampieri, soutenant sans faiblir les cantilènes lumineuses et diaboliques de Norma : voix inoubliable dont les vocalises infatigables semblent programmées par un ordinateur. Extraordinaire stature de cette femme pêcheur, qui va cependant jusqu'au bout de son devoir de mère et de prêtresse, s'offre finalement pour son peuple et reconquiert au passage l'admiration et l'amour de son amant félon.

Cette impassibilité, non dénuée musicalement de dureté, faisait ressortir avec un relief saisissant toute la douceur, le frémissement d'Adalgise, incarnée à merveille par Martine Dupuy. Celle-ci possédait de la féralité pour deux : notamment dans les duos où le marbre de l'âme semble baigné par les ruissellements d'émotions et la tendresse de l'autre, voix mêlées en d'inoubliables enlacements.

Autour d'elles, de solides chanteurs, notamment Mario Malaguzzi, en Pollicone, le brutal et sensuel proconsul romain, et Francesco Ellero d'Artegna, noble chef des druides, ainsi que la puissante et inoubliable phalange du chœur national bulgare, donnaient toute son ampleur à cette vaste célébration.

JACQUES LONCHAMPT.

« RECTIFICATIF. — Dans l'article sur le Chœur de la rose à Abbeville (le Monde du 10 juillet), à propos de la Mercerie, il fallait lire : « Elle manque seulement un peu de prestance » et non « aimant seulement ». D'autre part, Jeanne Flaud n'a pas été acclamée à Aix dans le Chœur de l'Ariane mais, bien évidemment, dans le rôle travesti du Compositeur d'Ariane à Noces... »

La semaine du mélomane

Les soupçons du mélomane, abandonnés par son épouse, se tournent soudainement sur son voisin critique, parti lui aussi dans les feuillards. Renseignements pris, voici quelques lieux où il peut les surprendre : à Arles, où Xénakis associe les Percussions de Strasbourg au galop d'une cinquantaine de taureaux et de chevaux de Camargue lancés dans les arènes pour une Tauriphonie inédite, lundi à 22 heures (Tél. : 87-52-84-84). A Vaison-la-Romaine, où l'on représente pour la seconde année l'opéra d'Honegger et d'Ibert, l'Aiglon, d'après Edmond Rostand au Théâtre antique, les 13 et 15 juillet (Tél. : 90-38-06-25). A Avignon, où le Centre Acanthe organise un festival Messiaen : Turangalila symphonie, jeudi à 19 heures, place du Petit-Palais avec l'Orchestre national de Lyon ; Visions de l'enfer et les Cinq Rechants, samedi à 18 heures au cloître du Vieux-Palais et dimanche à 16 heures, à la chartruse de Villeneuve-Avignon, une création de Dso (Tél. : 90-86-23-43).

Mais les nuits de la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence sont peut-être plus romantiques : trois créations de Stockhausen le 16 à 21 heures ; un récital de Margaret Price (Mehler, Strauss) le 17 à 21 heures ; et un concert à ne pas manquer, consacré aux œuvres d'Emmanuel Nunes le 18 à 21 heures (Tél. : 92-32-81-63). A Tours, enfin, le festival de musique russe présentera le Chœur chorale de Mousorgski le 18 à 21 heures avec les solistes, les Chœurs et l'Orchestre du Bolchoï (Tél. : 47-20-99-95).

Avant de partir, le mélomane ira tout de même entendre la création du Concerto pour piano, de Louis Segar avec Jay Gottlieb et le NOP à Radio-France, mercredi à 20 h 30 (Tél. : 48-04-98-01).

G. C.

Un mort pour Bowie en Irlande

Un noyé, un blessé, soixante-quinze arrestations : tel est le bilan du concert donné par David Bowie à Slane, en Irlande, le samedi 11 juillet.

Un jeune homme s'est en effet noyé en essayant de traverser à la nage la rivière Boyne pour atteindre la rive où cinquante mille personnes s'étaient agglutinées, dans un amphithéâtre naturel près de ce château du XVIII^e siècle. Un spectateur a, d'autre part, été blessé par un tesson de bouteille et soixante-quinze arrestations ont été opérées par la police dans le public.

Lors du concert donné par Bob Dylan au même endroit en 1984, un « fan » s'était déjà noyé dans les mêmes conditions et trois cents autres avaient attaqué le commissariat de police le plus proche à coup de briques et de pierres.

Communication

Les difficultés de TDF 1

Les candidats au satellite ne veulent pas payer l'addition

Les chaînes de télévision, sélectionnées par la CNCL pour monter sur TDF 1, remettent en question le partage du financement entre l'Etat et le privé. Le gouvernement sera-t-il contraint, malgré la pression des ministres libéraux, de faire un nouvel effort financier ?

Les « sages » de l'audiovisuel ont habilement « botté en touche », le 10 juillet dernier. Pris au piège du difficile dossier satellite, ils ont renvoyé à plus tard tout arbitrage définitif. Et se sont contentés, dans un premier temps, d'opérer un tri « grossier » entre les chaînes candidates à l'exploitation d'un canal de satellite TDF 1. C'est ainsi que les télévisions étrangères aux dossiers par « trop mal ficelés », comme Bravo TV, Olympia et Visnews, ont été écartées, tandis que TF1, Canal Plus, la Cinq et M6 ont été « présélectionnées ».

La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) a ainsi « limité le nombre des joueurs », affirme l'un de ses responsables. Puis, elle a renvoyé la balle sur le terrain, en demandant aux partenaires de ne revenir devant elle qu'une fois les règles du jeu clarifiées par le gouvernement. Télédiffusion de France (TDF), qui gère le dossier satellite, et les grandes chaînes candidates, se retrouvent donc face à face avec les pouvoirs publics — qui s'en seraient pourtant bien passés — comme arbitres.

A deux reprises déjà, le gouvernement avait été contraint de réaffirmer son « attachement » au programme français de télévision directe par satellite. Il avait, à cette occasion, clairement défini les responsabilités de chacun. L'Etat accomplissait son rôle « d'initiateur et d'incitateur » en réglant l'intégrité de la facture — 18 milliard de francs — du satellite TDF 1. « Réserve du pas de tir et assurances comprises », précise-t-on au ministère du budget. Mais le secteur privé devait aussi manifester son intérêt, en assumant la construction et le lancement de TDF 2, l'indispensable satellite de secours.

C'est ce schéma-là, ce partage des risques et des responsabilités entre l'Etat et le privé, qui est aujourd'hui en cause. TDF, chargée de constituer une société commerciale d'exploitation du système satellite

(Tevespace), a en effet fait ses comptes, et juge qu'il convient — pour assurer la rentabilité de l'opération — de réclamer aux futures chaînes locales des canaux de télévision, un loyer annuel de cent vingt millions de francs en moyenne. Une somme importante à laquelle doivent encore s'ajouter une participation au capital de Tevespace de quarante à cinquante millions, une avance remboursable (après huit ans) de cent trente millions de francs ainsi qu'une indemnité de pénalisation, en cas de rupture de contrat, équivalente à quatre ans de loyer !

« C'est bien simple, affirme un candidat, on nous demande de payer la moitié du coût de la construction de TDF 2. Mais nous estimons ne pas avoir à assumer ce risque industriel en plus du pari commercial que l'on exige de nous. » La fin de non-recevoir est formelle, et unanimement partagée par les quatre chaînes françaises intéressées. « Ou bien l'Etat remet au pot six cent millions de francs pour que les tarifs qui nous ont été consentis, soient divisés de moitié, ou bien l'affaire ne se fait pas », lance un autre protagoniste.

Déclaration tactique ? C'est ce qu'espèrent encore certains. « Les négociations n'ont pas commencé », se rassure le PDG de TDF, M. Xavier Gouyou-Beauchamps. Pourtant, l'ensemble des professionnels, tout comme les différents conseillers des cabinets ministériels concernés, pensent que les chances d'aboutir sur ces bases sont faibles. Viroe inexistantes. « Mais qu'on ne s'y méprenne pas, affirme-t-on au ministère du budget, il n'est pas question pour nous de subventionner les opérateurs. » Et l'on rappelle, dans l'entourage de M. Alain Juppé, les termes de l'arbitrage interministériel rendu en février dernier : si les opérateurs refusent les conditions qui leur sont faites, Tevespace ne sera pas constitué, ni le satellite de secours achevé. TDF 1, exploité directement par le secteur public, serait alors mis sur orbite, mais simplement pour un « usage expérimental qui reste limité à définir ». La décision, ajoute-t-on, a été « clairement tranchée en son temps. Il n'est pas question d'y revenir ».

Au budget, comme au ministère de la culture et de la communica-

tion, on est en effet convaincu que le développement des satellites de télévision est entré dans l'ère de l'économie de marché. On est persuadé aussi que si le système TDF 1-TDF 2, déjà subventionné à 50 % par l'Etat, ne trouve pas preneur, c'est qu'il ne répond pas vraiment aux besoins des opérateurs.

Cette vision libérale des choses fait toutefois abstraction d'autres enjeux : politique, industriel et technologique. Politique, parce que le programme TDF 1-TDF 2 est fondé sur un accord franco-allemand qui serait alors remis en cause ; industriel, parce que grâce à la norme D2 Mac Paquet, qui sera celle de TDF 1, les industriels européens pourraient affronter dans de meilleures conditions la concurrence japonaise ; technologique, enfin, parce que seules les capacités d'un satellite « lourd » comme TDF 1 favoriseraient l'évolution de l'image vers la télévision haute définition. Trois considérations qui pèsent lourd pour l'avenir de France. Le gouvernement pourrait-il ne pas en tenir compte ?

PIERRE-ANGEL GAY.

La DGT perd son premier marché Roubaix et Tourcoing choisissent le câble privé

LILLE de notre correspondant

Roubaix-Tourcoing et les villes de l'agglomération (500 000 habitants environ) viennent de décider la création d'un réseau câblé par l'intermédiaire d'une entreprise privée, Région Câble, filiale de la Compagnie générale des eaux (le Monde du 26 février).

Le débat est ouvert depuis quel-ques temps déjà dans la région Nord-Pas-de-Calais : faut-il passer un contrat avec la direction générale des télécommunications (DGT) ou avec Région Câble ? De plus en plus, la balance penche du côté de l'entreprise privée. En tout cas, avec Roubaix-Tourcoing, Région Câble vient de décrocher le plus gros marché de ce genre obtenu par une firme privée et de battre en brèche le monopole de fait de la DGT. Il s'agit en l'occurrence de 120 000 prises qui devraient être installées en quatre années.

Le particulier recevra une vingtaine de chaînes au début pour un prix de raccordement de 300 francs et une redevance mensuelle de 140 francs. Région Câble utilise pour le câblage une technique britannique mariant câble en coaxial et réseau en étoile.

La ville de Lille, quant à elle, et quelques autres cités voisines maintiennent leur accord avec la DGT, en misant sur un câblage en fibre optique. — (Interim.)

La concurrence de Télécom 1

Les malheurs de TDF 1 favorisent les projets concurrents de la Direction générale des télécommunications. Celle-ci démarque activement les chaînes de télévision avec une offre alléchante : six canaux rapidement disponibles et loués entre 20 et 30 millions de francs par an seulement. La DGT dispose en effet de deux satellites sur orbite : Télécom 1 A et 1 B. Le premier transporte des services numériques et une dizaine de programmes en réseau des radios privées. Le second schématisé les images de la Cinq et de M6 vers leurs récepteurs et ceux de la chaîne thématique Canal J vers les réseaux câblés. Trois canaux sont encore disponibles sur ce satellite.

Les images de Télécom 1B peuvent être captées par des paraboles individuelles ou alimentant des antennes collectives d'immeuble. D'où l'idée de la DGT de réunir sur ce satellite un ensemble d'opérateurs de six chaînes — dont deux payantes — pour inciter les téléspectateurs à s'équiper en paraboles.

Pour être commercialisé en toute sécurité, Télécom 1B doit pouvoir compter sur un satellite de secours en cas de panne. Ce sera le cas avant la fin de l'année avec le lancement de Télécom 1C. La DGT a même prévu l'avenir et lance, début 1988, la construction de Télécom 2, un satellite deux fois plus puissant, qui offrira une dizaine de canaux. Reste que le satellite de la DGT est pour le moment d'une puissance bien inférieure à celle de TDF 1 et que sa réception nécessite des antennes de 95 cm de diamètre. Une telle installation coûte aujourd'hui sur le marché quelque 15 000 francs, un prix qui interdirait toute commercialisation grand public. La DGT tente de faire descendre l'antenne au-dessous de 10 000 francs en lançant des commandes massives. Elle a aujourd'hui en main les réponses des fabricants à son appel d'offres du début de l'année et prendra une décision à l'automne. Le temps d'être fixée sur le sort de TDF 1.

J.-F. L.

THEATRE NATIONAL DE LA DANSE ET DE L'IMAGE
Mercredi 15
18h. CARTE BLANCHE AUX IMAGES NOIRES « Mémoires du Jazz » Films de la collection Jo Milgram présentés par le collectionneur.
22h. "GOSPEL AT COLONUS" un oratorio sur le thème d'Edipe à Colone, la tragédie grecque par le Gospel avec 80 choristes et musiciens.
24h. "CINEMA DE MINUIT" "Cabin in the Sky" (Minelli) 1947
CHATEAUVAILLON TOULON 83190 OLLIOULES.
RENNEMENTS RESERVATIONS: TEL: 94 24 11 76

AVIGNON 40 ANS DE FESTIVAL VUS PAR Le Monde
Numéro spécial hors série 22 F

BIG EASY
LE FILM DE MON CINEMA
EN FILM ET EN CASSETTE

مكتبة الامم المتحدة

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-43-57-50) : 19 h 30 : Spectacle de ballets (Raymond) : la Pavane du Maure; Quatre derniers lieder, dir. musicale : André Prester.

SALLE FAVART (42-86-06-11), 19 h 30 : Idéologie, de Mounier.

BEAUBOURG (42-71-12-33), Cinéma-Vidéo, salle garance : se reporter à la rubrique Cinéma/Cinéma-thèque (l'époque, la mode, la morale, la passion); Vidéo-Musique, 16 h : Faldatt, de Verdi; 19 h : Maria Callas, de Guy Ségismund.

Les autres salles

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : Carmen com.

HOTEL LUTETIA, Espace Jean Cocteau (44-44-38-10), 20 h 30, dim. 17 h : Mensonge.

GREVIN (42-46-84-47) (D.L.), 20 h : les Trois Jeanne/Arthur; 21 h 45 : Minuit de loi.

HUCHETTE (43-26-38-99) (D.), 19 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Lapon.

PALAS DES GLACES (46-07-49-93), 21 h : Vingt ans de piano foré.

ROSEAU THEATRE (42-71-30-20), 20 h 30 : Arrêt sur images.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Balles caillottes; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

TH. DU MARAIS (46-06-02-74), 20 h 30 : Nuits édiées.

ZÉBRE (43-57-51-55), 20 h 30 : l'Incrovable et l'Intrigue du général Penelope et de l'Intrigue de l'Intrigue.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-28-35), 22 h 15 : Fou comme Fourcade; 20 h 30 : Le monde du show biz au pays de Star Trek; 22 h : Bouc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-47-15-44), L. 20 h 15 : Arouh = MC2; 21 h 30 : Sauvez les belles femmes; 22 h 30 : Mais que fait la police ? - II. 20 h 15 : les Sacré Mousers; 21 h 30 : Derrière vous... y'a quelqu'un; 22 h 30 : Les bus grillés.

CARTE D'EDGAR (43-20-85-11), L. 20 h 15 : Tiers, voilà deux boudins; 21 h 30 : Manguera d'hommes; 22 h 30 : Ours de secours - II. 20 h 15 : C'est plus show à deux; 21 h 30 : le Chronomètre chateaulous; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CLUB DES POETES (47-05-06-03), 22 h : Hommage à Saint John Perse et Blaise Cendrars.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les chiens sont vaches; 22 h 30 : Nous, on aime.

Le music-hall

AUBER (station RER), 16 h 30 : Extrordinary Student of America.

BATACLAN (43-55-55-56), 21 h 30 : Salut les Stétiens.

LUCERNAIRE (44-44-57-34), 18 h 30 : Fiat toujours.

La danse

MAIRIE DU 9^e ARRONDISSEMENT (42-58-60-56), 21 h : Les ballets historiques du Marais.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : L'accro-tubation.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises; 22 h 30 : Chansons à la carte.

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (42-33-37-71), 21 h : Soul-train; 21 h : B. Sargent, J.-P. Vasseur, M. Cook (Mouart, Haydon).

EXCALIBUR (48-04-74-92), 23 h : P. Brel.

GIBUS (47-00-78-88), 23 h : TTH Story Underground.

MÉCÈNE (42-77-40-23), 22 h 30 : I. Mercad.

MONTANA (45-23-51-41), 22 h 30 : Quartet Stardust.

MONTGOLFIER (40-60-30-30), 22 h : S. Guesni.

PETIT JOURNAL MONTMARTRE (43-21-56-70), relâche.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), relâche.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : G. Ferris Quartet.

TROIS TOILES DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37), 22 h : Gomis.

Les films américains (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) sont réservés aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (47-84-24-24) Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

LUNDI 13 JUILLET

15 h : le Diable dans la ville, de G. Dulac; 17 h : l'Échiquier de la passion, de W. Peeters (v.a.); 19 h : les Furies, de A. Mann (v.a.).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU Salle Georges (42-78-37-29)

LUNDI 13 JUILLET

17 h 30 : L'état des choses, de Wim Wenders; 20 h 30 : Stalker, d'Andrei Tarkovski.

Les exclusivités

ADIEUX LES ANGES (Brit. v.a.) : George V, 9 (45-62-41-46); V.F. : France, 9 (47-70-72-86); Maxiville, 9 (47-70-72-86).

AFTER HOURS (A. v.a.) : Cinoches Saint-Germain, 9 (43-33-10-82).

ALADDIN (A. v.) : Rex, 2 (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ANGEL HEART (*) (A. v.a.) : Gaumont Hallen, 17 (42-97-49-70); Saint-Michel, 9 (43-26-79-17); Ambassade, 9 (43-59-19-08); Bienvenue Montparnasse, 19 (44-44-62-02).

L'APRÈS-MIDI (Fr.-Gr. v.a.) : 14-Juillet Paroisse, 6 (43-26-38-00).

ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE	ÉTRANGER (voir normale)
2 semaines 76 F	2 semaines 145 F
1 mois 150 F	1 mois 261 F
2 mois 260 F	2 mois 482 F
3 mois 354 F	3 mois 687 F

Tarif par avion, nous contacter : tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement Le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, DIX JOURS avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au **Monde** du au

NOM Prénom

Mon adresse de vacances :

N° Rue

Localité Ville

Code postal : Ville

Pays

Ci-joint mon versement F

Pensez à nous signaler vos changements d'adresse dès maintenant (10 jours de délai) en nous indiquant votre numéro d'abonnement ou votre adresse actuelle

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 13 juillet

Les concerts

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 18 h 30 : Ensemble Sereza (Vivaldi, Zelenka, Haendel); 21 h : B. Sargent, J.-P. Vasseur, M. Cook (Mouart, Haydon).

Eglise Saint-Louis des Invalides, 21 h : Concert pour deux trompettes, grand orgue et chœurs (Bach, Handel, Telemann, Vivaldi).

Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 17 h 30 : G. Fumet, J. Galarud (Vivaldi, Adagio du dix-huitième siècle, pour flûte et orgue).

Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : S. Clem-volo.

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (musique de temps de Saint-Louis, musique médiévale).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 17 (45-08-57-57); Impérial, 2 (47-42-72-32); Ambassade, 9 (43-59-19-08); George V, 9 (45-62-41-46); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 17 (45-08-57-57); Impérial, 2 (47-42-72-32); Ambassade, 9 (43-59-19-08); George V, 9 (45-62-41-46); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LE JUPON ROUGE (Fr.) : Gaumont-Hallen, 17 (42-97-49-70); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

MACBETH (Fr. v.a.) : Vendôme, 2 (47-42-72-32).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Elysée-Luxembourg, 9 (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Épi-de-Bois, 9 (43-37-57-71).

MÉLO (Fr.) : Temples, 9 (42-72-94-56).

LA MENAGERIE DE VERRE (A. v.a.) : Lucernaire, 9 (44-44-57-34).

LA MESSE EST FINIE (It. v.a.) : Temples, 9 (42-72-94-56).

MISSION (A. v.) : Châtelet-Victoria, 17 (45-08-94-14); Elysée-Luxembourg, 9 (43-59-36-14); V.F. : Berry, 2 (43-57-51-55).

MON BEL AMOUR, MA DÉCHIRURE (*) (Fr.) : Gaumont-Hallen, 17 (42-97-49-70); Cinoches, 9 (43-33-10-82); Marignan, 9 (43-59-92-82); Paris-Ciné, 10 (43-20-12-06); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Pathe-Clichy, 18* (45-22-46-01); Gambetta, 20* (46-36-10-96).

MON CHER PETIT VILLAGE (Tel. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

MON BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit. v.a.) : Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

NANOU (Fr.-Brit.) : Saint-Germain-Huchette, 9 (46-33-63-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong. v.a.) : Triomphe, 9 (45-62-41-46); Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A. v.a.) : République-Cinéma, 11* (48-05-31-33).

LE NOM DE LA ROSE (Fr. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

PEZ-WEZ : L'ADVENTURE (A. v.a.) : Elysée-Luxembourg, 9 (43-59-36-14).

LA PETITE BOULIQUE DES HORREURS (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); UGC-Océan, 15* (42-25-10-30); UGC-Normandie, 15* (45-63-16-16); Lumière, 9 (42-46-49-07).

PLATOON (*) (A. v.a.) : Parisienne, 17 (42-20-32-20); V.F. et V.F. : George V, 9 (45-62-41-46).

POLICE ACADEMY 4 (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); Marignan, 9 (43-59-92-82); George V, 9 (45-62-41-46); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LA PETITE BOULIQUE DES HORREURS (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); UGC-Océan, 15* (42-25-10-30); UGC-Normandie, 15* (45-63-16-16); Lumière, 9 (42-46-49-07).

PLATOON (*) (A. v.a.) : Parisienne, 17 (42-20-32-20); V.F. et V.F. : George V, 9 (45-62-41-46).

POLICE ACADEMY 4 (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); Marignan, 9 (43-59-92-82); George V, 9 (45-62-41-46); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LA PETITE BOULIQUE DES HORREURS (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); UGC-Océan, 15* (42-25-10-30); UGC-Normandie, 15* (45-63-16-16); Lumière, 9 (42-46-49-07).

PLATOON (*) (A. v.a.) : Parisienne, 17 (42-20-32-20); V.F. et V.F. : George V, 9 (45-62-41-46).

POLICE ACADEMY 4 (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); Marignan, 9 (43-59-92-82); George V, 9 (45-62-41-46); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LA PETITE BOULIQUE DES HORREURS (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); UGC-Océan, 15* (42-25-10-30); UGC-Normandie, 15* (45-63-16-16); Lumière, 9 (42-46-49-07).

PLATOON (*) (A. v.a.) : Parisienne, 17 (42-20-32-20); V.F. et V.F. : George V, 9 (45-62-41-46).

POLICE ACADEMY 4 (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); Marignan, 9 (43-59-92-82); George V, 9 (45-62-41-46); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LA PETITE BOULIQUE DES HORREURS (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); UGC-Océan, 15* (42-25-10-30); UGC-Normandie, 15* (45-63-16-16); Lumière, 9 (42-46-49-07).

PLATOON (*) (A. v.a.) : Parisienne, 17 (42-20-32-20); V.F. et V.F. : George V, 9 (45-62-41-46).

POLICE ACADEMY 4 (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); Marignan, 9 (43-59-92-82); George V, 9 (45-62-41-46); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LA PETITE BOULIQUE DES HORREURS (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); UGC-Océan, 15* (42-25-10-30); UGC-Normandie, 15* (45-63-16-16); Lumière, 9 (42-46-49-07).

PLATOON (*) (A. v.a.) : Parisienne, 17 (42-20-32-20); V.F. et V.F. : George V, 9 (45-62-41-46).

POLICE ACADEMY 4 (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); Marignan, 9 (43-59-92-82); George V, 9 (45-62-41-46); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LA PETITE BOULIQUE DES HORREURS (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); UGC-Océan, 15* (42-25-10-30); UGC-Normandie, 15* (45-63-16-16); Lumière, 9 (42-46-49-07).

PLATOON (*) (A. v.a.) : Parisienne, 17 (42-20-32-20); V.F. et V.F. : George V, 9 (45-62-41-46).

POLICE ACADEMY 4 (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); Marignan, 9 (43-59-92-82); George V, 9 (45-62-41-46); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LA PETITE BOULIQUE DES HORREURS (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); UGC-Océan, 15* (42-25-10-30); UGC-Normandie, 15* (45-63-16-16); Lumière, 9 (42-46-49-07).

PLATOON (*) (A. v.a.) : Parisienne, 17 (42-20-32-20); V.F. et V.F. : George V, 9 (45-62-41-46).

POLICE ACADEMY 4 (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); Marignan, 9 (43-59-92-82); George V, 9 (45-62-41-46); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LA PETITE BOULIQUE DES HORREURS (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); UGC-Océan, 15* (42-25-10-30); UGC-Normandie, 15* (45-63-16-16); Lumière, 9 (42-46-49-07).

RADIO DAYS (A. v.a.) : Gaumont-Hallen, 17 (42-97-49-70); Gaumont-Hallen, 17 (42-97-49-70); Action Rive Gauche, 9 (43-29-44-40); 14-Juillet-Océan, 15* (43-59-92-82); Pagode, 9 (47-05-12-13); Gaumont-Champs-Élysées, 9 (43-59-92-82); 14-Juillet-Bastille, 11* (43-57-90-81); Gaumont-Paroisse, 10* (43-33-30-40); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); V.F. : UGC-Océan, 15* (43-36-22-44).

ROSA LUXEMBOURG (A.L. v.a.) : Cinoches, 9 (46-33-10-82).

LA RUE (*) (A. v.a.) : George V, 9 (45-62-41-46); V.F. : Hollywood-Boulevard, 9 (47-70-10-41); Paris-Ciné, 10* (47-70-21-71).

SABINE KLEIST, 7 ANS (A.L. v.a.) : République-Cinéma, 11* (48-05-31-33).

STAND BY ME (A. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

LA STORIA (It. v.a.) : Latine, 4 (42-78-47-86).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.) : Utopia, 9 (43-26-84-65).

STREET TRASH (*) (A. v.a.) : Forum-Orient-Express, 17 (42-33-42-26); Normandie, 12* (43-36-83-93); UGC-Montparnasse, 6* (45-74-94-94); UGC-Convention, 15* (45-74-94-94).

TANDEM (Fr.) : Forum-Horizon, 17 (45-08-57-57); Impérial, 2 (47-42-72-32); Hautes-Seines, 6* (46-33-79-38); Marignan, 9 (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-59-92-82); Nations, 12* (43-43-04-67); UGC-Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59); Fauvette, 13* (43-31-60-74); Montparnasse-Pathe, 14* (43-20-12-06); Mistral, 14* (43-30-40-40); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Pathe-Clichy, 18* (47-48-06-06); Pathe-Clichy, 18* (47-48-06-06).

THE AMERICAN WAY (A. v.a.) : Gaumont-Hallen, 17 (42-97-49-70); Cinoches, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

THE BIG EASY (A. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

THE BIG EASY (A. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

THE BIG EASY (A. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

THE BIG EASY (A. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

THE BIG EASY (A. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

THE BIG EASY (A. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

THE BIG EASY (A. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44-25-02).

THE BIG EASY (A. v.a.) : Cinoches-Saint-Germain, 9 (43-33-10-82); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15* (43-75-70-82); Bienvenue Montparnasse, 19* (45-44

Justice

A Arcachon

Trois légionnaires du 2^e REP arrêtés après un meurtre

Trois légionnaires — dont l'un est accusé d'avoir tué une personne et d'en avoir grièvement blessé une autre — ont été arrêtés pendant la nuit du samedi 11 au dimanche 12 juillet à Arcachon (Gironde). Les trois hommes, Eric Brunet, vingt-trois ans, né à Argenton-sur-Creuse (Indre), Jésus Delgado, vingt-deux ans, né à Gérone (Espagne), et Patrice Aubert, vingt-deux ans, né au Canada, ont été placés en garde à vue. Ils appartiennent au 2^e REP (régiment étranger de parachutistes) de Calvi (Corse); en permission régulière, ils étaient habillés en civil.

Samedi, vers 23 heures, M. Philippe Seguin, trente ans, originaire de Saintes (Charente-Maritime),

garait sa voiture devant la maison de ses beaux-parents, lorsque l'un des légionnaires, Eric Brunet, armé d'un fusil à pompe, lui a intimé l'ordre de quitter son véhicule. Une discussion se serait alors engagée entre les deux hommes, et le légionnaire a tiré à bout portant sur M. Seguin, qui devait décéder au cours de son transport à l'hôpital. M. Marc Braun, soixante-trois ans, le beau-père de M. Seguin, après avoir entendu le coup de feu, est sorti immédiatement de sa maison. Le légionnaire a de nouveau tiré, le blessant grièvement à l'épaule et à la tête.

Eric Brunet est ensuite monté dans la voiture en compagnie de Jésus Delgado, armé d'un pistolet Beretta, et les deux hommes ont pris la fuite. Les deux militaires ont heurté deux voitures en stationnement, ainsi qu'un autre véhicule dont ils ont menacé les occupants avant de prendre la fuite à pied. C'est le fils du gérant de l'hôtel — où étaient descendus, vendredi après-midi, les trois légionnaires — qui a prévenu le commissariat.

A Fleury-Mérogis

Deux cents détenus manifestent contre leurs conditions de détention

Pendant plus de trois heures en début de soirée, le dimanche 12 juillet, quelque deux cents détenus de la maison d'arrêt du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne) ont refusé de regagner leurs cellules pour protester contre leurs conditions de détention dues à la surpopulation pénale. Leur mouvement a pris fin après que deux d'entre elles ont été reçues par la direction, sans que les gardiens aient eu à intervenir. Elles estiment qu'elles sont « entassées », à près de cinq cents dans des installations prévues pour seulement deux cent quarante détenus.

Des travaux d'extension de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis avaient été prévus pour l'exercice 1987, mais ils ont été abandonnés, amenant le directeur du centre, M. Dominique Fétrot, à réagir auprès du garde des sceaux, au début du mois de juillet, dans des termes jugés inacceptables par la chancellerie (le Monde du 10 juillet).

CARNET DU Monde

Décès

— M^{me} Jean-Pierre Le Roux, son épouse, Sophie et Robert Le Roux, ses enfants, M^{me} Robert Le Roux, sa mère, M. Henri Debord, son père, M^{me} Nicole Le Roux, sa sœur, et sa famille ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre LE ROUX,

survenu subitement dans sa quarante-huitième année, le vendredi 10 juillet 1987.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Champs, boulevard du Montparnasse, Paris-6.

« L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Montparnasse (L'et-Garance) ».

85, boulevard Pasteur, 75015 Paris.

— M. Charles Péré, M. et M^{me} R. Péré et leurs enfants, M. et M^{me} L. Gascioni, Les familles Balladur, Debarge, Delmas, Solari, Vincent, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} François PÉRE, née Theodora Raetz,

survenue à Saint-Cloud, le 8 juillet 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, en l'église Saint-Clément, le 10 juillet.

Anniversaires

— Le 13 juillet 1987,

Guita, Marianne, Claudemille, soulèvent à

Serge (Satorator) VORMES,

de lire le Monde encore soixante ans.

« Tous les honneurs n'ont pas à être posthumes. »

— Il y a dix ans, le 14 juillet 1977

Maurice FEFER

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

93260 Les Lilas.

— Pour le cinquantième anniversaire du décès de

M. Félix NAGGAR,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

Ministère de la défense

Sont élevés à la dignité de grand officier :

MM. Jean Combette, général de corps d'armée; Jacques Guichard, général de corps d'armée; Fanny Houdier, général d'armée; François Magas, général de corps d'armée; Bernard Lonzan, amiral; Jean-Pierre Thomas, médecin général inspecteur.

Sont promus commandeurs :

MM. Guy Boileau; René Gambin; Lucien Bénéfice; Joseph Bruffaut; Henri de Broca; Léon Desail; Bertrand Dupont de Dinechin; Guy Genoux; Bernard Le Lièvre de la Morinière; André Druon; Rémi Delpit; Dominique Deschamps; André Durand.

MM. Philippe de Gorgez; Bernard Joz; Jean Luridan; Robert Mognia; Bernard Raynaud; Guy Vézio; Pierre Latze; Paul Chantelot; Jean Joselin de Noray; Serge Foscat; Emile Salsolas; Paul Belfort; Antoine Dumas; Michel Fleurence; Claude Gaudier; Louis Iribarne; Jean-Claude Lebrun; Jean Parize; Jacques Richard de Souillac; Jean Simonnet; Jean Thierry; Jacques Pallard; Germain Dupuy; Jean Bourgois; Pierre Chevalier; Victor Maréchal; Jean Sandeau; Michel Wéber.

Sont promus officiers :

MM. Jacques Renouard; Jean Roqueplo; Francis Beaupied; Jean Devaux; Alain Lejay; Jean Péro; Albert Raut; Armand Jaurin; Jacques Aulagne; François Brandeau; Michel Cribier; Jean Etienne; Paul Ferrera; Maurice Jammot; Pierre Lemée; Robert Mathy; Louis Pfister; Bernard Pion; Philippe Rullier; Jean Bassères; Jean-Louis; Henri Buthy; Jean Burtin; Jean Carboneau; Michel Guavallé; Claude Chabreau; Roland Chavet; Michel Couture; Jacques Fréchet; Hubert Javelot; Claude Leblanc; Claude Legal; Jacques Leroy; Edouard Létay; Pierre de Percein; Northumberland; Max Robert; Michel Sevrin; Pierre Sorba; Jean Teyssier; Jean Vaujour; Robert Lefèvre; Bernard Minot; Yves Simon; Claude Toulmon.

MM. Claude Adam; André Aroussau; Gérard Beroux; Robert Batou; Jean Baudouin; Henri Berthault; Claude de Bischoff; Georges Bontoux; Pierre Bourge; Jean Brodeur; Joseph Canal; Robert Cervera; Pierre Chabreau; Pierre Chappuis; Michel Champagnot; Pierre Chapeau; Jean Charrier; Guy Chêne; Jean Chevalier-Ruffign; Jean Chiaroni; Claude Clogesou; Jean Costa; Michel Cottereau; Jacques Coussin; Gérard Debes; René Dore; Didier Desplaces; Roger Jacques Doucet; Henri Dubois; Philippe Ferrand; Michel Flye Sainte-Marie; Guy Fromont; Jean-Pierre Gabbigan; Paul Gaudin; Alain Geoffroy; Hervé Girard-Charyer; Alfred Girard; Xavier Gouard.

MM. Jean Gizi; Gilbert Grégoire; Dominique Guillard; Christian Guizonier; René Guyot; Alain Herzy; Armand Imbert de Balore; Georges Imbert de Balore; Alain Jouffré; René Jourdan; Alain Judé de Lavière; Michel Lafitte; Philippe Lainé; Joseph Magne; Gilles Maillard; Claude Mariot; Pierre Marquette; Etienne Maurel; Bernard Messant; Jean Millet; Jean Nabere; Raymond Noulet; Jacques Oul; Hilarion Oul; Jean Paul; Jean-Pierre Pénichoux; Jacques Petit; Jean Pissat; Jean-François Pintaux; Marie Planche; Georges Poullin; Claude Prouy; Gilbert Raffert; Pierre Rolat; Christian Koudellat; Jacques Roussier; Jean-François Saddy; Eric Soussan.

MM. Michel Spindler; Jean Talscher; Michel Tartarin; Salvador Torres; François Toussaint; Gaston Valenti; Robert Valère; Jérôme Vella; Gilbert Verpeux; Philippe Verrier; Christian Villaret; Henri Volpert; Richard Noulon; Jacques de Beodellière; Pierre Ghemel; Jean Coliot; Hervé Lalé; Acacia Légoz; Jean Petit; André Davy; François Girard; Jacques Leclercq; Jean Marand; Marcel Morlet; Bruno Delort-Laval; Charles-Henri Mechet; François Diverres; Jean-Jacques Adam; Norbert Bon-

Légion d'honneur

Sont élevés à la dignité de grand officier :

MM. Claude Molard; Jean Poullet; Jean-Pierre Robillard; Serge Rasel; Georges Bonny; Jacques Flori; Georges Mercier; Elie Verdier; Alain Hervé; Georges Chaigneau; Michel Comas; Jacques Courdave; Jean-Pierre Cédac; Pierre Defosse; Claude Jost; Claude Rosello; Roger Salidre; Paul Anais; Roger Miclotte; Pierre Souque; Louis André; Jean Marion; Bernard Puyet; Jean Timbal; Claude Vaillant; Claude Barrois; Jean Carrière; Philippe Cavani; Alain Chippaux.

MM. Jean David; Claude Doléans; Jean Dauterive; Jacques Favier; Henri Gouillon; Paul Gratton; Henri Gresson; Gerald Hinguer; Gérard Leguy; Bernard Le Quellec; Pierre Manent; François Manoni; Jean Molinié; Gérard Perrault; Daniel Rignault; Michel Salga; Jean Salva; Jean Seligman; Théobald; Jean Seignat; Guy Palfin; Jean-Marie Schmit; Maurice Durand; Jean Beaudouin; Jean Boisson; Gilbert Bonn; François-Xavier Bence; François Chavalier; Michel Deforges; Philippe Griffon; Paul Julien; Philippe Le Roy; Jean Malard.

MM. Bernard Pillat; René Raymond; Pierre Barnaud.

Sont nommés chevaliers :

Serge Cuquel; Xavier de Béry; Francis Chompt; Pierre Arnaud; Robert Auger; Yves Barde; Michel Barre; Eric Baustert; André Bégue; Paul Bonnet; Jean Boyer; Eugène Boudin; Augustin Danjou; Gérard Decomp; Michel Delavaud; René Edet; Paul Eschott; Jean Foulhaud; Daniel Gaulon; Michel Gégout; Michel Gloriot; Guy Gombert; Henri Guéganton; François Guérin; Francis Jeaniaux; Gérard Josseland; Charles Klein; Pierre Lapeyronie; Raoul Leguin; Robert Lucioni; Maurice Magnin; Gilbert Munsch; Michel Nicol; Jean-Claude Pannequin.

MM. Jean Perrotet; Yves Prat; Pierre Puybaset; Georges Rigal; Claude Rouquet; Robert Scholtz; Jean-Pierre Soulier; Jean-Pierre Viellard; Hubert Charles; Luc Morel; Pierre Poelle; Jean Seigier; André Cantat; Marc Allamand; Michel Alzinger; Guy Aniel; Yves Arnaud; Jacques Attal; Georges Asphelle; Jean-Baptiste; Daniel Laroux; Olivier Azab de Vergeron; André Bach; Mohammed Bacha; Tugdual Beheze de Lanlay; Xavier Barbra de Labellotière de Boissac; François Baud; Zoubir Benamir; Bernard Baud; Patrice Bera; Michel Bernot.

MM. Michel Bignand; Jean-Pierre Billaut; Jacques Bistort; Patrick Bonamy; Jean Bonze; Paul Bonnet; René Bordone; Djordj Boubert; Philippe Boulmier; Alain Bourgeois; Béatrice Bourgeois; Roger Brial; Serge Calonne; Claude Capelli; Pierre Cassagnet; Denis Cellier; François Chalmel; Jean-Louis Chasse; Jacques Chantreaux; Jean-Baptiste Chantreaux; Gérard Chassot; Philippe Chastanod; Jean-Marie Chavrie; Jean Colas; Jean Colin; René Combet; Henri Coquant; Bernard Coquebelle; Philippe Cosmao-Dumanoir; Jean-Claude Coste; Gérard Coulon; Jacques Couler; Jean Coquerel; Henri Couguez; Goutran Dahenne; Pierre Danès; Christian Delanghe; Guy Delarive; Christian Dolme.

MM. Jean Demangel; Eric Degreys du Loit; Gérard Desroches; Michel Donadieu; Michel Georges; Gérard Drouillet; Daniel Dubois; Ronald Dubos; Jean Dudo; Roger Dujardin; Michel Eckert; Hubert Emery; Bernard Fayard; Frédéric Foddehou; Luc Fernandez; Patrick Ferrat; Lucien Ferrat; Jacques Filard; Henri de Frotard-Broussin; Gustave Frangier; Gilbert Gagnepau; Serge Galmoneau; Philippe Garcia; Robert Garricou; Jacques Gatin; François Gaubert; Bernard Gavaud; Roger Gouelle; Léopold Goussé; Michel Georges; Patrick Goussé; Charles Grippon; Claude Grippon; Jacques Gode; Alain Goussé; Philippe Goussé; Gabriel Goussé; MM. René Grosso; Henri Grinfelder; Jean-Pierre Guéguen; Benoît Guiffroy; Robert Guyot; Jean Halbert; Laurent Halperin; Robert Helberg; Claude Hirtz; Jean Hohwald; Jean Humbert; Jean Jacquot; Bernard Jacquin; Patrick Japiot; Daniel Jolivet; Joseph Jort; Lionel Jounil; Jean-Louis Jourdan de Mulzon; Joseph Kérives; Christian Lacroix; Georges Ladevize; Jean-Claude Laffourcade; Marcel Lambert; Jacques Larchet; Jean Landet; Pierre Laurent; Bernard Lavigne; Bernard Lebon; René Leestmans; Bernard Lefebvre; Daniel Le Floch; Yvan Le Goff; Roger Le Hir; Pierre Le Lam; François Le Mesre de Pas; Arnaud Le Port; Marcel Le Strat.

Légion d'honneur

Sont élevés à la dignité de grand officier :

MM. Claude Molard; Jean Poullet; Jean-Pierre Robillard; Serge Rasel; Georges Bonny; Jacques Flori; Georges Mercier; Elie Verdier; Alain Hervé; Georges Chaigneau; Michel Comas; Jacques Courdave; Jean-Pierre Cédac; Pierre Defosse; Claude Jost; Claude Rosello; Roger Salidre; Paul Anais; Roger Miclotte; Pierre Souque; Louis André; Jean Marion; Bernard Puyet; Jean Timbal; Claude Vaillant; Claude Barrois; Jean Carrière; Philippe Cavani; Alain Chippaux.

MM. Jean David; Claude Doléans; Jean Dauterive; Jacques Favier; Henri Gouillon; Paul Gratton; Henri Gresson; Gerald Hinguer; Gérard Leguy; Bernard Le Quellec; Pierre Manent; François Manoni; Jean Molinié; Gérard Perrault; Daniel Rignault; Michel Salga; Jean Salva; Jean Seligman; Théobald; Jean Seignat; Guy Palfin; Jean-Marie Schmit; Maurice Durand; Jean Beaudouin; Jean Boisson; Gilbert Bonn; François-Xavier Bence; François Chavalier; Michel Deforges; Philippe Griffon; Paul Julien; Philippe Le Roy; Jean Malard.

MM. Bernard Pillat; René Raymond; Pierre Barnaud.

Sont nommés chevaliers :

Serge Cuquel; Xavier de Béry; Francis Chompt; Pierre Arnaud; Robert Auger; Yves Barde; Michel Barre; Eric Baustert; André Bégue; Paul Bonnet; Jean Boyer; Eugène Boudin; Augustin Danjou; Gérard Decomp; Michel Delavaud; René Edet; Paul Eschott; Jean Foulhaud; Daniel Gaulon; Michel Gégout; Michel Gloriot; Guy Gombert; Henri Guéganton; François Guérin; Francis Jeaniaux; Gérard Josseland; Charles Klein; Pierre Lapeyronie; Raoul Leguin; Robert Lucioni; Maurice Magnin; Gilbert Munsch; Michel Nicol; Jean-Claude Pannequin.

MM. Jean Perrotet; Yves Prat; Pierre Puybaset; Georges Rigal; Claude Rouquet; Robert Scholtz; Jean-Pierre Soulier; Jean-Pierre Viellard; Hubert Charles; Luc Morel; Pierre Poelle; Jean Seigier; André Cantat; Marc Allamand; Michel Alzinger; Guy Aniel; Yves Arnaud; Jacques Attal; Georges Asphelle; Jean-Baptiste; Daniel Laroux; Olivier Azab de Vergeron; André Bach; Mohammed Bacha; Tugdual Beheze de Lanlay; Xavier Barbra de Labellotière de Boissac; François Baud; Zoubir Benamir; Bernard Baud; Patrice Bera; Michel Bernot.

MM. Michel Bignand; Jean-Pierre Billaut; Jacques Bistort; Patrick Bonamy; Jean Bonze; Paul Bonnet; René Bordone; Djordj Boubert; Philippe Boulmier; Alain Bourgeois; Béatrice Bourgeois; Roger Brial; Serge Calonne; Claude Capelli; Pierre Cassagnet; Denis Cellier; François Chalmel; Jean-Louis Chasse; Jacques Chantreaux; Jean-Baptiste Chantreaux; Gérard Chassot; Philippe Chastanod; Jean-Marie Chavrie; Jean Colas; Jean Colin; René Combet; Henri Coquant; Bernard Coquebelle; Philippe Cosmao-Dumanoir; Jean-Claude Coste; Gérard Coulon; Jacques Couler; Jean Coquerel; Henri Couguez; Goutran Dahenne; Pierre Danès; Christian Delanghe; Guy Delarive; Christian Dolme.

MM. Jean Demangel; Eric Degreys du Loit; Gérard Desroches; Michel Donadieu; Michel Georges; Gérard Drouillet; Daniel Dubois; Ronald Dubos; Jean Dudo; Roger Dujardin; Michel Eckert; Hubert Emery; Bernard Fayard; Frédéric Foddehou; Luc Fernandez; Patrick Ferrat; Lucien Ferrat; Jacques Filard; Henri de Frotard-Broussin; Gustave Frangier; Gilbert Gagnepau; Serge Galmoneau; Philippe Garcia; Robert Garricou; Jacques Gatin; François Gaubert; Bernard Gavaud; Roger Gouelle; Léopold Goussé; Michel Georges; Patrick Goussé; Charles Grippon; Claude Grippon; Jacques Gode; Alain Goussé; Philippe Goussé; Gabriel Goussé; MM. René Grosso; Henri Grinfelder; Jean-Pierre Guéguen; Benoît Guiffroy; Robert Guyot; Jean Halbert; Laurent Halperin; Robert Helberg; Claude Hirtz; Jean Hohwald; Jean Humbert; Jean Jacquot; Bernard Jacquin; Patrick Japiot; Daniel Jolivet; Joseph Jort; Lionel Jounil; Jean-Louis Jourdan de Mulzon; Joseph Kérives; Christian Lacroix; Georges Ladevize; Jean-Claude Laffourcade; Marcel Lambert; Jacques Larchet; Jean Landet; Pierre Laurent; Bernard Lavigne; Bernard Lebon; René Leestmans; Bernard Lefebvre; Daniel Le Floch; Yvan Le Goff; Roger Le Hir; Pierre Le Lam; François Le Mesre de Pas; Arnaud Le Port; Marcel Le Strat.

Légion d'honneur

Sont élevés à la dignité de grand officier :

MM. Claude Molard; Jean Poullet; Jean-Pierre Robillard; Serge Rasel; Georges Bonny; Jacques Flori; Georges Mercier; Elie Verdier; Alain Hervé; Georges Chaigneau; Michel Comas; Jacques Courdave; Jean-Pierre Cédac; Pierre Defosse; Claude Jost; Claude Rosello; Roger Salidre; Paul Anais; Roger Miclotte; Pierre Souque; Louis André; Jean Marion; Bernard Puyet; Jean Timbal; Claude Vaillant; Claude Barrois; Jean Carrière; Philippe Cavani; Alain Chippaux.

MM. Jean David; Claude Doléans; Jean Dauterive; Jacques Favier; Henri Gouillon; Paul Gratton; Henri Gresson; Gerald Hinguer; Gérard Leguy; Bernard Le Quellec; Pierre Manent; François Manoni; Jean Molinié; Gérard Perrault; Daniel Rignault; Michel Salga; Jean Salva; Jean Seligman; Théobald; Jean Seignat; Guy Palfin; Jean-Marie Schmit; Maurice Durand; Jean Beaudouin; Jean Boisson; Gilbert Bonn; François-Xavier Bence; François Chavalier; Michel Deforges; Philippe Griffon; Paul Julien; Philippe Le Roy; Jean Malard.

MM. Bernard Pillat; René Raymond; Pierre Barnaud.

Sont nommés chevaliers :

Serge Cuquel; Xavier de Béry; Francis Chompt; Pierre Arnaud; Robert Auger; Yves Barde; Michel Barre; Eric Baustert; André Bégue; Paul Bonnet; Jean Boyer; Eugène Boudin; Augustin Danjou; Gérard Decomp; Michel Delavaud; René Edet; Paul Eschott; Jean Foulhaud; Daniel Gaulon; Michel Gégout; Michel Gloriot; Guy Gombert; Henri Guéganton; François Guérin; Francis Jeaniaux; Gérard Josseland; Charles Klein; Pierre Lapeyronie; Raoul Leguin; Robert Lucioni; Maurice Magnin; Gilbert Munsch; Michel Nicol; Jean-Claude Pannequin.

MM. Jean Perrotet; Yves Prat; Pierre Puybaset; Georges Rigal; Claude Rouquet; Robert Scholtz; Jean-Pierre Soulier; Jean-Pierre Viellard; Hubert Charles; Luc Morel; Pierre Poelle; Jean Seigier; André Cantat; Marc Allamand; Michel Alzinger; Guy Aniel; Yves Arnaud; Jacques Attal; Georges Asphelle; Jean-Baptiste; Daniel Laroux; Olivier Azab de Vergeron; André Bach; Mohammed Bacha; Tugdual Beheze de Lanlay; Xavier Barbra de Labellotière de Boissac; François Baud; Zoubir Benamir; Bernard Baud; Patrice Bera; Michel Bernot.

MM. Michel Bignand; Jean-Pierre Billaut; Jacques Bistort; Patrick Bonamy; Jean Bonze; Paul Bonnet; René Bordone; Djordj Boubert; Philippe Boulmier; Alain Bourgeois; Béatrice Bourgeois; Roger Brial; Serge Calonne; Claude Capelli; Pierre Cassagnet; Denis Cellier; François Chalmel; Jean-Louis Chasse; Jacques Chantreaux; Jean-Baptiste Chantreaux; Gérard Chassot; Philippe Chastanod; Jean-Marie Chavrie; Jean Colas; Jean Colin; René Combet; Henri Coquant; Bernard Coquebelle; Philippe Cosmao-Dumanoir; Jean-Claude Coste; Gérard Coulon; Jacques Couler; Jean Coquerel; Henri Couguez; Goutran Dahenne; Pierre Danès; Christian Delanghe; Guy Delarive; Christian Dolme.

MM. Jean Demangel; Eric Degreys du Loit; Gérard Desroches; Michel Donadieu; Michel Georges; Gérard Drouillet; Daniel Dubois; Ronald Dubos; Jean Dudo; Roger Dujardin; Michel Eckert; Hubert Emery; Bernard Fayard; Frédéric Foddehou; Luc Fernandez; Patrick Ferrat; Lucien Ferrat; Jacques Filard; Henri de Frotard-Broussin; Gustave Frangier; Gilbert Gagnepau; Serge Galmoneau; Philippe Garcia; Robert Garricou; Jacques Gatin; François Gaubert; Bernard Gavaud; Roger Gouelle; Léopold Goussé; Michel Georges; Patrick Goussé; Charles Grippon; Claude Grippon; Jacques Gode; Alain Goussé; Philippe Goussé; Gabriel Goussé; MM. René Grosso; Henri Grinfelder; Jean-Pierre Guéguen; Benoît Guiffroy; Robert Guyot; Jean Halbert; Laurent Halperin; Robert Helberg; Claude Hirtz; Jean Hohwald; Jean Humbert; Jean Jacquot; Bernard Jacquin; Patrick Japiot; Daniel Jolivet; Joseph Jort; Lionel Jounil; Jean-Louis Jourdan de Mulzon; Joseph Kérives; Christian Lacroix; Georges Ladevize; Jean-Claude Laffourcade; Marcel Lambert; Jacques Larchet; Jean Landet; Pierre Laurent; Bernard Lavigne; Bernard Lebon; René Leestmans; Bernard Lefebvre; Daniel Le Floch; Yvan Le Goff; Roger Le Hir; Pierre Le Lam; François Le Mesre de Pas; Arnaud Le Port; Marcel Le Strat.

Directeur con

PA

INGÉNIEUR DÉBUTANT

AGENCE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR

AGÉNIEUR DÉBUTANT

Adjoint à
secrétaire gé

Le Monde
CADRES

Directeur commercial

Biens d'équipement grand public

500.000 F

Ce groupe de grande notoriété recherche pour Paris un directeur commercial susceptible de diriger un réseau représentant plus de 500 millions de francs de chiffre d'affaires et rompu à l'ensemble des fonctions marketing - ventes - communication - gestion - SAV. De formation supérieure, il posséderait couramment l'anglais et possède une expérience similaire dans les biens de consommation durables. Stricte confidentialité. Ecrire en précisant la référence A/2857M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92581 NEUILLY Cedex - Tél. 47.41.10.40
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouseeuropcar
location de voitures

Oui, je peux.

Responsable grands
comptes internationaux

De 30 à 35 ans, formation supérieure, vous êtes parfaitement trilingue anglais, français, allemand. Vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans de négociation au plus haut niveau dans la vente de services de préférence.

Séjour : Boulogne sur Seine, 50 % de déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo) à la D.R.H. d'EUROPCAR INTERNATIONAL, 65 av. E. Vaillant, 92100 Boulogne.

Dans 72 pays et plus de 800 stations EUROPCAR répond « OUI, JE PEUX » à tous ceux qui veulent profiter pleinement de la liberté que donne la location de voitures.

L'IMMOBILIER

appartements
ventes1^{er} arrdt

M^{me} LOUVRE
3^e ét., rue, cour, calme, soleil.
BEAU 2 P., 45 m².
REPART NEUF, CARACTÈRE
Présentation de qualité.
Direct. p. 42-38-12-83.

PALAIS-ROYAL
1^{er} ét., 45 m² + 2 chbres, cuis.,
bains, w.c., à rénover, 1^{er} ét.,
1680 000 F. M. 42-34-43-87.

2^e arrdt

M^{me} Réaumur, superbe 60 m²
entièrement équipé, décoration,
architecture d'intérieur convien-
drait notamment à collaborateur,
couple ou pied-à-terre.
Prix 810.000 F. 42-36-79-08.

Paris 2^e arrdt, métro Réaumur,
pl. d'art, apt d'except., 100 m²,
1^{er} ét., 4^e ét., 1^{er} étage, 1^{er} étage.
1680 000 F. 42-32-13-84.

4^e arrdt

4^e PLACE VOSGES
1^{er} ét., 3 p., cuis., 1^{er} étage,
terrasse, verdure. 42-38-17-38.

CONTINU PL. VOSGES
115 m², 3 p., sur grande cour
de 500 m², 1^{er} ét., 1^{er} étage.
Tél. : 48-33-37-78.

HOTEL-DE-VILLE
GD STUDIO TT COMFORT
IMMEUBLE STANDING
CIGI 45-48-72-36.

CEUR MARAIS
part. d'art, gd 3 pces, cuis.,
bns, 2 w.c., soleil.
CIGI 45-48-72-36.

CITÉ RUE NOTRE-DAME
Superbe 85 m², 3 pces, cuisine,
cuis., 1.720.000 F. 45-44-98-07.

SÉLECTION DOLÉAC
NOTRE-DAME
178 m² HAUT DE GAMME
DÉCORATION 1930 pers.,
1^{er} ét., 2^e ét., 3^e ét., 4^e ét.,
5^e ét., 6^e ét., 7^e ét., 8^e ét.,
9^e ét., 10^e ét., 11^e ét., 12^e ét.,
13^e ét., 14^e ét., 15^e ét., 16^e ét.,
17^e ét., 18^e ét., 19^e ét., 20^e ét.,
21^e ét., 22^e ét., 23^e ét., 24^e ét.,
25^e ét., 26^e ét., 27^e ét., 28^e ét.,
29^e ét., 30^e ét., 31^e ét., 32^e ét.,
33^e ét., 34^e ét., 35^e ét., 36^e ét.,
37^e ét., 38^e ét., 39^e ét., 40^e ét.,
41^e ét., 42^e ét., 43^e ét., 44^e ét.,
45^e ét., 46^e ét., 47^e ét., 48^e ét.,
49^e ét., 50^e ét., 51^e ét., 52^e ét.,
53^e ét., 54^e ét., 55^e ét., 56^e ét.,
57^e ét., 58^e ét., 59^e ét., 60^e ét.,
61^e ét., 62^e ét., 63^e ét., 64^e ét.,
65^e ét., 66^e ét., 67^e ét., 68^e ét.,
69^e ét., 70^e ét., 71^e ét., 72^e ét.,
73^e ét., 74^e ét., 75^e ét., 76^e ét.,
77^e ét., 78^e ét., 79^e ét., 80^e ét.,
81^e ét., 82^e ét., 83^e ét., 84^e ét.,
85^e ét., 86^e ét., 87^e ét., 88^e ét.,
89^e ét., 90^e ét., 91^e ét., 92^e ét.,
93^e ét., 94^e ét., 95^e ét., 96^e ét.,
97^e ét., 98^e ét., 99^e ét., 100^e ét.,
101^e ét., 102^e ét., 103^e ét., 104^e ét.,
105^e ét., 106^e ét., 107^e ét., 108^e ét.,
109^e ét., 110^e ét., 111^e ét., 112^e ét.,
113^e ét., 114^e ét., 115^e ét., 116^e ét.,
117^e ét., 118^e ét., 119^e ét., 120^e ét.,
121^e ét., 122^e ét., 123^e ét., 124^e ét.,
125^e ét., 126^e ét., 127^e ét., 128^e ét.,
129^e ét., 130^e ét., 131^e ét., 132^e ét.,
133^e ét., 134^e ét., 135^e ét., 136^e ét.,
137^e ét., 138^e ét., 139^e ét., 140^e ét.,
141^e ét., 142^e ét., 143^e ét., 144^e ét.,
145^e ét., 146^e ét., 147^e ét., 148^e ét.,
149^e ét., 150^e ét., 151^e ét., 152^e ét.,
153^e ét., 154^e ét., 155^e ét., 156^e ét.,
157^e ét., 158^e ét., 159^e ét., 160^e ét.,
161^e ét., 162^e ét., 163^e ét., 164^e ét.,
165^e ét., 166^e ét., 167^e ét., 168^e ét.,
169^e ét., 170^e ét., 171^e ét., 172^e ét.,
173^e ét., 174^e ét., 175^e ét., 176^e ét.,
177^e ét., 178^e ét., 179^e ét., 180^e ét.,
181^e ét., 182^e ét., 183^e ét., 184^e ét.,
185^e ét., 186^e ét., 187^e ét., 188^e ét.,
189^e ét., 190^e ét., 191^e ét., 192^e ét.,
193^e ét., 194^e ét., 195^e ét., 196^e ét.,
197^e ét., 198^e ét., 199^e ét., 200^e ét.,
201^e ét., 202^e ét., 203^e ét., 204^e ét.,
205^e ét., 206^e ét., 207^e ét., 208^e ét.,
209^e ét., 210^e ét., 211^e ét., 212^e ét.,
213^e ét., 214^e ét., 215^e ét., 216^e ét.,
217^e ét., 218^e ét., 219^e ét., 220^e ét.,
221^e ét., 222^e ét., 223^e ét., 224^e ét.,
225^e ét., 226^e ét., 227^e ét., 228^e ét.,
229^e ét., 230^e ét., 231^e ét., 232^e ét.,
233^e ét., 234^e ét., 235^e ét., 236^e ét.,
237^e ét., 238^e ét., 239^e ét., 240^e ét.,
241^e ét., 242^e ét., 243^e ét., 244^e ét.,
245^e ét., 246^e ét., 247^e ét., 248^e ét.,
249^e ét., 250^e ét., 251^e ét., 252^e ét.,
253^e ét., 254^e ét., 255^e ét., 256^e ét.,
257^e ét., 258^e ét., 259^e ét., 260^e ét.,
261^e ét., 262^e ét., 263^e ét., 264^e ét.,
265^e ét., 266^e ét., 267^e ét., 268^e ét.,
269^e ét., 270^e ét., 271^e ét., 272^e ét.,
273^e ét., 274^e ét., 275^e ét., 276^e ét.,
277^e ét., 278^e ét., 279^e ét., 280^e ét.,
281^e ét., 282^e ét., 283^e ét., 284^e ét.,
285^e ét., 286^e ét., 287^e ét., 288^e ét.,
289^e ét., 290^e ét., 291^e ét., 292^e ét.,
293^e ét., 294^e ét., 295^e ét., 296^e ét.,
297^e ét., 298^e ét., 299^e ét., 300^e ét.,
301^e ét., 302^e ét., 303^e ét., 304^e ét.,
305^e ét., 306^e ét., 307^e ét., 308^e ét.,
309^e ét., 310^e ét., 311^e ét., 312^e ét.,
313^e ét., 314^e ét., 315^e ét., 316^e ét.,
317^e ét., 318^e ét., 319^e ét., 320^e ét.,
321^e ét., 322^e ét., 323^e ét., 324^e ét.,
325^e ét., 326^e ét., 327^e ét., 328^e ét.,
329^e ét., 330^e ét., 331^e ét., 332^e ét.,
333^e ét., 334^e ét., 335^e ét., 336^e ét.,
337^e ét., 338^e ét., 339^e ét., 340^e ét.,
341^e ét., 342^e ét., 343^e ét., 344^e ét.,
345^e ét., 346^e ét., 347^e ét., 348^e ét.,
349^e ét., 350^e ét., 351^e ét., 352^e ét.,
353^e ét., 354^e ét., 355^e ét., 356^e ét.,
357^e ét., 358^e ét., 359^e ét., 360^e ét.,
361^e ét., 362^e ét., 363^e ét., 364^e ét.,
365^e ét., 366^e ét., 367^e ét., 368^e ét.,
369^e ét., 370^e ét., 371^e ét., 372^e ét.,
373^e ét., 374^e ét., 375^e ét., 376^e ét.,
377^e ét., 378^e ét., 379^e ét., 380^e ét.,
381^e ét., 382^e ét., 383^e ét., 384^e ét.,
385^e ét., 386^e ét., 387^e ét., 388^e ét.,
389^e ét., 390^e ét., 391^e ét., 392^e ét.,
393^e ét., 394^e ét., 395^e ét., 396^e ét.,
397^e ét., 398^e ét., 399^e ét., 400^e ét.,
401^e ét., 402^e ét., 403^e ét., 404^e ét.,
405^e ét., 406^e ét., 407^e ét., 408^e ét.,
409^e ét., 410^e ét., 411^e ét., 412^e ét.,
413^e ét., 414^e ét., 415^e ét., 416^e ét.,
417^e ét., 418^e ét., 419^e ét., 420^e ét.,
421^e ét., 422^e ét., 423^e ét., 424^e ét.,
425^e ét., 426^e ét., 427^e ét., 428^e ét.,
429^e ét., 430^e ét., 431^e ét., 432^e ét.,
433^e ét., 434^e ét., 435^e ét., 436^e ét.,
437^e ét., 438^e ét., 439^e ét., 440^e ét.,
441^e ét., 442^e ét., 443^e ét., 444^e ét.,
445^e ét., 446^e ét., 447^e ét., 448^e ét.,
449^e ét., 450^e ét., 451^e ét., 452^e ét.,
453^e ét., 454^e ét., 455^e ét., 456^e ét.,
457^e ét., 458^e ét., 459^e ét., 460^e ét.,
461^e ét., 462^e ét., 463^e ét., 464^e ét.,
465^e ét., 466^e ét., 467^e ét., 468^e ét.,
469^e ét., 470^e ét., 471^e ét., 472^e ét.,
473^e ét., 474^e ét., 475^e ét., 476^e ét.,
477^e ét., 478^e ét., 479^e ét., 480^e ét.,
481^e ét., 482^e ét., 483^e ét., 484^e ét.,
485^e ét., 486^e ét., 487^e ét., 488^e ét.,
489^e ét., 490^e ét., 491^e ét., 492^e ét.,
493^e ét., 494^e ét., 495^e ét., 496^e ét.,
497^e ét., 498^e ét., 499^e ét., 500^e ét.,
501^e ét., 502^e ét., 503^e ét., 504^e ét.,
505^e ét., 506^e ét., 507^e ét., 508^e ét.,
509^e ét., 510^e ét., 511^e ét., 512^e ét.,
513^e ét., 514^e ét., 515^e ét., 516^e ét.,
517^e ét., 518^e ét., 519^e ét., 520^e ét.,
521^e ét., 522^e ét., 523^e ét., 524^e ét.,
525^e ét., 526^e ét., 527^e ét., 528^e ét.,
529^e ét., 530^e ét., 531^e ét., 532^e ét.,
533^e ét., 534^e ét., 535^e ét., 536^e ét.,
537^e ét., 538^e ét., 539^e ét., 540^e ét.,
541^e ét., 542^e ét., 543^e ét., 544^e ét.,
545^e ét., 546^e ét., 547^e ét., 548^e ét.,
549^e ét., 550^e ét., 551^e ét., 552^e ét.,
553^e ét., 554^e ét., 555^e ét., 556^e ét.,
557^e ét., 558^e ét., 559^e ét., 560^e ét.,
561^e ét., 562^e ét., 563^e ét., 564^e ét.,
565^e ét., 566^e ét., 567^e ét., 568^e ét.,
569^e ét., 570^e ét., 571^e ét., 572^e ét.,
573^e ét., 574^e ét., 575^e ét., 576^e ét.,
577^e ét., 578^e ét., 579^e ét., 580^e ét.,
581^e ét., 582^e ét., 583^e ét., 584^e ét.,
585^e ét., 586^e ét., 587^e ét., 588^e ét.,
589^e ét., 590^e ét., 591^e ét., 592^e ét.,
593^e ét., 594^e ét., 595^e ét., 596^e ét.,
597^e ét., 598^e ét., 599^e ét., 600^e ét.,
601^e ét., 602^e ét., 603^e ét., 604^e ét.,
605^e ét., 606^e ét., 607^e ét., 608^e ét.,
609^e ét., 610^e ét., 611^e ét., 612^e ét.,
613^e ét., 614^e ét., 615^e ét., 616^e ét.,
617^e ét., 618^e ét., 619^e ét., 620^e ét.,
621^e ét., 622^e ét., 623^e ét., 624^e ét.,
625^e ét., 626^e ét., 627^e ét., 628^e ét.,
629^e ét., 630^e ét., 631^e ét., 632^e ét.,
633^e ét., 634^e ét., 635^e ét., 636^e ét.,
637^e ét., 638^e ét., 639^e ét., 640^e ét.,
641^e ét., 642^e ét., 643^e ét., 644^e ét.,
645^e ét., 646^e ét., 647^e ét., 648^e ét.,
649^e ét., 650^e ét., 651^e ét., 652^e ét.,
653^e ét., 654^e ét., 655^e ét., 656^e ét.,
657^e ét., 658^e ét., 659^e ét., 660^e ét.,
661^e ét., 662^e ét., 663^e ét., 664^e ét.,
665^e ét., 666^e ét., 667^e ét., 668^e ét.,
669^e ét., 670^e ét., 671^e ét., 672^e ét.,
673^e ét., 674^e ét., 675^e ét., 676^e ét.,
677^e ét., 678^e ét., 679^e ét., 680^e ét.,
681^e ét., 682^e ét., 683^e ét., 684^e ét.,
685^e ét., 686^e ét., 687^e ét., 688^e ét.,
689^e ét., 690^e ét., 691^e ét., 692^e ét.,
693^e ét., 694^e ét., 695^e ét., 696^e ét.,
697^e ét., 698^e ét., 699^e ét., 700^e ét.,
701^e ét., 702^e ét., 703^e ét., 704^e ét.,
705^e ét., 706^e ét., 707^e ét., 708^e ét.,
709^e ét., 710^e ét., 711^e ét., 712^e ét.,
713^e ét., 714^e ét., 715^e ét., 716^e ét.,
717^e ét., 718^e ét., 719^e ét., 720^e ét.,
721^e ét., 722^e ét., 723^e ét., 724^e ét.,
725^e ét., 726^e ét., 727^e ét., 728^e ét.,
729^e ét., 730^e ét., 731^e ét., 732^e ét.,
733^e ét., 734^e ét., 735^e ét., 736^e ét.,
737^e ét., 738^e ét., 739^e ét., 740^e ét.,
741^e ét., 742^e ét., 743^e ét., 744^e ét.,
745^e ét., 746^e ét., 747^e ét., 748^e ét.,
749^e ét., 750^e ét., 751^e ét., 752^e ét.,
753^e ét., 754^e ét., 755^e ét., 756^e ét.,
757^e ét., 758^e ét., 759^e ét., 760^e ét.,
761^e ét., 762^e ét., 763^e ét., 764^e ét.,
765^e ét., 766^e ét., 767^e ét., 768^e ét.,
769^e ét., 770^e ét., 771^e ét., 772^e ét.,
773^e ét., 774^e ét., 775^e ét., 776^e ét.,
777^e ét., 778^e ét., 779^e ét., 780^e ét.,
781^e ét., 782^e ét., 783^e ét., 784^e ét.,
785^e ét., 786^e ét., 787^e ét., 788^e ét.,
789^e ét., 790^e ét., 791^e ét., 792^e ét.,
793^e ét., 794^e ét., 795^e ét., 796^e ét.,
797^e ét., 798^e ét., 799^e ét., 800^e ét.,
801^e ét., 802^e ét., 803^e ét., 804^e ét.,
805^e ét., 806^e ét., 807^e ét., 808^e ét.,
809^e ét., 810^e ét., 811^e ét., 812^e ét.,
813^e ét., 814^e ét., 815^e ét., 816^e ét.,
817^e ét., 818^e ét., 819^e ét., 820^e ét.,
821^e ét., 822^e ét., 823^e ét., 824^e ét.,
825^e ét., 826^e ét.,

ÉTRANGER

Les travaux de la septième CNUCED

Jours tranquilles au bord du lac Léman

La septième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) poursuit ses travaux à Genève. Après les discours officiels, dont celui du président de la République française, les délégués ont entamé la discussion sur le fond, laissant apparaître immédiatement les désaccords qui existent entre le monde en développement et les pays industrialisés. Les premiers insistent pour que l'on ne se contente pas de palabrer. C'est pourtant ce qui se fait de mieux sur les bords du Léman.

GENÈVE
de notre envoyée spéciale

La première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a duré deux mois. C'était en 1964, à Genève, au temps où la croissance aurait presque rendu gênée. Cette année, les participants à la septième édition de ce grand forum Nord-Sud ne passeront que trois semaines sur les bords du lac Léman. La crise ne respecte plus rien.

Jusqu'au 31 juillet, donc, plusieurs milliers de ministres, hauts fonctionnaires ou représentants de cent soixante pays et d'organisations aussi variées que l'O.I.P., les Quakers ou l'Association des anciens combattants et boursiers de l'ONU font le bilan de l'état du monde (préoccupant), de la dette des pays en développement (alarmante) et du cours des matières premières (catastrophique), voire même élaborent des projets de résolution.

Les États-Unis ont condescendu à envoyer M. Dennis Goodman, considéré comme un « chef de bureau », sous-secrétaire d'État adjoint. Lequel a été enquis, de son côté, de ce que venait faire le président de la République française dans un tel forum. « Cela fait trop longtemps que l'on n'a pas parlé », a déclaré M. François Mitterrand lors de son allocution devant la CNUCED.

Aurait-on donc parlé pour ne rien dire ? Un quart de siècle après sa création, la CNUCED semble rattrapée par son sujet, gagnée par la récession, comme le pinfold de la grande salle du Palais des Nations, par les ardoises d'humidité.

Déjà le Mali et l'Ouganda ont renoncé au dialogue Nord-Sud à l'heure - et au tarif - genevois. La Colombie, la Tanzanie, entre autres, ont réduit leur représentation de moitié. Le Burkina-Faso n'a délégué qu'un ministre. L'union de réconfort cependant : l'Intercontinental (à 200 FS la chambre simple) est plein, malgré cette dégradation des termes de l'échange. Le président égyptien Hosni Moubarak y est descendu avec une délégation de quarante-cinq personnes, tout comme le président en exercice de l'OUA, le chef de l'État congolais, M. Denis Sassou-Nguesso (trente personnes), le président Mobutu, du Zaïre (quarante personnes) et le président de la Fédération yougoslave, M. Lazar Mojsov (vingt personnes). Japonais, Canadiens, Suédois, Koweïtiens s'y sont installés tranquillement pour trois semaines. Comme dit un délégué du Golfe, « c'est tout près du Palais des

M. Reagan accepte une rallonge budgétaire

Alors que le déficit américain dépasse déjà de 30 milliards de dollars l'objectif fixé par la loi Gramm-Rudman, le président Ronald Reagan a signé, le samedi 11 juillet, une rallonge budgétaire de 9,4 milliards de dollars pour l'année fiscale en cours.

Ces dépenses supplémentaires sont destinées aux agriculteurs (pour 5,6 milliards de dollars), aux sans-abri (355 millions de dollars) et à la lutte contre le SIDA (77 millions de dollars). Elles comprennent également une assistance économique de 300 millions de dollars pour les pays d'Amérique latine et de 50 millions pour les Philippines.

Bien qu'il ait donné son accord à cette rallonge, M. Reagan a tenu à souligner qu'il s'agissait là d'un « exemple flagrant de ce qu'il ne fallait pas faire en matière de finances publiques ». Il est vrai que, le jour même où il décidait ces engagements supplémentaires, la Maison Blanche demandait aux responsables ministériels de prévoir des réductions nouvelles de dépenses pour le budget 1988 (qui entre en vigueur au 1^{er} octobre).

nations et il y a une réduction de 35 % pour les diplomates ».

Invitée également à une plus grande austerité par l'ONU qui lui alloue environ 30 millions de dollars par an, selon les Américains, la CNUCED (quatre cent quatre-vingts permanents à Genève) a pris des mesures : trois semaines de conférence seulement au lieu de quatre à Belgrade (1983) et cinq à Manille (1979), 20 % d'interprètes et 50 % de documents en moins. Les délégués ont été priés de commencer les réunions à l'heure, pour éviter les défrailements supplémentaires, et de ne déranger le réparateur de photocopies, de service le week-end, qu'après avoir remis du papier dans la machine.

Trois semaines ne seront pas de trop...

Les négociateurs internationaux ont attaqué les travaux avec méthode : élection d'un président (M. Bernard Chidzero, du Zimbabwe) et de vice-présidents. L'ordre du jour ayant été cette année - austerité toujours - restreint à quatre points (produits de base, commerce international, dette et finances, pays les moins avancés), il a fallu être aussi les responsables des commissions ad hoc.

Une négociation serrée : personne ne voulait la présidence du comité sur les pays les moins avancés, les pays pauvres sur lesquels on pleure en séance plénière. Le groupe des pays industrialisés (dit groupe B) n'a accepté ce fardeau qu'à condition que les Latino-Américains renonceraient à leurs prétentions sur le comité « finances ». Ce qui fut fait, mais à condition que les « B » admettent la création de vice-présidents de comité. Compromis : les vice-présidents sont devenus « rapporteurs ».

A ce rythme, on le voit, trois semaines ne seront pas de trop pour promouvoir le commerce international et accélérer le développement des pays du tiers-monde, puisque tel est l'objectif de la CNUCED. D'autant que chacun a tendance à freiner des quatre fers lorsqu'il s'agit d'aborder le sujet de ses cauchemars. La dette, par exemple.

pour les pays industrialisés. Un rapport confidentiel relatant une réunion de l'OCDE des 3 et 4 juin dernier fixe les limites de la bonne volonté des pays membres, quant aux négociations à mener à la CNUCED. « Il y a eu un large accord pour que nous ne nous engageons pas, sur la dette, dans une discussion technique orientée vers une décision », indique ni plus ni moins le texte.

Les négociateurs ne s'en réunissent pas moins avec constance. Emploi du temps de la délégation française : 8 h 15, réunion interne à la mission permanente de la France aux Nations unies ; 9 heures : réunions dans le cadre de la CEE (une réunion par sujet à l'ordre du jour plus une réunion des chefs de délégation) ; 10 heures : réunions dans le cadre du groupe des pays industrialisés. « On peut passer toute la première semaine sans avoir discuté avec un délégué du tiers-monde », relève un haut fonctionnaire français. Heureusement, il y a les réceptions, que les délégués fréquentent assidûment. Non pas pour s'empêcher à peu de frais, mais, cela va de soi, par conscience professionnelle. « Les cocktails sont des suppléments indispensables à la circulation des idées », déclare le secrétaire général adjoint de la CNUCED, M. Yves Barthelot.

Outrage à la pauvreté ?

Ce soir-là, le 9 juillet, les autorités de la Confédération reçoivent dans la salle de bal de l'Intercontinental. Le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Peres, discute avec le président yougoslave. Pour les délégués, la principale circulation à l'ordre du jour est celle des ministères de passage en Scandinavie, mais surtout : la vie diplomatique ordinaire. On est loin des fêtes de Manille, où Imelda Marcos avait fait danser la bonne société philippine pour les délégués de la V^e CNUCED.

Genève, ville où le luxe ne se conçoit que dans la discrétion, où Fauchon, après une arrivée en fanfare, a dû fermer ses portes, accueille la conférence Nord-Sud comme le reste : par devoir. Elle n'a

dû d'ailleurs qu'à l'obstination de Fidel Castro - La Havane avait été retenue par l'Amérique latine mais les États-Unis ont fait savoir qu'ils n'iraient pas - de recevoir la réunion, en tant que siège de la CNUCED. Elle en profitera, comme du reste : sans précipitation. Personne ne songe d'ailleurs à relever l'outrage à la pauvreté qui consiste à tenir une conférence sur les problèmes du tiers-monde dans la ville où même l'argent est neutre. « C'est justement ici qu'il faut parler de ces problèmes », estime le nonce apostolique, Mgr Justo Muller, un habitué des commissions « matières premières » de la CNUCED.

Régulièrement, les chauffeurs de taxi de l'Intercontinental conduisent tel ou tel haut responsable d'une délégation africaine, arabe ou asiatique chez son banquier, ou faire la tournée des grands bijoutiers. Mais l'ordinaire des délégués est aussi soumis à l'austérité, en raison de la baisse du dollar, monnaie qui sert de base au forfait journalier dont disposent les participants (environ 130 dollars). D'autres, notamment des pays de l'Est, sont logés dans leurs missions à l'ONU.

« Avant, les délégués achetaient des dizaines de montres à la fois. Maintenant, c'est une ou deux », raconte un employé du magasin des Nations unies, où, après quelques mauvaises surprises, la direction a préféré faire savoir à la caisse que « tout vol sera signalé immédiatement ». Les ambassadeurs y font leurs courses, précédés par un garde du corps qui porte le panier : du chocolat, des appareils photos...

Genève n'est pas Manille, on n'y dine plus après 21 h 30. Lorsqu'il est fini de se payer de mots, le week-end, les délégués vont prendre du recul à Montreux, ou s'offrent des excursions : le lac, le Mont-Blanc, Aoste. « Combien coûte l'aller-retour en train pour Paris, se renseigne un Zimbabwéen ». A part les chefs d'État et ministres, peu sont accompagnés de leurs épouses. « Le soir, ils cherchent des femmes », dit le concierge d'un grand hôtel. Même à Genève, et même en temps d'austérité, nul doute qu'ils en trouvent.

CORINE LESNES.

SOCIAL

Le pouvoir d'achat d'un ouvrier métallurgiste

Pour s'acheter un poulet, il faut travailler 20 minutes en Allemagne et 6 heures en Inde...

Mieux vaut être américain que japonais pour manger du bœuf, allemand qu'indien pour mettre la poule au pot, japonais que malaisien pour s'offrir une voiture... À partir d'une utilisation de la méthode statistique allemande d'examen des « parités du pouvoir d'achat », la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) vient de présenter, en utilisant les réponses de ses cent soixante-dix syndicats affiliés, un rapport sur le pouvoir d'achat dans les industries de la métallurgie.

De ces comparaisons entre quarante pays, des plus industrialisées aux plus pauvres, les conclusions sont édifiantes : c'est le métallurgiste américain qui a le pouvoir d'achat le plus élevé, mais les disparités sont gigantesques...

Prenez 1 kilo de bœuf. Pour l'acheter, un ouvrier de la métallurgie, aux États-Unis, doit travailler 16 mn 45 s en France, 1 h 17 mn en Grande-Bretagne, 1 h 42 mn en France. Pour le même achat, les ouvriers de l'automobile devront être à la tâche pendant 2 h 9 mn au Japon, 3 h 8 mn en Corée du Sud et 4 h 17 mn au Mexique.

Prenez maintenant une nourriture apparemment onéreuse comme le poulet. Pour déguster ce précieux volatile, un ouvrier de la construction navale devra travailler 20 mn 30 s en France, 1 h 25 mn en Grande-Bretagne, 1 h 5 mn en Corée du Sud et 6 h 25 mn en Inde.

Pour la FIOM, « la grande différence entre les travailleurs des différents pays reste leur pouvoir d'achat dans le domaine de la nourriture ». Ainsi, s'il ne faut que 9 mn 30 s de travail à un « métallo » japonais pour s'offrir 1 kilo de riz, il faudra 21 mn 45 mn à un métallo sud-coréen,

45 mn à un indonésien et 58 mn à un philippin. Le rapport est également très éclairant sur d'autres bords de consommation devenus courants dans les pays industrialisés mais encore nouveaux et inaccessibles dans les pays du tiers-monde. Pour s'acheter un réfrigérateur, un métallurgiste américain doit travailler 25 h, contre 67 h en Italie, 83 en France, 85 en Suède, 410 au Chili et 997 en Inde...

Pour se payer une télévision couleur, 118 heures de travail sont nécessaires à un ouvrier de l'industrie électrique au Japon, 119 h en RFA, 128 en Italie, 142 en Grande-Bretagne, 257 à Taiwan et 289 à Hongkong, 1204 h en Indonésie et 1621 h en Inde. Le fossé avec le tiers-monde ressemble ici à un gouffre.

Pour l'achat d'une automobile, le métallurgiste japonais bat le métallurgiste américain : il ne lui faut que 541 h de travail contre 753 à son collègue américain, et il faut 1318 h en Grande-Bretagne, 1463 en Italie, 1545 en Espagne, 1781 en Australie, 1922 en France. En Malaisie, un ouvrier de la construction automobile doit travailler, selon la FIOM, 7143 heures - soit plus de trois ans - pour s'offrir la voiture qu'il produit !

Certes, il ne s'agit que le moyennage d'ordres de grandeur, qui méritent d'être affinés selon les catégories de salariés de la métallurgie (les cadres n'étant pas ici pris en compte). Mais on est encore loin du pouvoir d'achat réel du ouvrier. Le secrétaire général de la FIOM, l'Américain Herman Rabbin, pour qui « la clé du développement économique, c'est de donner aux travailleurs la possibilité d'acheter ce qu'ils produisent ».

MICHEL NOBLECOURT.

Le patronat lance sa campagne pour les élections prud'homales

Les organisations patronales présentent 14 988 candidats aux 282 conseils de prud'hommes lors des élections du 9 décembre prochain, les employeurs devant élire comme les salariés près de 15 000 juges (moitié titulaires et moitié remplaçants). Réunis dans le Comité de liaison des décideurs économiques (CLIDE), le CNPF, la CGPME, la FNSEA, l'Union nationale de professions libérales (UNAPL) et l'Union professionnelle de l'artisanat (UPA) présenteront des candidats ensemble sur les listes « Entreprises plus ».

Lors d'une conférence de presse, le vendredi 10 juillet, M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF, a donné le coup d'envoi de sa campagne prud'homale en appelant les chefs d'entreprise à « voter massivement ». Il a souligné leur « attachement viscéral » à l'institution prud'homale, qui « contribue au maintien de la paix sociale ». M. Guillen a indiqué que la compétence des conseils de prud'hommes a été élargie (sanctions disciplinaires des lois Auroux, liquidation judi-

ciaire, suppression de l'autorisation administrative de licenciement). Le nombre d'affaires présentées devant les prud'hommes (suscitées à 80 % par des ruptures de contrat de travail) est certes passé de 114 500 en 1980 à 150 000 en 1986, mais il a baissé de 2 à 3 % par rapport à 1985, ce qui montre, selon M. Guillen, que la liberté de licenciement « ne s'est pas transformée en jungle ». La réputation des conseils de prud'hommes du patronat représente une charge de 126 à 130 millions de francs pour les entreprises, l'élection coûtant elle-même 1 milliard de francs.

● Erratum. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde daté 12-13 juillet, d'après des indications de la direction, M^{me} Sylvie Plessis, secrétaire dans une succursale Renault, licenciée pour absence alors qu'elle était atteinte d'un cancer, ne sera pas réintégrée dans une agence du quatorzième arrondissement de Paris, mais sera détachée dans un concessionnaire d'Orsay (Essonne).

CONJONCTURE

Le rapport pour 1986 du Conseil national du crédit

L'année des prêts aux particuliers

Le rapport annuel du Conseil national du crédit (CNC) confirme qu'en 1986 le crédit aux particuliers a connu une véritable explosion. Il résume par ailleurs que l'écart dans les conditions de crédit entre petites et grandes entreprises s'est fortement accru, aux dépens des premières. Les entreprises et dans une moindre mesure l'État, étant moins gourmandes en matière de crédit, les banques ont engagé une offensive en direction des particuliers. Avec succès. « L'année 1986 a été marquée, note le Conseil national du crédit, par l'essor des crédits de trésorerie aux particuliers, dont la hausse, de plus de 43 %, amplifie le mouvement de reprise engagé en 1984 (plus 17,7 % en 1985) ». Les prêts personnels accordés aux ménages par les banques ont enregistré l'augmentation la plus forte. Les crédits nouveaux sont passés de 44,9 milliards de francs à 65,7 milliards, une progression de 82 % en

un an. Les avances sur comptes débiteurs ont augmenté de 31,3 % (après une progression de 22 % en 1985). Les financements de vente à tempérament ont aussi connu un certain regain (+15,9 %, contre +10,8 % en 1985). La baisse des taux a contribué à cette évolution. Celle-ci doit cependant être relativisée, selon le rapport du CNC. Par rapport aux ménages étrangers, les familles françaises restent peu endettées. Concernant le crédit aux entreprises, le rapport du CNC fait clairement ressortir que les évolutions récentes de système financier, surtout profondes aux grandes entreprises, ont entraîné une « écart » entre le coût des crédits de montant important et celui des petits crédits « s'est accentué durant l'année ». Pour les crédits à court terme non mobilisables par exemple, d'une fin d'année à l'autre, la différence est passée de 0,7 à 2,6 points entre crédits inférieurs à 300 000 francs et ceux dépassant 10 millions.

E. L.

AFFAIRES

L'American Express doit fermer sa filiale danoise

COPENHAGUE
de notre correspondant

La Privatbanken, troisième établissement financier du Danemark, reprendra, fin juillet, la filiale danoise de l'American Express Bank tout en en devenant le principal correspondant pour l'ensemble des pays nordiques. En principe, les trente membres du personnel de cette succursale devraient conserver leur emploi.

Une nouvelle réglementation au Danemark interdit, notamment, aux sociétés gérantes de cartes de crédit d'exiger des provisions des entreprises (hôtels, restaurants, maga-

sins...) qui acceptent d'être payées par ce moyen. Selon l'American Express, ces dispositions diminueraient ses bénéfices d'un mois 5 à 6 %, ce qui rendrait ses activités trop peu rentables. Déjà, en mars, la banque américaine avait réduit de 8 000 à 500 la liste des firmes danoises où ces cartes seraient valables à l'avenir. Cette mesure touche non seulement les étrangers de passage en Scandinavie, mais surtout les 27 000 Danois porteurs de cartes, sans compte, bien entendu, les commerçants locaux.

C. O.

Les maquignons adoptent le « tope-là ! » informatique

BOURGES
de notre correspondant

L'idée de créer un marché unique pour les bestiaux ne date pas d'hier dans l'esprit du maire de Sannois (Cher), M. Pierre Caldi. L'horizon européen de 1992 impose une accélération du processus. En signant, début juillet, au nom de l'Association des marchés de France, un accord avec un fabricant de logiciels, M. Caldi a franchi un pas décisif. L'opération devrait être réalisée d'ici à 1988. « Elle permettra de moderniser les marchés », précise le maire de Sannois. Dès à présent, l'acheteur de plus de vingt marchés, représentant 70 % à 80 % des transactions, est assuré.

Ce système reliera les marchés, qui pourront dialoguer par ordinateur : « Des informations claires et concises permettront aux éleveurs d'y faire figurer le nombre de lots, l'âge, le sexe, la race, la qualité et le prix des lots, ainsi que le marché de livraison. L'acheteur donnera ses propositions de prix, sa domiciliation bancaire, ses délais de paiement et date de livraison souhaités. Les lots ainsi achetés à l'aveugle seront livrés trois

mois plus tard sur un marché physique, marché qui ne sera pas menacé dans la mesure où la qualité des animaux sera vérifiée à la livraison et qu'il pourra y avoir dépréciation ou réévaluation. »

Premier marché européen avec 17 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel, le marché français peut aborder, selon M. Caldi, sans complexe l'arrivée de l'Acte unique. Nouveau président pour deux ans de l'Association européenne des marchés aux bestiaux, qui représente sept cents marchés commercialisant quarante millions d'animaux pour un chiffre d'affaires équivalent à 60 milliards de francs français, le maire de Sannois est conscient que l'harmonisation doit se faire d'ici à 1992. « Il faut bien se mettre dans le tête qu'à partir de cette date, à l'intérieur des États de la Communauté, il n'y aura plus d'importations ni d'exportations, mais un très grand marché ouvert avec, comme mot-clé, le partenariat ».

Les autres pays de la Communauté devraient donc se brancher à terme sur le réseau, permettant ainsi à la France d'exporter son langage et sa classification.

PATRICK MARTINAT.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Total cède ses intérêts pétroliers en Australie

Le groupe français Total CFP a cédé l'ensemble de ses participations dans la production et l'exploration d'hydrocarbures en Australie au groupe australien Santos. Cette opération, estime le groupe dans un communiqué, aura un impact positif d'environ 250 millions de francs sur le résultat consolidé de Total, grâce aux importantes plus-values réalisées à cette occasion.

Total, à l'inverse, a racheté la filiale italienne de la société Francarop, ce qui lui permettra de renforcer ses participations dans les gisements gaziers de Régente (sud-est de l'Italie) et d'Azalea, de Bonoccia, et d'Anémone, situés dans l'Adriatique. Cette opération rapportera 55 millions de francs d'argent frais à Francarop, qui conservera un intérêt de 20 % à 30 % sur les résultats futurs de la production des gisements de Bonoccia et d'Anémone.

Création d'une nouvelle compagnie charter Air Liberté

Le ministre des transports a autorisé la création d'une nouvelle compagnie de charters, Air Liberté (le Monde du 20 juin). Ses actionnaires sont la Société lyonnaise de banque (21,25 % du capital), la Banque Rivaud (21,25 %), la Société auxiliaire d'entreprise (21,25 %), la Société de développement régional du Sud-Est (21,25 %) et le voyageur Club Aquarius (15 %).

Air Liberté recevra, en mars 1988, le premier des trois bimoteurs MD-83 de cent soixante-neuf sièges qui lui permettront de desservir les pays européens, pendant l'été, et d'organiser des charters de séjours étrangers dans les Alpes du nord.

Olivetti présente les micro-ordinateurs qui respectent votre liberté de décision.

Le micro-ordinateur a révolutionné l'entreprise, apportant une rapidité et une efficacité inimaginables auparavant. Cette révolution, comme toute révolution technologique, était pilotée par les constructeurs.

Le monde a changé. Les entreprises ont adopté et exploité cette nouvelle technologie et elles ont fait les investissements nécessaires.

Aujourd'hui, la micro-informatique fait partie de l'environnement familier de l'entreprise qui sait maintenant définir par elle-même ses besoins. Olivetti estime qu'il faut l'écouter.

L'évolution des systèmes.

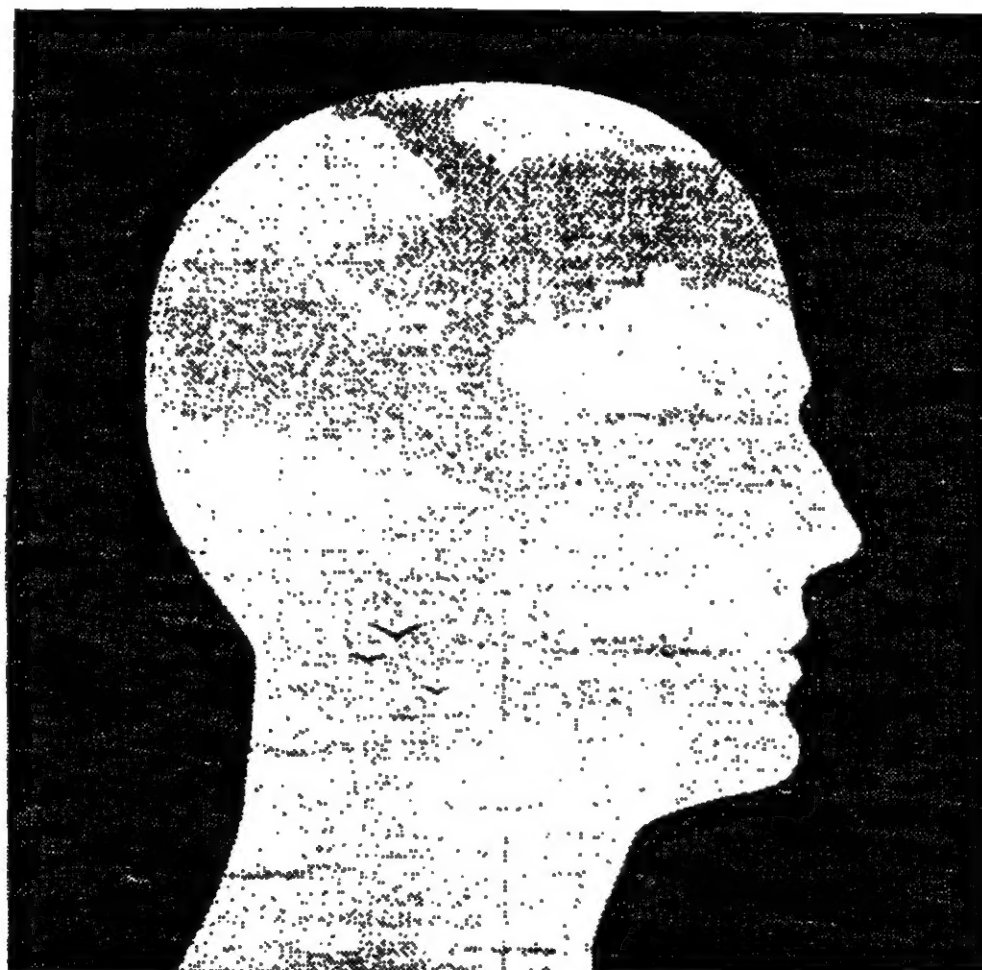
La notion du micro-ordinateur a fortement évolué au cours de ces dernières années : de machine indépendante, l'ordinateur personnel est devenu partie intégrante d'un système. Cette évolution a déterminé l'approche d'Olivetti : nos micro-ordinateurs sont conçus pour être les "briques" d'un système informatique complet.

L'approche systèmes exige aussi une technologie de plus en plus puissante et sophistiquée. Là, le consommateur a, d'une certaine façon, repris l'initiative de l'évolution technologique et le constructeur doit apporter de nouvelles réponses.

La stratégie d'Olivetti est claire : l'utilisateur d'aujourd'hui est devenu "majeur" dans ses choix technologiques et financiers. Bien entendu, il veut des produits qui lui offriront les avantages de la technologie la plus récente.

Cependant, il est aussi en droit d'exiger des produits qui lui laissent la liberté entière d'intégrer et de structurer son système informatique comme il l'entend. Il a besoin d'un niveau élevé d'interconnexion, et de postes de travail offrant le meilleur rapport prix/performance. Enfin, il veut être libre de choisir lui-même le standard du marché.

Avec sa nouvelle gamme de produits, Olivetti répond à toutes ces exigences.



Puissance et souplesse.

Au sommet de la nouvelle gamme Olivetti se situent trois modèles utilisant le puissant micro-processeur 80386.

Ce seront les micro-ordinateurs les plus rapides et les plus puissants du marché, parfaitement adaptés à la tendance qui consiste à intégrer les micro-ordinateurs dans des réseaux locaux en liaison avec des mini-ordinateurs.

● Cette nouvelle ligne comprend les modèles M 380/T et M 380 ainsi que le micro compact M 380/C.

La ligne M 380 sera complétée par une gamme de nouveaux micro-ordinateurs disponibles dans de nombreuses configurations :

● Le M 280 : micro-ordinateur puissant et extrêmement rapide, basé sur le micro-pro-

cesseur 80286, avec possibilité d'intégration en environnement multi-tâches.

● Le S 281 : station de travail spécialement conçue pour travailler en environnement réseau local, également basée sur le micro-processeur 80286.

● Le M 240 : station de travail performante, correspondant à l'évolution naturelle du M 24, l'un des micro-ordinateurs les plus largement diffusés dans le monde.

Une garantie de compatibilité.

Les nouveaux modèles ont été conçus comme une évolution de la gamme existante



des micro-ordinateurs Olivetti. Ils sont totalement compatibles avec les standards du

marché. (Ils offrent, par exemple, la liberté de choisir entre des disquettes 5 1/4 ou 3 1/2.) Et Olivetti garantira toujours une compatibilité absolue avec les standards du marché quelle que soit leur évolution.

Par conséquent, les nouveaux modèles complètent la gamme actuelle des micro-ordinateurs Olivetti (incluant le M 15 portable, récemment présenté), et offrent au consommateur un vaste choix dans la planification de ses systèmes.

Une compatibilité totale avec la base installée, une grande puissance de calcul, des configurations intégrées et ergonomiques, ainsi qu'une approche modulaire permettront à l'utilisateur de développer son système informatique en accord parfait avec ses besoins.

Une solution complète.

De la même manière qu'il respecte l'investissement existant de l'utilisateur, Olivetti-Logabax a le souci de le protéger et de lui offrir un support complet dans le futur.

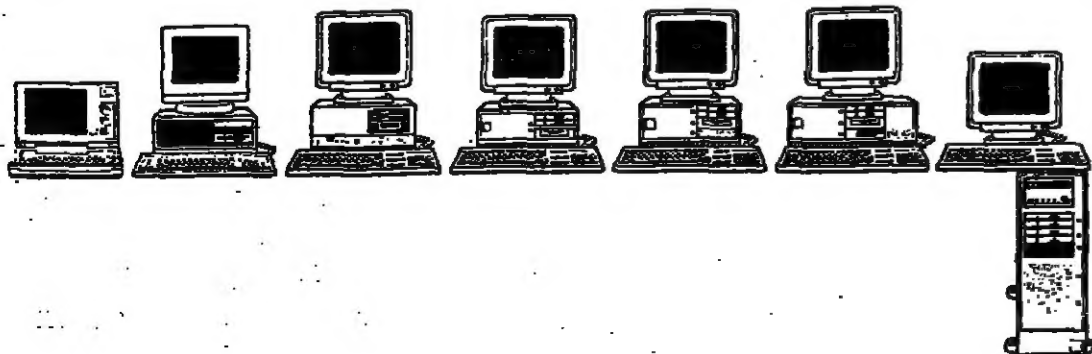
Le caractère complet de la nouvelle gamme de micro-ordinateurs rejoint l'aspect complet de l'offre Olivetti, qui couvre tous les produits liés aux micro-ordinateurs, des logiciels aux imprimantes.

De plus, le réseau hautement qualifié des concessionnaires et distributeurs Olivetti-Logabax et le réseau direct sont à la disposition des clients pour les aider à définir leurs besoins et leur assurer un support et un service après-vente sans faille.

Les nouveaux micro-ordinateurs Olivetti ont donc été conçus pour donner à l'utilisateur une liberté de choix optimale. Ils le laissent libre de se développer et d'évoluer au lieu de lui lier les mains.

C'est dans ce sens que nous appelons la nouvelle gamme de micro-ordinateurs Olivetti la voie de la liberté.

olivetti-logabax



**NOUVEAUX MICRO-ORDINATEURS OLIVETTI,
LA VOIE DE LA LIBERTÉ.**

هكذا من الاجل

سكنا من الاجل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Elections en Australie. 3 Elections en Inde. 4 Nouvelles révélations dans l'enquête sur l'irangate.	5 Les élections municipales de Grasse. — La préparation du référendum en Nouvelle-Calédonie : retour en force de la culture et de la religion aux îles Loyauté.	6 Le terrorisme au Pays basque français. SPORTS 7 Automobile : le Grand Prix de Grande-Bretagne ; les championnats du monde de canoë-kayak ; la 12 ^e étape du Tour de France cycliste.	8 Le 41 ^e Festival d'Avignon. 9 Norma, de Bellini, aux arènes de Nîmes. — Le Vaissseau fantôme, de Wagner, au Théâtre antique d'Orange. — Communication : les difficultés de TDF 1.	14 Les travaux de la 7 ^e CNUCED : Jours tranquilles au bord du lac Léman. — Le pouvoir d'achat des ouvriers métallurgistes. — Le rapport du CNC : l'année des prêts aux particuliers.	Radio-télévision 11 Météorologie 11 Mots croisés 12 Carnet 12 Légion d'honneur 12 Loterie, Loto 12 Annonces classées 13 Spectacles 10	● Le Tour de France à la voile (ETE) ● Jeu : premières lignes de roman (DEB) ● Musique : la sélection du Monde (MUS) Actualité, Sports, International, Bourse, Culture, Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

Les 14 Juillet de M. Mitterrand

Le mardi 14 juillet, comme d'habitude sur TF 1, M. François Mitterrand sera interrogé par Yves Mourousi. En filigrane : l'Iran, le Tchad et les assauts des porte-parole de la majorité, qui accusent le chef de l'Etat de se comporter en président partisan. Le tout sur fond d'horizon 1988.

Des 14-Juillet, M. François Mitterrand, depuis qu'il est président de la République, en a connus de toutes les couleurs.

Le plus rose fut incontestablement celui de 1981. M. Mitterrand était encore dans l'euphorie : « J'ai été débordé par l'adhésion populaire, dit-il ce jour-là à Yves Mourousi, sur TF 1. Je vais m'efforcer de reconquérir cette liberté essentielle qui est le contact direct entre la population et le président de la République. » Mais, déjà, le nouveau chef de l'Etat soulève ce qui va devenir son leitmotiv pendant sept ans : la nécessité de rassembler les Français. « Qu'il y ait des rivalités, c'est normal, souligne-t-il. L'essentiel, pour une démocratie, c'est de créer les moyens d'harmoniser tout cela. »

Un an plus tard, en 1982, le rêve rose s'effiloche. La France commence à broyer du noir. Alors, M. Mitterrand exalte le sens de la solidarité : « Il n'est pas de réussite nationale si les revendications particulières prennent le pas sur l'intérêt de tous. » Il demande que « l'on sache distinguer entre les indéniables sacrifices subis et/ou consentis par un grand nombre (de citoyens) et la situation des privilégiés qui, au lieu de partager, cherchent à dominer l'économie française. »

1983 : sur le front extérieur, la guerre du Tchad fait déjà partie des principales préoccupations

présidentielles, mais c'est à l'intérieur que la tempête enfle sous l'effet de la politique d'austérité — pardon ! de rigueur — du gouvernement de M. Pierre Mauroy. « Rien ne m'arrêtera dans l'œuvre de redressement national et de justice sociale », lance M. Mitterrand, le jour de la fête nationale, à l'adresse d'une opposition requinquée, en cherchant à donner de lui l'image qu'il affectionne, celle du vieux marin qui aime à dire que le fond de son océan personnel est toujours calme quelle que soit l'ampleur des vagues en surface.

Une cohabitation-guérilla

C'est le 14 juillet 1984 que le président de la République essuie le grain le plus violent. La « guerre scolaire » fait rage, le gouvernement prend eau. M. Mitterrand fait le dos rond, lâche du lest en annonçant le retrait du projet de loi défendu par le gouvernement : « Je m'inscris de ce que pensent ceux qui ne pensent pas comme moi », souligne-t-il. Le ministre de l'Éducation nationale, M. Alain Savary, démissionnera. M. Mauroy aussi. « Je ne suis pas de ceux qui répètent constamment : « On va gagner, on va gagner », ajoute M. Mitterrand. Il faut que je fasse la démonstration que l'on a gagné, et le pays croira ce qui sera dit par les responsables du pouvoir lorsqu'il aura ce sous les yeux. Pas de promesses, pas d'engagement, pas de perspectives magnifiques. Quand on aura gagné à ce point pour justifier cette expression, après tout ce n'est pas moi qui le dirai, c'est le peuple qui le dira... »

Comme ce qui se dit le peuple n'est pas de bon augure pour la gauche à quelques mois des élec-

tions législatives, le président de la République est bien obligé d'envisager le pire à l'occasion du 14 juillet 1985. Il fait donc savoir que, s'il doit « cohabiter » avec la droite, ce sera dans le cadre d'un mode de vie institutionnel et de la Constitution. « Après 1986, ce sera comme avant si chacun respecte les institutions. Le pays a le droit de choisir la majorité qu'il désire, et le président de la République a pour devoir de respecter cette volonté, et je ferai tout pour cela. »

1986 : pour les socialistes, la fête est finie et M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon. La « cohabitation » a des allures de guérilla. Le chef de l'Etat profite de son intervention à la télévision pour expliquer son refus de signer l'ordonnance relative aux dénationalisations : « C'est pour moi un cas de conscience. Je dois être le garant de l'indépendance nationale. »

Cela dit, M. Mitterrand s'emploie surtout à remonter sur son nuage : « Moi, je ne cherche rien, je ne demande rien, j'attends pas de récompense. Bien entendu, c'en est une que d'avoir la confiance populaire, la confiance de la France, mais je ne cherche pas de récompense. Je cherche à faire mon devoir et mon devoir est de rester très au-dessus des compétitions de la petite politique politicienne, il est en toute circonstance de chercher humblement, patiemment, avec sincérité, ce qui peut bon pour le pays et bon pour les Français. »

La suite ce mardi avec, sans doute, quelques variations sur le même thème. La suite et la fin des 14-Juillet de M. Mitterrand ? C'est moins sûr... A. R.

CORÉE DU SUD : remaniement gouvernemental

Un général à la retraite à la tête d'un cabinet apolitique

Séoul. — Le président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan, a annoncé, ce lundi 13 juillet, la formation d'un nouveau gouvernement dont la direction a été confiée à M. Kim Chong Yul, un ancien général des forces armées, en remplacement de M. Lee Han Key. La démission de ce dernier, qui avait été nommé il y a seulement sept semaines, est expliquée par des raisons de santé.

Cependant, des porte-parole officiels ont indiqué que le nouveau gouvernement serait composé de telle sorte qu'il répondrait au souci de neutralité politique réclamé par l'opposition dans l'attente de l'élection présidentielle. Ainsi, M. Chun a informé, dimanche, cinq ministres appartenant au Parti démocratique de la justice (PDJ), de se préparer à abandonner leur poste.

Il s'agit des titulaires des portefeuilles de l'intérieur, M. Koh Kuz ; des sports, M. Lee Sei Kee ; des

communications, M. Lee Dae Soon ; des affaires politiques, M. Cho Ki Sang, et des sciences et de la technologie, M. Lee Tae Sup.

Ce remaniement est interprété comme un nouveau geste de la détermination du chef de l'Etat coréen d'engager le processus de démocratisation de son régime, après sa propre démission de la présidence du Parti démocratique de la justice et les libérations de prisonniers politiques.

Néanmoins, M. Kim Young Sam, l'un des chefs de l'opposition, a reproché, lundi également, à M. Chun de maintenir en prison un nombre indéterminé de prisonniers soupçonnés de prises de position communistes. Le gouvernement a répondu que ces prisonniers étaient détenus en raison de leurs convictions, mais l'opposition avance le chiffre de trois mille prisonniers politiques. — (AFP, Reuters.)

CHILI : la commémoration de la nationalisation des mines de cuivre

L'opposition accuse le pouvoir de brader le patrimoine national

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

A l'appel de la Confédération des travailleurs du cuivre (CTC), la plus importante organisation syndicale du pays, dirigée depuis un an par les partis de gauche, plusieurs milliers de personnes se sont réunies, le vendredi 10 juillet au soir, dans un stade de la capitale pour commémorer la nationalisation des mines de cuivre. Les meetings, autorisés, avaient reçu le soutien de nombreux mouvements d'opposition.

C'est le 11 juillet 1971 que les parlementaires chiliens votèrent à

l'unanimité la loi de nationalisation des mines de cuivre proposée par le gouvernement de Salvador Allende. Cette journée historique est considérée par la gauche comme celle « de la dignité nationale ».

Les compagnies américaines — telles l'Anaconda et la Kennecott — durent plier bagage sans recevoir d'indemnités, que le gouvernement de l'Unité populaire estima « déjà payées » par les profits élevés obtenus par celles-ci pendant plus de trente ans. Il s'ensuivit une bataille juridique internationale, qui ne prit fin qu'avec le paiement d'une somme indéterminée par le régime militaire.

A l'occasion de la commémoration de cet événement historique, les orateurs s'en prirent avant tout à une loi récemment promulguée, qui autorise l'Etat à confier l'exploitation des gisements miniers à des entreprises privées. Au dire du président de la CTC, M. Nicolas Araya, « cela revient à dénationaliser notre sous-sol et à encourager le retour des capitaux étrangers ».

Le principal discours fut prononcé par M. Radomiro Tomic, candidat de la démocratie chrétienne à l'élection présidentielle de 1970, et qui ne cesse depuis quatorze ans de dénoncer le modèle économique ultra libéral du régime militaire. Rappelant que « le cuivre est la pierre maîtresse de l'économie du pays », le Chili est le premier exportateur mondial et la vente du métal rouge et de ses dérivés rapporte à l'Etat plus de la moitié de ses recettes, — M. Tomic attaqua « le gouvernement autoritaire qui a détruit le Chili et prétend maintenant détruire son industrie minière ». Il dressa un véritable réquisitoire contre la politique de privatisation des entreprises publiques suivie par le gouvernement, « qui brade le patrimoine national pour le seul bénéfice d'une poignée de profiteurs ».

GILLES BAUDIN

LIBAN

La livre continue à baisser

BEYROUTH
de notre correspondant

La commémoration du quarantième jour suivant l'assassinat du chef du gouvernement, Rachid Karamé, a été l'occasion, le dimanche 12 juillet, d'un vaste rassemblement à Tripoli, ville natale du défunt, de longue date sous contrôle syrien, des forces pro-syriennes au Liban. Elles ont attaqué à cette occasion le président de la République, M. Amine Gemayel, l'armée libanaise fraction chrétienne et la milice chrétienne des forces libanaises. Si ce rassemblement représentait essentiellement l'islam libanais, les chrétiens n'en étaient pas absents et l'ancien président Soléiman Frangieh y avait délégué son fils Robert.

Le plus violent des orateurs a été M. Walid Joumblatt (FSP-druze), mais c'est M. Nabih Berri (Amd-chiite) qui a menacé de recourir aux armes en cas d'échec des efforts politiques du front élargi, en voie de constitution — sous l'égide syrienne, dont l'objet est de venir à bout des réticences du camp chrétien face aux projets de Damas.

M. Gemayel avait, la veille, proclamé sa détermination de faire aboutir l'enquête sur l'assassinat de M. Karamé et l'armée se défend vigoureusement d'être mêlée à l'affaire bien que ce soit dans un des ses hélicoptères que l'attentat ait eu lieu. La commémoration de l'assassinat de Karamé n'a finalement pas bouleversé les données politiques de l'actuelle conjoncture. Aussi, dès lundi matin, les Libanais étaient-ils revenus à leur souci majeur : le dollar. Plus exactement : leur livre, qui s'effondre à un rythme de nouveau vertigineux, les pauses se faisant courtes et sans espoir. Les cotations avaient été suspendues à 187 LL pour un dollar vendredi et à 30 LL pour un franc. Lundi le marché n'avait pas encore ouvert en milieu de matinée, indication d'une situation incontrôlable. Au plus fort de la livre, le dollar valait 209 piastres (centimes de livre) : c'était avant la guerre du Liban.

LUCIEN GEORGE

Dollar en hausse : 6,1545

Le dollar a poursuivi sa hausse lundi 13 juillet sur le marché des changes de Tokyo, montant à 151,28 yens contre 150,95 yens vendredi. A Zurich, il s'est échangé à 1,5430 francs suisses contre 1,5395 francs suisses en fin de semaine dernière.

A Londres, le monnaie américaine atteignait 1,8488 DM (contre 1,8450 le 10 juillet à Paris) et 6,1545 franc (contre 6,1420 franc).

ITALIE

Dix-sept ans de prison pour un terroriste palestinien

Rome. — Le Palestinien Ahmed Abou Sereya, auteur de l'attentat à la grenade contre le Café de Paris, à Rome, qui avait fait quarante blessés, le 16 septembre 1985, a été condamné, samedi 11 juillet, à dix-sept ans de réclusion par la cour d'assises de Rome. Abou Sereya, qui avait été arrêté la nuit même de l'attentat, survécu peu avant minuit sur la via Veneto, au centre de la capitale, a été reconnu coupable de « massacre à finalité terroriste ». Le ministère public avait requis vingt-trois ans d'emprisonnement. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 12-13 juillet 1987 a été tiré à 449 495 exemplaires

Réunis à Copenhague

Les ministres des affaires étrangères de la CEE décideraient la reprise à haut niveau des relations politiques avec Damas

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne devaient discuter, le lundi 13 juillet à Copenhague, des perspectives de paix au Proche-Orient. Réunis pour la journée dans la capitale du Danemark, pays qui vient de prendre la présidence tournante de la CEE, les Douze passeront en revue les questions que n'ont pas abordées, faute de temps, leurs chefs d'Etat ou de gouvernement lors du sommet européen de Bruxelles les 29 et 30 juin derniers.

Les ministres réaffirmeront vraisemblablement leur appui à l'idée d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, confirmant la déclaration faite en février dernier à Bruxelles. Dans cette perspective, ils feront sans doute un « petit pas » en direction de la Syrie, reconnaisant ainsi que le chemin de la paix dans cette région du monde passe par Damas. La CEE, qui a gelé en novembre dernier ses relations avec le régime du président Assad, accusé par le Royaume-Uni d'avoir préparé un attentat manqué contre un avion civil israélien au départ de Londres, déciderait la reprise des contacts politiques et diplomatiques à haut niveau avec ce pays.

Toutefois, en raison notamment des réticences de Londres, les autres sanctions communautaires (surveillance des activités des diplomates syriens, renforcement des mesures de sécurité des lignes aériennes syriennes, interdiction des ventes d'armes à la Syrie) ne seraient pas levées pour le moment. En outre, le protocole de coopération CEE-Syrie resterait à l'état d'ébauche, et l'aide financière des Douze ne serait pas débloquée.

On apprendrait toutefois à Bonn que le gouvernement fédéral avait levé une partie des sanctions prises en 1986 contre Damas, en raison de l'implication des services syriens dans le terrorisme en RFA, lui accordant de nouveau

une aide au développement. La décision a été prise lors de la dernière réunion du cabinet. L'aide financière et technique accordée à la Syrie se monte à quelque 145 millions de deutschemarks (environ 80 millions de dollars).

A Téhéran, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Chareh, en visite officielle en Iran, a réitéré dimanche le soutien de son pays à la République islamique au cours d'un entretien avec son collègue iranien, M. Ali Akbar Velayati. Il a affirmé que la Syrie souhaitait « la consolidation de ses relations avec l'Iran » et que ceci constituait « un point de vue stratégique » pour Damas. La position de la Syrie à l'égard du conflit irakien, a-t-il souligné, « s'a pas changé ». M. Velayati, de son côté, a insisté sur l'importance des relations entre Téhéran et Damas, et affirmé que les Etats-Unis « tentent de semer la division entre eux ». Il a également critiqué le Koweït, devenu, selon lui, « l'objet de complots de l'Irak ».

A Amman, le ministre de l'information a qualifié de « totalement infondées » les informations en provenance de Jérusalem selon lesquelles le roi Hussein s'apprêterait à présider, dans le courant du mois à Amman, un sommet Hafez El Assad-Saddam Hussein, « afin de ramener la paix dans le Golfe et de permettre la tenue d'un sommet arabe ».

A Tunis, Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces palestiniennes, a confirmé la réunion, le 11 juin à Limassol, entre Aboul Hol, membre du comité central et responsable des services de sécurité du Fath, et le général Adnane El Hamadani, haut responsable des services de renseignements syriens. Il a cependant indiqué que « la position syrienne n'avait pas évolué par rapport aux Palestiniens ». — L'O.L.P. a-t-il souligné, souhaite améliorer ses relations avec la Syrie, mais cela bute sur l'intransigeance de Damas. — (AFP.)

Selon le « Washington Post »

L'ancien président Nemeiry avait mis au point en 1983 une opération en vue de détruire le tiers de l'aviation libyenne

Washington (AFP). — L'armée de l'air égyptienne, aidée par les services secrets américains et soudanais, était, en 1983, sur le point d'assauter, au Soudan, une partie des forces aériennes libyennes, mais des fuites aux Etats-Unis ont fait avorter ce projet, rapporte le Washington Post du dimanche 12 juillet.

L'opération conjointe, conçue et mise au point pendant des mois par l'ancien président soudanais, le maréchal Gaafar Nemeiry, prévoyait de provoquer une invasion de l'espace aérien soudanais par les forces aériennes libyennes, qui aurait pu entraîner la destruction d'un tiers de celles-ci par l'aviation égyptienne, précise le Post, citant des sources informées au Caire et à Washington.

Le plan préparé par de hauts responsables gouvernementaux à Washington, au Caire et à Khartoum, prévoyait que des agents secrets soudanais se présenteraient comme des membres d'un mouvement révolutionnaire prolibyen à Khartoum, solliciteraient l'intervention de l'aviation libyenne pour renverser le régime du président Nemeiry. Une fois les avions libyens dans l'espace aérien soudanais, l'aviation égyptienne, renforcée par des avions radars AWACS américains, et éventuellement, ravitaillés en vol par des avions-citernes américains, aurait contre-attaqué.

Le Post écrit que l'attaque imminente a été annulée quand des fuites à Washington ont indiqué que les Etats-Unis avaient envoyé des AWACS en Egypte, et quand la chaîne de télévision ABC a fait état de mouvements de forces américaines dans la région dans la perspective d'une tentative de coup d'Etat contre le régime pro-américain de Khartoum par la Libye.

● Le ministre français de la santé reçu par le président Moubarek. — M^{me} Michèle Bazzachi, ministre française de la santé et de la famille, a été reçue, le dimanche 12 juillet, par le président Hosni Moubarek, à qui elle a remis un message du premier ministre français, M. Jacques Chirac. Le ministre français avait participé dans la matinée à l'inauguration de l'hôpital ultra-moderne de l'Institut Nasser du Caire, construit avec le concours financier et technique de la France et de la Belgique. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration du GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS réuni le lundi 6 juillet, sous la présidence de Monsieur Bertrand BALARESQUE, a constaté le succès de l'augmentation du capital décidée par l'Assemblée Générale du 22 mai, qui a eu pour effet, par incorporation de réserves et par souscription en numéraire, de porter le capital de 21 281 500 à 85 441 000 francs.

A cette occasion et conformément aux statuts, il a autorisé l'entrée de trois nouveaux groupes institutionnels dans son actionnariat : la CARDIF, la Caisse d'Interprétation de Prévoyance des Cadres CIPIC, et le Groupe MALAKOFF avec trois de ses organismes de prévoyance, CAPIMMEC RI, CMAV, URRPIM-MEC.

Par ailleurs, le Conseil, sur proposition de son président, a nommé Monsieur Roland VAN MOERRE, précédemment Directeur Général Adjoint, au poste de Directeur Général.

A B C D E F G

NOUVEAU
IMMOBILIER
Ventes + Locations
Une page d'annonces
Le Monde chaque mercredi
numéro daté jeudi